60 ANS JAHRE

OFAJ
DFJW

ÉTUDE

Retour vers le futur : Regards des jeunes en France et en Allemagne

Analyses & chiffres-clés

Vivre l'engagement, construire l'avenir

Anne Tallineau & Tobias Bütow

« Quant à vous, je vous félicite ! Je vous félicite, d'abord, d'être jeunes. » (Charles de Gaulle, septembre 1962)

*« L'espoir est un travail acharné. Contre l'impuissance, rien ne sert de fuir, contre l'impuissance, il faut agir. » (*Luisa Neubauer, septembre 2022)

60 ans, presque jour pour jour, séparent le discours du président français Charles de Gaulle adressé à la jeunesse allemande et le discours de la militante allemande pour le climat Luisa Neubauer sur les enjeux de demain. 60 ans après le traité de l'Élysée, qui a vu naître l'amitié franco-allemande, les jeunes de France et d'Allemagne partagent la même inquiétude face à la crise climatique. La plus grande menace ne vient plus du pays voisin. Aujourd'hui, le plus grand défi est le changement climatique.

Les nombreuses crises de notre époque marquent la jeunesse franco-allemande. La crise sanitaire, la guerre et le changement climatique pèsent sur les parcours de vie et d'éducation, limitent les expériences européennes, altèrent l'image de l'Europe et influencent les attentes des jeunes quant à l'avenir. Au moment où une transition à l'issue incertaine a lieu, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) a choisi le 60e anniversaire du traité de l'Élysée pour donner la parole aux jeunes de France et d'Allemagne. Ce sondage représentatif a pour but de mieux comprendre cette jeunesse, mais aussi d'agir en conséquence. En tant qu'organisation internationale dédiée aux jeunes, nous nous appuyons sur ces données pour développer nos programmes et notre travail de subvention. Depuis bientôt 60 ans, l'OFAJ porte la voix de la jeunesse et agit en fonction de leurs espoirs et de leurs préoccupations, de leurs besoins et de leurs intérêts.

Tout d'abord, nous placerons dans les années à venir l'écoresponsabilité et la préservation du climat au cœur des échanges de jeunes. Nous soutiendrons les porteurs de projets dans le secteur de l'éducation et de la jeunesse en leur proposant des formations et du matériel pédagogique. Les rencontres interculturelles peuvent encourager les jeunes à s'engager pour la protection de la planète. C'est en agissant ensemble que nous construirons la confiance en l'avenir. Et c'est main dans la main que nous pourrons relever les défis du 21e siècle.

Ce sondage représentatif auprès de la jeunesse franco-allemande montre que les facteurs sociaux et économiques jouent un rôle central dans la réalité quotidienne et les perspectives d'avenir des jeunes. Les échanges franco-allemands de jeunes prévus par le traité de l'Élysée doivent plus que jamais s'adresser aux jeunes qui n'ont pas encore pu faire l'expérience du projet européen et des langues étrangères. Car participer à un échange interculturel est une chance unique pour chaque jeune. Les spécialistes du travail de jeunesse et d'aide sociale à la jeunesse sont des partenaires indispensables, car elles et ils bénéficient de la confiance des jeunes – des quartiers nord de Marseille aux immeubles préfabriqués de Dresde.

Enfin, cette étude conforte l'idée que la démocratie se nourrit d'échanges et de participation. À l'heure de la transition numérique et de la désinformation, les rencontres interculturelles et la découverte de pays voisins sont indispensables. La coopération franco-allemande est idéale pour encourager les jeunes à s'engager pour la démocratie et la paix en Europe, et pour renforcer la diversité et la participation.

Nous remercions le conseil scientifique ainsi que les autrices et auteurs de cette étude pour leur expertise et leur engagement. Nous remercions l'équipe de l'OFAJ, en particulier Claire Demesmay, Anya Reichmann et Tomasz Bertram, ainsi que Kantar Public pour leur temps et leur travail consciencieux. Nous remercions également les plus de 3 000 jeunes de France et d'Allemagne qui ont participé à ce sondage. Si leurs voix sont entendues, mais aussi traduites en actions concrètes, nous aurons atteint l'objectif de ce sondage. Et nous pourrons également, avec espoir et conviction, féliciter les jeunes de France et d'Allemagne « d'être jeunes ».

L’essentiel

Les crises sociales de ces dernières années (coronavirus, guerre en Ukraine, inflation, etc.) ont fortement marqué les jeunes de France et d’Allemagne. En effet, seule une minorité de jeunes des deux pays (environ un tiers) qualifie sa situation financière de (très) bonne.

Une large majorité **(plus de deux tiers) des jeunes des deux pays se montre pessimiste quant à l’avenir de la société,** et leurs perspectives pour les prochaines années dans certains domaines politiques sont pour la plupart négatives.

Seule une petite minorité d’environ un dixième des jeunes des deux pays ne voit aucune nécessité de changements politiques significatifs. D’ailleurs, seul **un quart (27 %)** des jeunes **de France** et **un tiers (37 %)** des jeunes **d’Allemagne sont (très) satisfaits de la démocratie.** Les **institutions sociales** n’inspirent **généralement pas (beaucoup) confiance** aux jeunes des deux pays, à l’exception de l’armée en France.

Malgré tous les autres sujets, le **changement climatique est le plus souvent cité parmi les trois principaux enjeux actuels dans les deux pays.** En France et en Allemagne, les jeunes estiment également que la lutte contre le changement climatique devrait être prioritaire par rapport à la poursuite de la croissance économique, plutôt que l’inverse.

L’UE inspire en principe plus d’associations en Allemagne qu’en France, qu’elles soient positives ou négatives. Mais dans l’ensemble, **l’UE est plus souvent associée à des caractéristiques positives dans les deux pays.** Une grande moitié des jeunes des deux pays considère la coopération franco-allemande comme (très) importante dans tous les domaines politiques. **Seule une petite proportion d’environ un dixième des jeunes estime que les deux pays devraient moins coopérer au niveau européen.**

Dans les deux pays, **l’origine sociale a une très forte influence sur le point de vue des jeunes** et s’avère donc être le facteur sociodémographique le plus déterminant. Malheureusement, les résultats de cette étude sur la jeunesse montrent que les jeunes issus de milieux modestes sont moins souvent optimistes quant à leur avenir et plus souvent pas (du tout) intéressés par la politique. Ils sont également moins convaincus par la démocratie, la participation aux élections, l’engagement politique et ont moins confiance dans les institutions politiques.

Méthodologie

Retour vers le futur : Regards des jeunes en France et en Allemagne	
Population	**Jeunes de 16 à 25 ans vivant en France et en Allemagne**
Procédure de sélection	**Échantillonnage par quotas dans un *Access Panel* en ligne constitué par l'OFAJ**
Zone couverte par le sondage	République fédérale d'Allemagne France
Méthode	Un questionnaire à remplir en ligne a été mis à la disposition des jeunes des deux pays. L'échantillon net a été sélectionné en fonction de quatre critères. Les critères étaient les suivants : genre (deux caractéristiques), âge (2 groupes), région (4 régions en Allemagne, 5 régions en France) et catégorie de commune (7 catégories en Allemagne, 3 catégories en France)
Instrument	Le questionnaire à remplir en ligne a été testé dans le cadre d'un prétest cognitif (durée du travail sur le terrain : du 27 septembre au 3 octobre) et modifié avant son lancement
Durée des entretiens	La moyenne dans les deux pays était de 18 minutes, la médiane de 16 minutes
Entretiens · prévus	 n = 2 x 1500
Allemagne	n = 1729 entretiens au total n = 202 entretiens exclus de l'analyse en raison de problèmes de qualité **n = 1527 entretiens exploitables**
France	n = 1780 entretiens au total n = 229 entretiens exclus de l'analyse en raison de problèmes de qualité **n = 1551 entretiens exploitables**
Pondération	L'ensemble des données a été pondéré séparément pour la France et pour l'Allemagne à l'aide des structures théoriques des statistiques officielles. Pour l'Allemagne, l'âge, le genre, le diplôme est/ouest, le Land, la zone Nielsen, la catégorie de commune politique (GKpol) et la catégorie de commune BIK 10 ont été pris en compte. Pour la France, l'âge, le genre, l'éducation (CITE), les régions (NUTS II) et la catégorie de commune ont été pris en compte. L'efficacité de la pondération a été de 56,26 % (D) et 52,79 % (FR).
Période	Du 13 au 31 octobre 2022
KANTAR PUBLIC	

Réalisation de l'étude

Suite à l'attribution du contrat le 1er septembre 2022 par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) à Kantar Public, une étude franco-allemande sur la jeunesse a été réalisée jusqu'à fin octobre sur la base d'un sondage quantitatif dans un *Access Panel* en ligne constitué par l'OFAJ lui-même. Le présent rapport de synthèse documente les principales étapes de la réalisation de cette étude.

La préparation

La préparation de l'étude s'est concentrée sur l'élaboration d'un questionnaire au contenu très complet. L'OFAJ a créé un conseil scientifique pour cette étude, qui a travaillé à l'élaboration d'un modèle au cours de plusieurs ateliers. Ce modèle a été confié à Kantar Public lors de la passation de la commande. Après un premier examen par Kantar Public, ce modèle a été retravaillé en collaboration avec l'OFAJ les 9 et 19 septembre, pour aboutir à une version validée par les deux parties pour le prétest cognitif.

Le questionnaire s'articule autour des thèmes suivants:

- **> Avenir**
- **> Politique et engagement**
- **> Démocratie et institutions**
- **> Paix**
- **> Rapport à l'Europe et à la coopération franco-allemande**

Ce questionnaire de fond a été complété par des questions sociodémographiques.

Le prétest cognitif

Un prétest cognitif a permis de tester l'ébauche de questionnaire validée par les deux parties. Pour la réalisation des entretiens, une version du questionnaire était disponible sous forme de guide, complétée par des éléments qualitatifs approfondis.

Au total, six entretiens de prétest cognitif guidés ont été réalisés avec des jeunes âgés de 16 à 24 ans entre le 27 septembre et le 3 octobre 2022 en France et en Allemagne.

Ces entretiens ont duré de 45 à 90 minutes et ont été réalisés en ligne via MS-Teams. La personne qui menait l'entretien partageait son écran pour afficher le questionnaire en ligne. Elle abordait ensuite le questionnaire en ligne question par question avec les jeunes en ciblant les éléments qualitatifs approfondis du guide.

Dans le cadre de ces entretiens, il est apparu à certains moments que certaines questions n'étaient pas compréhensibles ou n'étaient pas toujours comprises de la même manière. Elles ne répondaient donc pas aux critères de qualité des questions des sondages standardisés.

Sur la base des entretiens menés dans les deux pays, un rendez-vous a été organisé le 6 octobre avec l'OFAJ afin de formuler ensemble les conséquences de ce prétest cognitif et de produire une version finale du questionnaire, validée par les deux parties. Cette version du questionnaire a été traduite dans les deux langues et soumise à la programmation finale de l'étude.

L'enquête principale

Le travail sur le terrain

Après validation de la programmation finale le 12 octobre, l'enquête principale a pu démarrer le 13 octobre. Ce lancement se fait chez Kantar Public avec un premier petit échantillon brut *(soft launch)* afin de tester une dernière fois la fonctionnalité du questionnaire en conditions réelles. Ce test a été concluant, moyennant quelques ajustements mineurs dans la gestion des quotas nets, ce qui a permis d'utiliser les autres échantillons bruts à partir du 17 octobre. Dans les jours qui ont suivi, il s'est avéré nécessaire d'introduire de manière ciblée d'autres échantillons bruts sur le terrain afin de contrôler l'échantillon net. Ainsi, le travail sur le terrain a pu prendre fin le 31 octobre 2022 avec un total de 3 509 entretiens. N = 1 780 entretiens ont été réalisés en France et n = 1 729 en Allemagne.

Tri des données, pondération et tabulation

Les données disponibles ont été soumises à un contrôle de qualité une fois le travail de terrain terminé. Les *«speeders»* et les *«straightliners»* ne correspondent pas à nos standards de qualité. Les *«speeders»* sont les personnes dont la durée de l'entretien est inférieure à 35 % de la durée médiane. Les *«straightliners»* sont les personnes qui répondent aux questions d'une manière inhabituelle. Outre le fait de cocher toujours la même case, cela implique également de faibles variations au niveau de ces questions et de nombreux «je ne sais pas».

Avec cette méthode de contrôle des données, n = 229 entretiens en France et n = 202 en Allemagne ont dû être retirés de l'ensemble de données par manque de qualité. Ainsi, l'ensemble de données comprenait à la fin n = 1 551 entretiens exploitables en France et n = 1 527 entretiens exploitables en Allemagne. La durée moyenne des entretiens dans les deux pays était de 18 minutes, la médiane de 16 minutes.

Cet ensemble de données final a été utilisé pour la pondération. La pondération consiste à respecter plusieurs spécifications issues des statistiques officielles en appliquant un facteur de pondération. Dans un processus de pondération en plusieurs étapes, les structures des données nettes sont adaptées à ces spécifications. Ces spécifications sont utilisées pour différents critères. Pour l'Allemagne, l'âge, le genre, le diplôme est/ouest, le Land, la zone Nielsen, la catégorie de commune politique (GKpol) et la catégorie de commune BIK 10 ont été pris en compte. En France, il s'agissait de l'âge, du genre, de l'éducation (CITE), des régions (NUTS II) et de la catégorie de commune. L'efficacité de la pondération était de 56,26 % (D) et 52,79 % (FR). Les deux pondérations ont été enregistrées dans un facteur de pondération pour l'ensemble des données, afin d'obtenir un ensemble de données pondéré pour les deux pays.

Remarque sur la cartographie de la population et la représentativité

L'échantillonnage par quotas basé sur des *Access Panels* en ligne auto-constitués ne répond pas aux critères de l'échantillonnage aléatoire. La caractéristique de l'échantillonnage aléatoire est que pour tous les individus de la population (ici : des jeunes de France et d'Allemagne âgés de 16 à 25 ans), il existe une probabilité de sélection calculable supérieure à 0. Par définition, ce n'est pas le cas pour les *Access Panels* en ligne, qui dépendent de l'inscription des individus ciblés.

Afin de pouvoir malgré tout représenter au mieux la population, des échantillons par quotas ont été réalisés, qui, en raison du contrôle de l'échantillonnage, représentent au mieux la population à l'aide de quotas prédéfinis sur la base de statistiques officielles. Cette approche est toujours pertinente lorsque le temps et/ou les ressources financières ne permettent pas de réaliser le travail beaucoup plus important que nécessiterait un échantillonnage strictement aléatoire.

Après la pondération, un grand nombre de tableaux a été créé avec plusieurs titres de colonnes, afin d'assurer un aperçu à la fois rapide et complet des résultats.

Présentation d'une sélection de résultats

Dans le cadre d'une visioconférence bilingue sur Zoom organisée par l'OFAJ le 16 novembre 2022, Kantar Public a présenté une sélection de résultats de l'étude aux collègues de l'OFAJ ainsi qu'au conseil scientifique. Le conseil scientifique a alors pu commencer ses évaluations détaillées en vue des publications à l'occasion du 60e anniversaire du traité de l'Élysée.

Nielsen

Les zones Nielsen sont une répartition de tous les Länder selon certains critères. Sont ainsi regroupés les Länder pour lesquels les conditions de marché telles que le pouvoir d'achat et le comportement de consommation sont similaires.

BIK

Les régions BIK et les zones d'interdépendance sont un système de structuration spatiale à l'échelle fédérale qui représente les relations ville-périphérie au niveau communal pour les agglomérations, les régions urbaines, les centres moyens et les sous-centres.

CITE

Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE) établie par l'UNESCO

Sommaire

Vivre l'engagement, construire l'avenir
Anne Tallineau & Tobias Bütow 3

Méthodologie 5

Introduction
Les jeunes en France et en Allemagne : quelles perspectives d'avenir ?
Patricia Loncle & Sabine Walper 9

Climat
Crise climatique : une jeunesse (im)puissante face à l'avenir ?
Josephine Ehm 12

Participation politique
Trop peu d'influence, trop peu de participation
Miriam Hartlapp 14

École
Des rapports différents à l'école en France et en Allemagne
Olivier Galland 22

État-providence
L'origine sociale et son influence sur le regard des jeunes en Allemagne et en France sur l'État-providence
Jörg Müller 31

Socio-économie
L'impact des ressources financières sur la qualité de vie et l'optimisme des jeunes et jeunes adultes
Sabine Walper & Julia Reim 39

Géopolitique
Les jeunes en France et en Allemagne et la géopolitique
Frédéric Charillon 46

Interculturalité
Une rose est une rose est une rose… ou ne l'est-elle pas ?
Frank Gröninger 51

Relations franco-allemandes
Une valeur refuge dans une période d'incertitudes
Claire Demesmay 56

Vue d'ensemble des résultats de l'étude Jeunesse par KANTAR Public 62

Ont contribué à cette étude 107

Impressum 110

Introduction
Les jeunes en France et en Allemagne : quelles perspectives d'avenir ?

Patricia Loncle & Sabine Walper

Dans la présente étude sur la jeunesse, les jeunes en France et en Allemagne ont été interrogés sur de nombreuses dimensions et notamment sur leurs visions de l'avenir. Nous distinguerons ici deux mouvements : les jeunes interrogés apparaissent, d'une part, globalement pessimistes lorsqu'il s'agit de s'exprimer sur l'avenir de leur société d'appartenance, notamment en ce qui concerne la vie publique, mais, d'autre part, largement plus optimistes lorsqu'ils se projettent à l'échelle individuelle.

Pour comprendre les positionnements – et leurs évolutions – des jeunes en France et en Allemagne ayant répondu au questionnaire de l'OFAJ, nous avons pris le parti de nous référer à des études internationales du même type mais un peu anciennes de manière à pouvoir les comparer dans le temps. Il est possible de se référer à l'ouvrage *Les jeunesses face à leur avenir. Une enquête internationale*[1]. Or dans cette enquête il apparaissait que les jeunes en France et en Allemagne avaient des visions assez différenciées de leur avenir, notamment en ce qui concernait le sentiment d'appartenance et la confiance dans les autres. Cependant, dans la présente étude, les attitudes des jeunes des deux pays apparaissent essentiellement convergentes.

Pas assez de participation à la vie publique

Interrogés sur les institutions de leur pays, les jeunes des deux côtés du Rhin apparaissent globalement pessimistes, notamment en ce qui concerne la participation à la vie publique.

C'est l'item par rapport auquel les jeunes des deux pays sont les moins satisfaits (35 % pour les jeunes en Allemagne et 29 % pour leurs homologues en France[2]). Ce résultat n'est pas complètement étonnant et il corrobore d'autres études qui ont montré la désaffection des jeunes vis-à-vis des systèmes politiques. Cependant, cette convergence n'a pas toujours été présente. Ainsi, alors qu'en 2005, l'analyse de l'enquête valeurs de 1999 montrait des différences importantes en termes de politisation, notamment entre la France et l'Allemagne (avec 20 points d'écart de plus en Allemagne entre les formes de politisation élevée dans les deux pays)[3], dans la présente enquête les résultats tendent à converger très largement. On peut donc souligner que, si la situation est restée globalement stable en ce qui concerne les jeunes en France, elle s'est considérablement dégradée pour leurs homologues de l'autre côté du Rhin.

Davantage de confiance dans la solidarité européenne

Malgré ces résultats mitigés, les jeunes manifestent une confiance assez haute à l'égard de la solidarité européenne. Ainsi, à la question : « Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de… ? », ce sont la coopération franco-allemande et la solidarité entre les pays en Europe qui arrivent en tête (45 % dans les deux pays pour le premier élément, 42 % en Allemagne et 38 % en France pour le deuxième[4]). Ces résultats sont intéressants car la dernière vague de l'enquête

1. Cette enquête, menée en 2006, a obtenu 17 000 réponses de personnes de 16 à 29 ans dans 17 pays (Europe, Asie, États-Unis). Stellinger, A. (dir.) (2008). *Les jeunes face à leur avenir. Une enquête internationale*. Paris: Fondation pour l'innovation politique (Fondapol).

2. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 1 : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants : la possibilité de mener votre vie comme bon vous semble ; vos conditions de logement ; la possibilité d'organiser vous-même votre temps libre ; votre cercle d'amis ; vos perspectives professionnelles ; votre situation à l'école, à l'université ou au travail ; votre famille ; la possibilité de participer à la vie politique ?

3. Bréchon, P. (2005). Generation and Politics in Western Europe in Galland, O. & Roudet, B. (Eds.) *Les jeunes Européens et leurs valeurs, Europe occidentale, Europe centrale et orientale,* (93-116). Paris: La Découverte.

4. Question 7 : Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de : la protection du climat ; la cohésion dans notre société ; la paix en Ukraine ; la solidarité entre les pays en Europe ; la situation de l'emploi ; la coopération franco-allemande ; les prix de l'énergie ; les prix des aliments ?

valeurs (qui portait sur l'année 2017) avait permis de montrer que, parmi les différentes générations d'Européennes et d'Européens, c'étaient les plus jeunes qui déclaraient le sentiment de proximité le moins important vis-à-vis des institutions européennes[5]. Il est peut-être possible d'émettre l'hypothèse selon laquelle en période de guerre (la guerre apparaissant comme le deuxième défi, surtout chez les jeunes en Allemagne), l'espoir que la solidarité européenne permet de faire face aux menaces deviendrait plus fort. Cette hypothèse semble être confirmée lorsque l'on compare les différences dans le traitement de la question de la guerre comme défi de notre époque (56 % pour les jeunes en Allemagne et 32 % en France[6]).

Le changement climatique, un problème particulièrement urgent

Quand on les questionne sur ce qui constitue pour leur génération le plus grand défi de notre époque, les jeunes des deux pays répondent très largement « le changement climatique » (à 66 % pour les jeunes en Allemagne et 62 % en France, loin devant les autres items). Il faut souligner à quel point l'importance de la question environnementale pour les jeunes apparaît liée à cette génération[7]. Même s'il s'agissait plutôt d'écologie militante et associative, l'enquête valeurs de 1999 avait d'ailleurs conduit Jean-Paul Bozonnet à titrer son chapitre : « L'écologisme en Europe : les jeunes désertent[8] ». Il est évident que l'urgence climatique vient ici marquer les jeunes, ce qui conduit à insister à la fois sur leur bonne connaissance de la situation et sur la faible confiance accordée aux institutions pour faire face à la situation.

De la confiance en ce qui concerne l'avenir individuel

Tandis que deux tiers des jeunes interrogés considèrent que l'avenir de la société est plutôt incertain dans leur pays (69 % en Allemagne et 67 % en France[9]), les réponses concernant leur avenir individuel s'avèrent plus optimistes. Près de la moitié des jeunes et de jeunes adultes envisagent leur avenir de manière plutôt confiante : la France, avec 51 %, ayant même un pourcentage plus élevé que l'Allemagne (43 %). Néanmoins, une personne sur quatre en France voit son avenir de manière plutôt incertaine (25 %), tandis qu'en Allemagne ce chiffre n'est que de 13 %. C'est en Allemagne aussi que les personnes appréhendent leur avenir de manière plus « mitigée » (44 % contre 24 % en France).

Il n'est pas rare que les jeunes évaluent leurs perspectives individuelles avec plus d'optimisme que celles de la société. C'est un résultat que l'on retrouve fréquemment lors d'enquêtes auprès de tous les groupes d'âge et dans tous les pays d'Europe, comme le confirme l'étude eupinions de 2019 réalisée auprès d'adultes[10]. L'environnement individuel est moins large et plus contrôlable, et le succès personnel de chacun relève de facteurs plus maîtrisables que le développement social, qui est nettement plus complexe et dépend de processus plus opaques. Selon les résultats de l'étude eupinions, ce « paradoxe optimisme-pessimisme » était plus fortement représenté en Allemagne qu'en France, où l'optimisme, en général, était plus mitigé (seulement 39 % d'optimisme personnel). Il est donc étonnant que l'optimisme personnel chez les jeunes dans l'étude actuelle soit aussi élevé en France et qu'il ne soit pas plus important en Allemagne. Dans l'étude Shell sur la jeunesse de 2019[11], pas moins de 58 % des jeunes et des jeunes adultes vivant en Allemagne se montraient encore plutôt confiants à l'égard de leur avenir personnel. La pandémie de Covid 19 et son lot de distanciations sociales répétées ainsi que la dégradation des conditions dans le système éducatif semblent avoir tempéré cet optimisme.

---

5. Halman, L., Reeskens, T., Sieben, I., & van Zundert, M. (2022). *Atlas of European Values: Change and Continuity in Turbulent Times.*
6. Question 6 : Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi : le changement climatique ; la guerre ; la menace nucléaire ; le terrorisme et la sécurité intérieure ; l'immigration ; les maladies ; la hausse des prix ; les tensions au sein de la société ; la xénophobie et le racisme ; la pauvreté ; le chômage ; aucun de ces éléments ; ne sait pas ?
7. *Voir la contribution de Josephine Ehm (p. 12).*
8. Bozonnet, J.-P. (2005). «Ecologism in Europe: Young people desert.» In Galland O. & Roudet B. (Eds.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs, Europe occidentale, Europe centrale et orientale* (147-176). Paris: La Découverte.
9. Question 2 : Comment envisagez-vous votre propre avenir ? En effet, on peut imaginer son avenir et la façon dont sa vie va se dérouler de manière plutôt sombre ou plutôt confiante. Qu'en est-il pour vous ?
Puis question 3 : Et qu'en est-il de l'avenir de notre société ? Le voyez-vous plutôt incertain ou plutôt confiant ?
10. De Vries, C. E., & Hoffmann, I. (2022). *The optimism gap. Personal complacency versus societal pessimism in European public opinion.* Eupinion. Bertelsmann.
11. Shell Deutschland Holding (2019) Jugend 2019. *Eine Generation meldet sich zu Wort*, 18, Shell Jugendstudie. Weinheim/Bâle: Beltz.

La famille et les relations amicales : une force en période d'incertitude

Lorsqu'on les interroge sur le degré de satisfaction vis-à-vis de leur situation actuelle sous différents aspects, les jeunes livrent des réponses similaires dans les deux pays : avec 65 % des deux côtés de la frontière, ils sont (très) satisfaits de leur famille, qui occupe ainsi la première place devant le cercle d'amies et amis (57 % s'en estiment [très] satisfaits en Allemagne, 59 % en France)[12]. De même, l'étude Shell sur la jeunesse de 2019 rend compte en Allemagne d'un rapport aux parents majoritairement bon et qui s'est amélioré dans le temps[13]. Bien que la période de la pandémie de Covid 19 n'ait pas été sans laisser de séquelles dans les familles, elles semblent avoir pu mieux surmonter les contraintes que les relations amicales qui, même si elles occupent un rôle central dans la vie des jeunes, ont plus souvent souffert des restrictions de contacts et des mesures de distanciations sociales. Tandis qu'avant la pandémie, 92 % des 15 à 25 ans interrogés en 2019 dans le cadre de l'enquête AID:A (*« Aufwachsen in Deutschland: Alltagswelten »*/« Grandir en Allemagne : les mondes du quotidien ») du Deutsches Jugendinstitut (Institut allemand pour la jeunesse) disaient encore se sentir satisfaits de leur cercle amical, ils n'étaient plus que 73 % en 2021.[14] Dans l'étude COPSY (*« COrona und PSYche »*/« Corona et Psyché »), 39 % des enfants et jeunes ont déclaré que leurs relations amicales avaient souffert de la pandémie[15].

Moins d'autonomie individuelle …

Avec 56 % pour l'Allemagne et 55 % pour la France, la majorité des jeunes évalue de manière positive ses possibilités de choix de vie[16]. Mais ici aussi, la Covid 19 a laissé des traces : tandis qu'en 2019, 82 % des jeunes en Allemagne se disaient encore satisfaits de leurs possibilités de décider de leur vie, ils n'étaient plus que 64 % de cet avis en 2021, pendant la pandémie[17]. L'item de l'organisation du temps libre, qui joue un rôle central dans l'autonomie individuelle, a obtenu approximativement les mêmes résultats et a tout autant souffert de l'épidémie.

12. *Voir la question 1 citée plus haut [2].*
13. Wolfert, S., & Quenzel, G. (2019). *Vielfalt jugendlicher Lebenswelten : Familie, Partnerschaft, Religion und Freundschaft* (133-161). In: Shell Deutschland Holding (Eds.) (2019) Jugend 2019. *Eine Generation meldet sich zu Wort,* 18, Shell Jugendstudie. Weinheim/Bâle: Beltz.
14. Berngruber, A., Gaupp, N. & Pothmann, J. (2022). *Jungsein in der Pandemie* (6-13), Impulse (2/22).
15. Ravens-Sieberer, U., Kaman, A., Erhart, M., Devine, J., Schlack, R. & Otto, C. (2022). *Impact of the COVID-19 pandemic on quality of life and mental health in children and adolescents in Germany* (879-889), European Child & Adolescent Psychiatry, Reihe 31, n° 6.
16. *Voir la question 1 citée plus haut [2].*
17. Ravens-Sieberer U., & al. (2021), *op. cit.*

… financière…

Ce bilan se reflète également dans l'aspect financier. Seul un tiers des jeunes environ juge que sa situation financière est bonne ou très bonne (Allemagne : 37 %, France : 31 %), tandis que pas moins de 24 % en Allemagne et 30 % en France considèrent que leur situation est (très) mauvaise[18]. De même, seule une personne sur trois pense qu'il est (plutôt ou très) probable qu'elle s'en sorte mieux que ses parents sur le plan matériel. À ce niveau également, les réponses des jeunes en Allemagne et en France se rejoignent[19].

… avec des différences considérables selon l'origine sociale[20]

Dans les deux pays, l'origine sociale exerce une nette influence sur les perspectives d'avenir des jeunes. En France comme en Allemagne, seule une personne interrogée sur trois issue des couches sociales inférieures appréhende son avenir en étant plutôt confiante, tandis que ce chiffre est de 68 % pour les couches supérieures françaises et de 50 % pour les couches supérieures allemandes[21]. Plus le statut socioéconomique de la famille d'origine est bas, et plus les jeunes interrogés dans les deux pays sont insatisfaits de leurs perspectives professionnelles, et en France également de leurs possibilités de choix de vie – une tendance moins marquée en Allemagne car les jeunes appartenant aux classes supérieures se montrent également insatisfaits de leurs possibilités de choix d'avenir.

Même si les perspectives des jeunes sont sujettes à des variations de part et d'autre du Rhin, qui peuvent se distinguer dans de nombreux domaines en fonction, par exemple, de la couche sociale d'appartenance, on observe en général, au-delà de ces fluctuations, une large congruence entre les deux pays, une unité dans la diversité qui s'interprète comme une nette affirmation en faveur de la continuation de la coopération entre les deux pays.

18. Question 8 : D'une manière générale, comment qualifieriez-vous votre propre situation financière : très mauvaise, mauvaise, ni bonne ni mauvaise, bonne, très bonne ?
19. Question 9: Selon vous, quelle est la probabilité que votre situation financière et matérielle soit un jour meilleure que celle de vos parents ?
20. Représentation de la classe sociale d'origine des jeunes : Les classes sociales d'origine des jeunes sont représentées sur la base d'un indice. Cet indice de la classe sociale s'appuie sur deux dimensions : le niveau d'éducation de la famille d'origine ainsi que les ressources matérielles.
Le niveau d'éducation de la famille est défini à partir des indicateurs « diplôme le plus élevé du père/de la mère » et « fréquence à laquelle les parents lisaient des livres aux enfants ». Les ressources matérielles sont déterminées sur la base de l'auto-évaluation donnée par les jeunes à la question « comment qualifieriez-vous votre propre situation financière ? » ainsi que le type de logement des parents, « propriétaires » ou « locataires ».
Le nombre de points des variables est ensuite additionné. La somme ainsi obtenue peut atteindre entre 3 et 14 points. Pour obtenir l'indice de la classe sociale, cinq groupes ont été formés en fonction des points obtenus.
21. *Voir la question 2 citée plus haut [9].*

Climat

Crise climatique : une jeunesse (im)puissante face à l'avenir ?

Josephine Ehm

Ces dernières semaines, on entend régulièrement parler dans la presse des actions menées par le mouvement allemand *Letzte Generation* (Dernière génération). Cette alliance d'activistes issue de la mouvance écologiste fait parler d'elle presque quotidiennement par ses actes de désobéissance civile, comme lorsqu'ils bloquent la circulation en se collant sur la chaussée ou qu'ils jettent de la nourriture sur les tableaux de maîtres dans les musées. On peut tout à fait se sentir en droit de critiquer ce genre d'actions, en mettre les méthodes en doute et reprocher aux activistes d'aller trop loin, voire d'atteindre l'inacceptable, comme lorsqu'ils bloquent la circulation pendant plusieurs heures, empêchant alors le passage d'ambulances, ou qu'ils prennent le risque de détruire un Van Gogh. Toutefois, nous ne pouvons nier ce que le collectif cherche à nous rappeler et pourquoi il veut nous ouvrir les yeux : la menace de la crise climatique est bien réelle, elle est urgente et il ne nous reste que peu de temps pour agir !

La peur de la crise climatique est omniprésente, et ce sont les jeunes qui la ressentent le plus violemment. Ils sont tout à fait conscients de cette crise et des défis qu'elle implique, et l'enquête de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) ne fait que conforter ce constat. À la question : « Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque ? », une majorité des jeunes en France et en Allemagne a répondu en première position « le changement climatique [1] ».

J'ai choisi dans cet essai de parler de « crise » car ce terme décrit au mieux la situation dans laquelle nous nous trouvons et ce que ressentent les jeunes. Selon les informations publiées par l'Organisation météorologique mondiale (OMM), la température moyenne mondiale de 2019 dépassait de 1,1 degré Celsius la moyenne préindustrielle [2]. Les effets de l'augmentation de la température de 1,1 degré se font d'ores et déjà ressentir : les événements météorologiques extrêmes tels que canicules, sécheresses, incendies, tempêtes ou inondations ne sont plus des phénomènes isolés. Ces conséquences font peur aux jeunes qui se posent fatalement la question suivante : « Allons-nous réussir à freiner l'avancée du changement climatique et empêcher que la crise climatique ne continue de s'aggraver ? ».

Peur et impuissance

Même si tous souhaitent envisager l'avenir avec optimisme, nous savons que cela sera de plus en plus difficile, surtout si les efforts mondiaux investis dans ce domaine sont insuffisants. Cette perspective génère un sentiment non seulement de peur, mais aussi d'impuissance, parce que nous ne pouvons qu'assister passivement à l'avancée inexorable de la crise qui laisse de profondes traces dans le monde entier, et nous constatons que nos actions individuelles ne suffisent pas à sauver le climat. Ce sentiment nous paralyse, car nous ne souhaitons rien de plus expressément qu'un monde où il serait agréable de vivre pour tous, qu'un ralentissement du changement climatique, et ce souhait unit les jeunes, peu importe d'où ils viennent. Ces dernières années, j'ai eu l'occasion de rencontrer un grand nombre de jeunes en Allemagne et en France, et même si, souvent, nous pouvions avoir des opinions différentes sur beaucoup de sujets, un thème a toujours obtenu notre unanimité : la protection du climat.

Lorsque nous entendons le mot « crise climatique », nous ne pensons pas qu'aux effets directs sur la nature, mais aussi à tout ce qu'elle implique. Nous, les jeunes, pensons aussi à notre futur : « À quoi va ressembler le monde si nous n'arrivons pas à freiner le changement climatique ? Est-ce que les populations vont devoir fuir parce que leur espace vital est

1. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 6 : Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi : le changement climatique ; la guerre ; la menace nucléaire ; le terrorisme et la sécurité intérieure ; l'immigration ; les maladies ; la hausse des prix ; les tensions au sein de la société ; la xénophobie et le racisme ; la pauvreté ; le chômage ?

2. World Meteorological Organization (2020). *WMO Statement on the State of the Global Climate in 2019*. Chair, Publications Board, World Meteorological Organization, https://library.wmo.int/doc_num.php?explnum_id=10211.

devenu inhabitable ? Combien encore d'espèces animales vont devoir disparaître ? Connaîtrons-nous encore la sécurité de l'emploi lorsque l'industrie devra revoir ses structures pour s'adapter au changement climatique ? Serons-nous suffisamment soutenus financièrement pour pouvoir transformer nos appartements et maisons en habitats climatiquement neutres ? Et qui prendra en charge les coûts de la crise climatique ? ».

On remarque aisément à la diversité de ces questions ce que signifie véritablement la crise climatique : elle implique des bouleversements à tous les niveaux de la vie. Cela n'est donc guère étonnant qu'à la question : « Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de la protection du climat ? », seuls 20 % des jeunes dans les deux pays se disent optimistes/très optimistes[3]. Dans ce contexte, il est tout aussi important de saisir l'importance de l'origine sociale. En effet, le changement climatique est considéré comme un défi principalement par les jeunes issus de milieux plus favorisés[4].

Qui a les moyens de protéger le climat ?

Un autre problème accompagnant la crise climatique est celui de l'égalité sociale. Agir pour lutter contre cette crise signifie aussi que nous devons changer de mode de vie : acheter autrement, bannir le plastique, préférer les produits régionaux, choisir d'autres moyens de locomotion, moins de voitures polluantes et plus de voitures électriques, travailler autrement, moins de métiers dans les industries nocives pour le climat et plus d'emplois dans des entreprises respectueuses de l'environnement. Agir, à ce niveau, va devenir une question de participation sociale, va forcer chaque personne issue de classes moins privilégiées à se demander si elle a les moyens d'agir en faveur du climat. De nombreux jeunes n'ont pas la possibilité de considérer la crise climatique comme le plus grand défi parce qu'eux-mêmes sont touchés par les défis de l'inégalité sociale.

La question centrale qui se pose au sujet de la crise climatique dans le cadre de cette enquête est la suivante : « Peut-on ôter les craintes des jeunes vis-à-vis de cette crise ? » Non, je ne le pense pas. Mais ce contre quoi on peut bel et bien lutter, c'est cet oppressant sentiment d'impuissance.

L'impuissance naît parce que les jeunes ne se sentent pas écoutés. Le premier geste serait de leur donner un espace pour qu'ils puissent exprimer leurs peurs. Quelles sont leurs plus grandes préoccupations et comment pouvons-nous au mieux y remédier ? Puis la seconde étape indispensable serait d'instaurer une consultation régulière des jeunes en les interrogeant sur les moyens et les mesures politiques à mettre en place pour freiner le changement climatique. Cela ne signifie pas que toutes les exigences doivent être acceptées, mais il s'agit plutôt de mettre en avant la participation aux décisions, aux processus de négociation concernant notre futur. Or cette participation ne doit pas non plus se limiter à un acte symbolique, mais posséder une force de mise en œuvre. Pourquoi ne tient-on que si peu compte des opinions des jeunes, alors qu'il s'agit de leur avenir ? Et alors que ce sont eux qui auront le plus à souffrir des conséquences de la crise climatique ?

Si, désormais, on en venait à créer cet espace et à accorder cette participation aux jeunes qui leur permettraient de décider eux-mêmes de l'avenir, je pense que nous pourrions sortir de ce désespoir et de cette impuissance paralysante. Cela pourrait bien être la dernière possibilité pour les impuissants de la crise climatique de prendre les choses en main.

---

3. Question 7 : Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de : la protection du climat ; la cohésion dans notre société ; la paix en Ukraine ; la solidarité entre les pays en Europe ; la situation de l'emploi ; la coopération franco-allemande ; les prix de l'énergie ; les prix des aliments ?
4. *Voir la question 6 citée plus haut [1].*

Participation politique
Trop peu d'influence, trop peu de participation

Miriam Hartlapp

La promesse que fait la démocratie est celle de l'égalité. Dans la théorie, cette promesse garantit à chaque citoyenne et citoyen la même participation à la volonté politique et les mêmes chances d'influence sur les décisions politiques. Or, lorsque cette promesse est systématiquement rompue et que l'inégalité politique s'accroît, la démocratie est menacée[1]. Cette contribution analyse le contexte de la participation politique, ainsi que la représentation des jeunes en France et en Allemagne. Nous utilisons pour cela les résultats de l'étude sur la jeunesse à destination de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) en 2022 auprès de 1 551 jeunes en France et 1 527 jeunes en Allemagne, âgés de 16 à 25 ans. L'analyse se concentre sur le thème de l'inégalité politique, qu'il s'agisse d'inégalités à l'intérieur du groupe des jeunes ou entre les jeunes et d'autres citoyennes et citoyens.

1. Schäfer, A. (2015). *Der Verlust politischer Gleichheit. Warum die sinkende Wahlbeteiligung der Demokratie schadet.* Francfort-sur le Main: Campus.

Participation : l'influence de l'âge et de la classe sociale

Concernant la *participation aux élections,* près de trois quarts des jeunes disposant du droit de vote indiquent dans l'étude avoir toujours voté ou de temps en temps (Allemagne 77 %, France 65 % - *voir figure 1*). Si ces résultats répondent éventuellement aux attentes que l'on peut avoir vis-à-vis de cette question, ils viennent néanmoins rejoindre les chiffres réels de la participation des jeunes aux élections parlementaires en Allemagne en 2021 (70,5 % chez les 18-20 ans et 71,8 % chez les 21-29 ans[2]) et à l'élection présidentielle de 2022 en France 2022 (67,2 % au premier tour et 67,5 % au second[3]).

2. Résultats des élections du Bundestag, https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/2021/ergebnisse.html
3. Institut national de la statistique et des études économiques, https://www.insee.fr/fr/statistique

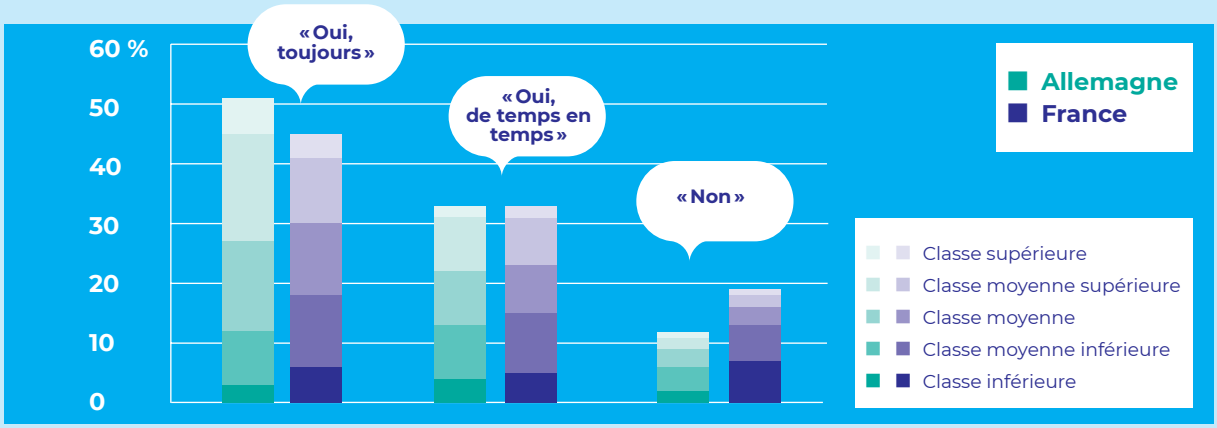
Figure 1

Participation aux élections des jeunes en fonction de leur milieu socioéconomique[4]

(en pourcentage des jeunes ayant le droit de vote dans chaque pays)

Réponses à la question 19 : « Lorsqu'il y a des élections, beaucoup de gens votent, d'autres s'abstiennent pour diverses raisons. **Avez-vous voté lors des élections précédentes ?** »[5]

4. *voir note 20, page 11.*
5. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée.



Dans le contexte de la promesse d'égalité politique, trois résultats sont à souligner. Premièrement, les jeunes votent moins souvent que les groupes d'électrices et d'électeurs plus âgés. Ce n'est pas un fait nouveau, mais il pose un problème en ce qui concerne la prise en compte des différents groupes d'âge. En outre, il pourrait indiquer qu'à l'avenir, la participation aux élections ne cessera de baisser – car qui ne vote pas pendant sa jeunesse n'adoptera probablement pas un comportement plus actif dans le futur. Deuxièmement, un jeune sur cinq disposant du droit de vote en France indique ne jamais voter. Non seulement ce chiffre est bien plus élevé qu'en Allemagne où seulement une personne sur 10 issues de ce groupe d'âge affirme ne pas aller voter, mais aussi ce pourcentage incroyablement élevé est alarmant. Troisièmement, il existe un rapport entre le taux de participation aux élections et le statut socioéconomique. Parmi ceux qui indiquent ne pas voter, on retrouve dans les deux pays une partie plus importante de jeunes issus des classes inférieures et des classes moyennes inférieures[6]. Cette distorsion sociale au niveau de la participation aux élections est encore plus marquée en France. Toutefois, on observe parallèlement une plus grande hétérogénéité socioéconomique dans le groupe de jeunes qui indique aller toujours voter, avec une représentation à parts égales de presque toutes les classes sociales *(figure 1)*.

Des différences dans l'engagement politique

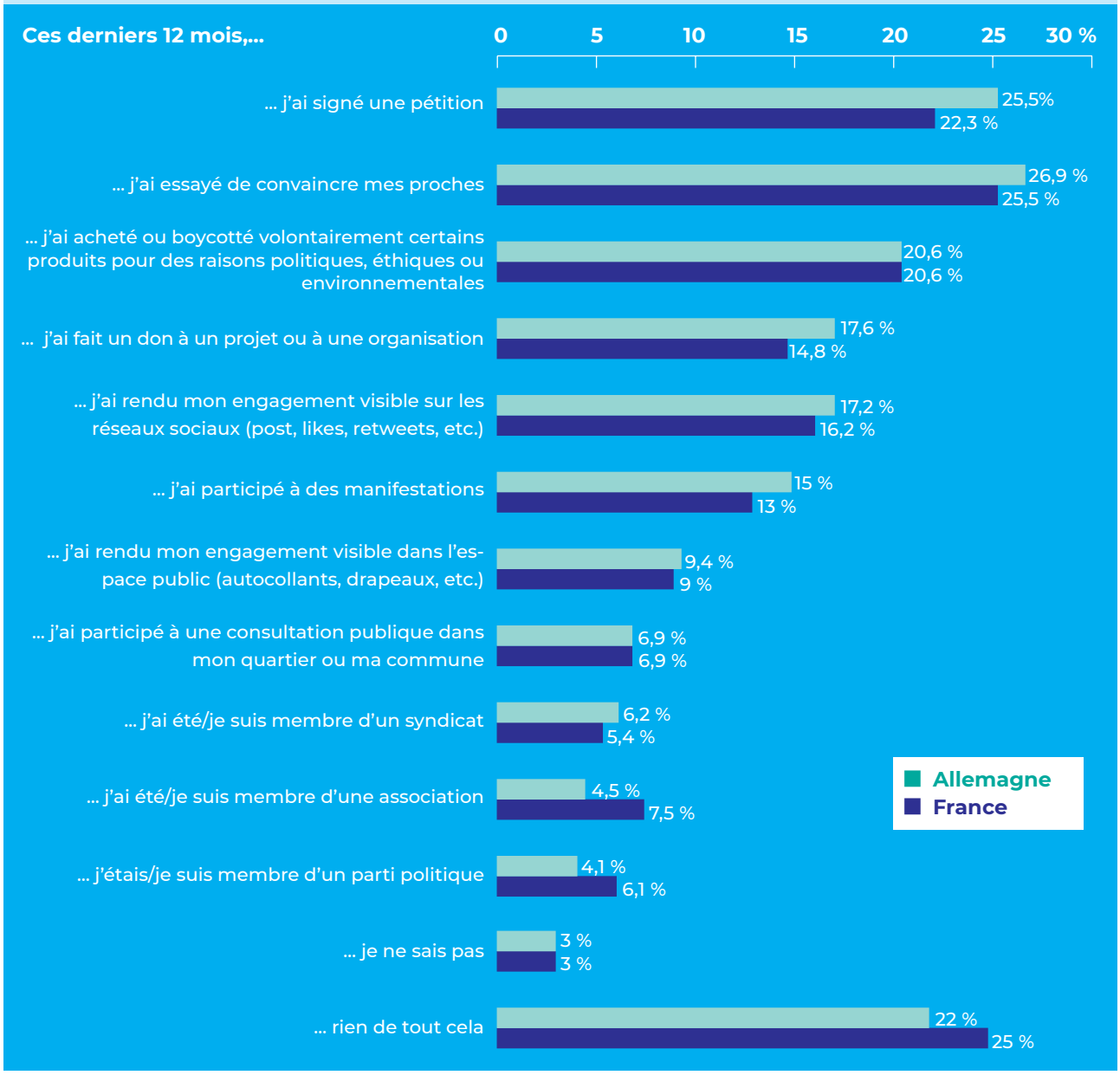
D'autres formes de participation peuvent venir compléter la participation aux élections. Celles-ci sont doublement importantes pour le bon fonctionnement de la démocratie parce que, d'une part, elles constituent un autre moyen de pouvoir prendre part à la vie politique et, d'autre part, nombre de ces formes de participation permettent de « vivre » la démocratie. Elles constituent ainsi des « cellules d'apprentissage » de la démocratie et contribuent au bon fonctionnement des sociétés[7].

Trois quarts des jeunes interrogés disent s'engager au niveau politique en plus des élections (Allemagne 75 %, France 72 %). Les formes les plus populaires sont celles non dépendantes d'une organisation, telles que les manifestations ou le travail de persuasion auprès des membres de la famille. Les formes remportant le moins de succès sont en revanche les formes formalisées de participation, comme être membre d'un syndicat. Ce qui est ici intéressant, c'est que presque toutes les formes remportent dans les réponses des jeunes en Allemagne quelques points de pourcentage supplémentaire par rapport à la France, et donc témoignent d'un plus fort engagement. Cependant, cela ne s'applique pas aux formes organisées de participation comme le fait d'être membre d'organisations sociales ou politiques ou de partis. Ainsi, seulement 8 % des jeunes en France indiquent être membre d'un parti, contre seulement 5 % en Allemagne. Ces chiffres sont nettement supérieurs au nombre de membres au sein de la population ayant l'âge de devenir membre d'un parti[8]. Néanmoins, ils sont à interpréter avec prudence car les conditions d'entrée dans un parti peuvent varier. Quelques clics sur un site Internet suffisent pour être automatiquement membre de l'un des deux partis créés en 2016, Renaissance (anciennement La République en marche) et La France insoumise, qui jouit d'un large soutien parmi les jeunes. Jusqu'à maintenant, les frais d'inscription n'ont pas toujours été systématiquement prélevés.

6. Pour opérationnaliser les milieux sociaux, l'enquête s'est appuyée sur l'étude Shell sur la jeunesse, https://www.shell.de/ueber-uns/initiativen/shell-jugendstudie.html
7. Putnam, R. D., Leonardi R. & Nanetti R. (1993). *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy.* Princeton: Princeton University Press.
8. En comparaison, ce chiffre était en 2021 pour les huit partis politiques du parlement allemand de 1,7 %. Niedermayer, O. (2022). *Rekrutierungsfähigkeit der Parteien.* https://www.bpb.de/themen/parteien/parteien-in-deutschland/zahlen-und-fakten/138674/rekrutierungsfaehigkeit-der-parteien/

Figure 2
Engagement politique des jeunes en France et en Allemagne (en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses à la question 22: «Il y a différentes manières pour améliorer les choses ou pour empêcher que quelque chose ne se dégrade. **Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des choses suivantes ?** » (plusieurs réponses possibles).



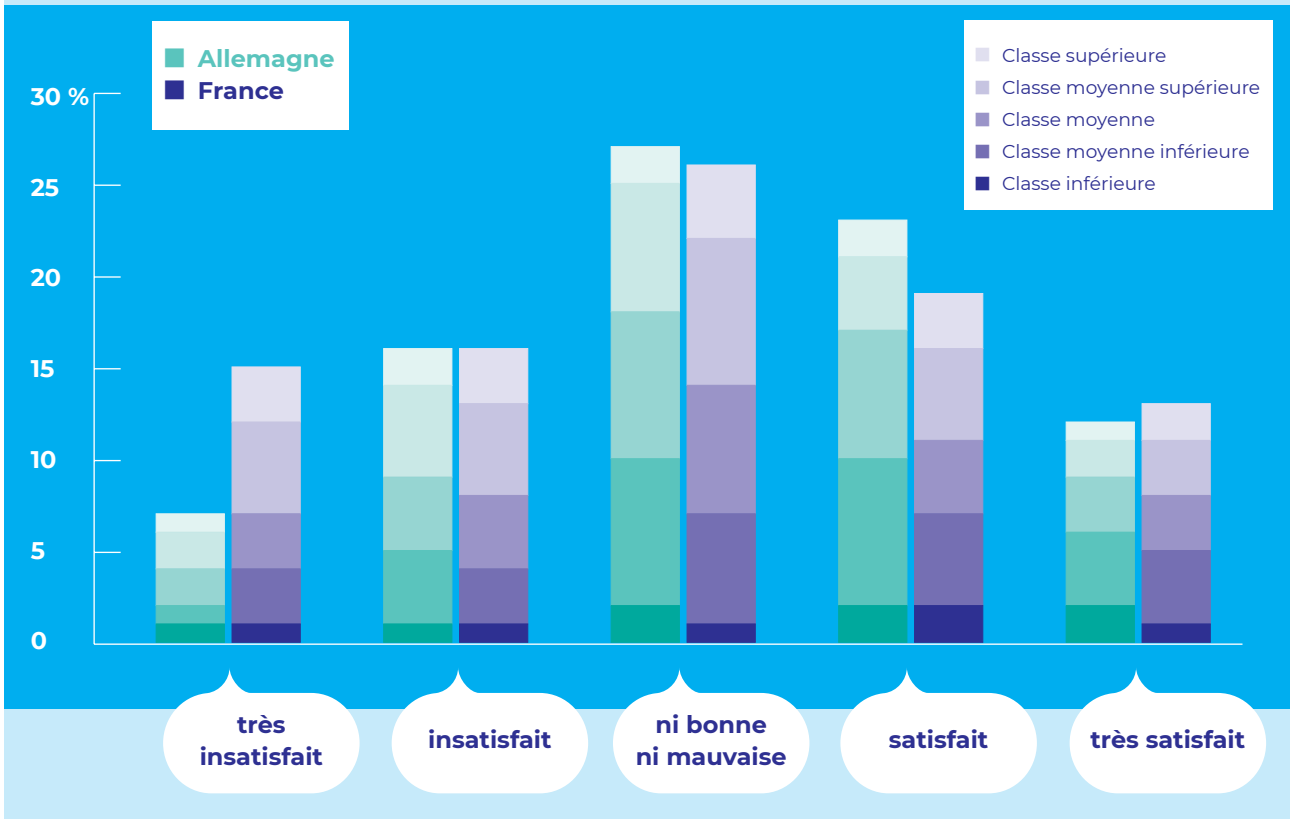
En général, les formes d'engagement qui requièrent des ressources plus importantes sont moins fréquentes *(voir figure 2)*. La participation aux réunions régulières d'une organisation sociale ou politique demande plus de temps que de poser sa signature sur une pétition ou *«liker»* dans les réseaux sociaux. En général, l'engagement est particulièrement fort là où il se pratique individuellement (faire un don, boycotter certains produits ou certaines entreprises) et non en groupe (membre d'un syndicat).

Un jeune sur quatre en France et 22 % en Allemagne disent ne pas s'engager du tout. Que savons-nous des raisons ? Presque la moitié de ces jeunes met en avant le manque de temps (Allemagne 42 %, France 46 %), environ un quart donne pour raison le manque d'informations (Allemagne 29 %, France 24 %). En Allemagne, en outre, on retrouve également comme causes fréquemment citées pour expliquer l'absence d'engagement le manque d'influence à l'échelle individuelle (18 %, France 12 %), et «parce que ce n'est pas amusant» (24 %, France 11%) [9].

9. Réponses à la question 24: Pourquoi n'avez-vous pas voulu vous impliquer ou vous engager ? Je n'ai pas le temps; J'ai trop peu d'informations; Parce que je ne peux pas avoir d'influence à mon échelle; Parce que personne dans mon cercle d'amis ne le fait non plus; Parce que ce n'est pas amusant; Rien de tout cela; Ne sait pas.

Figure 3
Satisfaction des jeunes vis-à-vis de leurs possibilités de participation politique (en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses à la question 1: «Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants: la possibilité de mener votre vie comme bon vous semble; vos conditions de logement; la possibilité d'organiser vous-même votre temps libre; votre cercle d'amis; vos perspectives professionnelles; votre situation à l'école, à l'université ou au travail; votre famille; la possibilité de participer à la vie politique?»



Un profond clivage social

Parallèlement à ces résultats concernant la participation des jeunes, l'étude livre également une évaluation des possibilités de participer à la vie politique. Seuls 36 % jeunes en Allemagne se disent (très) satisfaits. En France, ce chiffre n'est même que de 32 % *(figure 3)*.

La satisfaction sur le plan des possibilités de participation politiques est non seulement très faible dans l'absolu, mais il s'agit aussi de la plus basse, comparée aux autres domaines. Cela concerne aussi bien les autres domaines de la vie privée (famille, amies et amis, loisirs) que les domaines économiques (travail, école, études, logement et perspectives professionnelles). On observe en outre deux schémas récurrents que l'on a déjà observés au niveau de la participation aux élections. Premièrement, 30 % des jeunes interrogés en France indiquent être (très) insatisfaits, ce qui traduit une insatisfaction nettement plus élevée qu'en Allemagne (23 %). Deuxièmement, les jeunes ayant un statut socio-économique plus faible sont plus fortement représentés parmi les (très) insatisfaits, ce qui est plus marqué en France qu'en Allemagne.

En général, les résultats concernant la participation politique dépeignent ici une image assez similaire en France et en Allemagne. Une importante part des jeunes montre une forte participation aux élections et s'engage politiquement à travers de nombreuses autres formes. Parallèlement, de nombreux jeunes sont insatisfaits des possibilités de participation qu'ils ont à leur disposition, et la promesse d'égalité politique faite par la démocratie n'est pas tenue à trois niveaux: celui de la participation aux élections plus faible que les groupes de populations plus âgés, celui de l'important écart concernant la participation politique entre les classes socioéconomiques et celui d'une division notable en France des jeunes en deux groupes, un groupe plus actif politiquement et se disant plus satisfait, et un autre groupe se tenant à l'écart de la politique manifestant une plus grande apathie et étant plus susceptible de développer des ressentiments antidémocratiques.

Une sous-représentation des jeunes

Outre la participation, la question de la prise en compte des jeunes en France et en Allemagne mérite une attention particulière. Dans les sciences politiques, on a vu récemment l'apparition d'une différenciation entre la représentation descriptive et la représentation substantielle. La représentation descriptive décrit le degré auquel la composition des représentantes et représentants politiques reflète les caractéristiques sociodémographiques ou les expériences de la société. La représentation substantielle, quant à elle, détermine dans quelle mesure les représentantes et représentants tiennent compte des contenus et intérêts des citoyennes et citoyens dans les décisions politiques[10].

Qu'en est-il de la représentation descriptive des jeunes ? Dans une étude actuelle, Blome et Hartlapp comparent la part de jeunes dans la population et la part de jeunes représentantes et représentants présents à l'Assemblée nationale et au Bundestag[11]. Les jeunes citoyennes et citoyens (18-21 ans) sont fortement sous-représentés dans les deux pays, toutefois avec des différences entre la France et l'Allemagne. Bien qu'en France, les 18-29 ans représentent 14 % de la population, on ne comptait au début de la période de législature (2022) que 25 députés âgés de moins de 30 ans (4,3 % des députés). En Allemagne, la situation est similaire. Les 18-29 ans constituent 16 % de la population totale, mais seulement 6,5 % des députés élus en 2021 au Bundestag sont âgés de moins de 30 ans. En comparaison, la « lacune de représentation » des jeunes est supérieure à celles des femmes et, en Allemagne, elle est à peu près identique à celle des citoyennes et citoyens issus de l'immigration.

Le rapport causal exact entre la représentation substantielle et descriptive est sujet à controverse dans la littérature spécialisée en sciences politiques[12]. En principe, les intérêts des jeunes peuvent tout aussi bien être défendus par des députées et députés d'autres classes d'âge. Cependant, il est évident que la présence de la perspective et du monde d'expériences quotidien des jeunes dans le Parlement a plus de poids sur les prises de décisions politiques et dans des débats essentiels. On retrouve dans l'enquête des indices montrant qu'un grand nombre de jeunes se sent mal ou pas du tout représenté. 54 % ne sont pas (du tout) d'accord avec la phrase : « La politique prend les préoccupations des jeunes au sérieux », 29 % sont (tout à fait) d'accord avec la phrase : « La politique n'a rien à voir avec ma vie[13] ». L'un des exemples les plus concrets est le changement climatique. Selon l'enquête de l'OFAJ, c'est même le thème qui a la plus grande priorité aux yeux des jeunes en Allemagne (66 %) et en France (62 %)[14]. Lors de la campagne de l'élection présidentielle de 2022, le thème n'a constitué une priorité ni pour Emmanuel Macron ni pour Marine Le Pen (Rassemblement national, ex-Front national [FN]), les deux candidats du second tour. Cela a été violemment critiqué par les jeunes, et a même motivé une série de protestations publiques durant la campagne.

Manifestation pour le climat, mars 2021, Paris

Deux propositions pour plus d'égalité politique

Les résultats de l'enquête de l'OFAJ le montrent : les choses doivent changer. Des mesures doivent être prises pour améliorer la participation et la représentation politique des jeunes en France et en Allemagne. À travers les réponses, on entend s'exprimer la voix de ceux qui veulent le changement. Ainsi, la moitié des jeunes interrogés dans les deux pays se prononce en faveur de « corrections limitées » (Allemagne 51 %, France 50 %), et un tiers réclame une « politique fondamentalement différente » (Allemagne 28 %, France 31 %)[15]. Alors que l'enquête

10. Pitkin, H. F. (1967). *The Concept of Representation*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
11. Blome, A., & Hartlapp, M. (2023). « Can deliberative-participatory fora cure representation gaps in France and Germany? », *Politische Vierteljahresschrift , https://doi.org/10.1007/s11615-022-00452-0*
12. L'une des explications est que les représentantes et représentants sont plus à même de défendre les intérêts d'un groupe lorsqu'ils disposent des mêmes expériences. Cependant, des résultats empiriques tendent à démontrer que cet effet s'estompe avec le temps.

13. Question 25 : Voici des affirmations concernant la politique dans votre pays. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec ces affirmations ? La politique prend les préoccupations des jeunes au sérieux. Les hommes et femmes politique utilisent un langage qui n'est pas le mien et que je ne comprends pas. La politique n'utilise pas les moyens de communication que j'utilise. Les processus de décision en politique sont généralement incompréhensibles pour moi. La politique s'occupe des problèmes vraiment importants. La politique n'a rien à voir avec ma vie. La politique est trop influencée par les intérêts économiques. Les partis ne s'intéressent qu'au pouvoir.
14. Question 6 : Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi : le changement climatique ; la guerre ; la menace nucléaire ; le terrorisme et la sécurité intérieure ; l'immigration ; les maladies ; la hausse des prix ; les tensions au sein de la société ; la xénophobie et le racisme ; la pauvreté ; le chômage ?
15. Question 18 : En pensant à l'avenir, diriez-vous, que, dans votre pays, nous avons besoin d'une politique fondamentalement différente, que des corrections limitées suffisent, ou qu'il n'est pas nécessaire, selon vous, d'apporter des changements importants à la politique ?

ne livre pas d'indice au sujet des changements de contenus ou de procédures politiques voulus par les jeunes, nous nous proposons dans cette contribution de présenter pour conclure deux possibilités d'approche du problème.

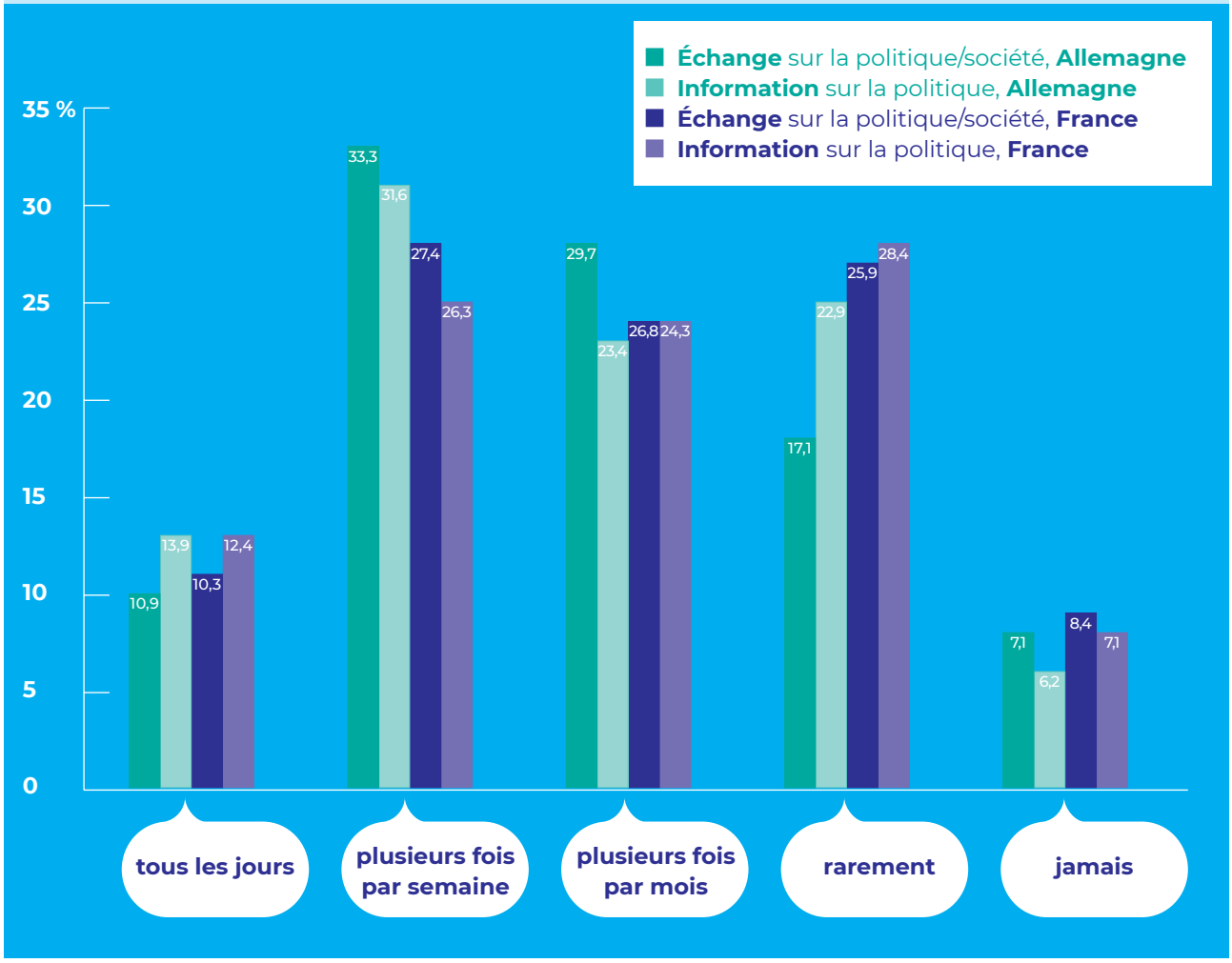
Renforcer l'éducation citoyenne et politique

La première des deux propositions serait d'améliorer *l'information et l'échange* autour de la politique. En effet, la recherche a établi de manière claire le lien entre l'information et la participation politique. Dans ce contexte, l'environnement informationnel, c'est-à-dire la possibilité de parler de politique à l'école, avec les amies et amis ou la famille, joue un rôle important. Cet environnement peut déterminer si les jeunes vont s'intéresser ou non aux informations concernant la politique et s'ils vont accorder à la politique assez d'importance pour aller jusqu'à s'informer d'eux-mêmes et s'engager politiquement. L'information et l'échange peuvent renforcer la participation, et représentent ainsi un outil qui pourrait permettre de tenir la promesse d'égalité politique de la démocratie.

En Allemagne, presque un jeune sur deux indique s'informer quotidiennement ou plusieurs fois par semaine sur la politique, en France ils sont un peu plus d'un tiers *(figure 4)*. À côté de cela, 31 % des jeunes interrogés en Allemagne et 37 % en France déclarent s'informer plus rarement ou jamais. On observe une répartition similaire pour la question de la fréquence à laquelle les jeunes discutent de l'actualité politique et sociétale avec leur entourage. Le manque d'information et d'échange sur les sujets d'actualité politique en France pourrait peut-être s'expliquer par le manque de contenu politique dans les programmes scolaires.

Figure 4
Information et échange sur des sujets politiques
(en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses aux questions 12 : « À quelle fréquence vous informez-vous de manière active sur l'actualité ou les sujets politiques ? » et 15 : « À quelle fréquence discutez-vous de l'actualité politique ou sociétale à l'école/à l'université/dans votre lieu de formation/au travail/avec vos amis/en famille ? »



L'enquête montre en outre que les jeunes obtiennent les informations sur les sujets politiques via de nombreuses sources différentes *(voir figure 5 ci-dessous).* Ici, les médias en ligne ont une plus grande popularité que les médias classiques. Il est possible que les nouveaux médias viennent compléter d'autres sources d'information comme la télévision, mais aussi qu'ils compensent l'utilisation faible ou décroissante des médias classiques. On observe dans ce contexte des comportements d'utilisation légèrement différents en ce qui concerne les nouveaux médias. En Allemagne, un nombre plus important de jeunes indique consulter YouTube ou des podcasts, tandis que, chez les jeunes en France, Twitter, Facebook, TikTok et Instagram arrivent en premières places. Dans l'idéal, ces sources d'information très appréciées et consultées régulièrement par les jeunes pourraient contribuer à combler le fossé qui s'est creusé entre eux et les adultes. En revanche, cet usage des médias peut constituer un défi supplémentaire et aggraver les inégalités de participation en fonction de la classe socioéconomique et du plus grand nombre de jeunes qui ne s'intéressent pas à la politique en France. L'éducation politique ainsi qu'un échange régulier sur des sujets politiques organisés dans toutes les formes d'établissements scolaires pourraient au contraire contribuer à améliorer l'égalité politique.

Le droit de vote à partir de 16 ans

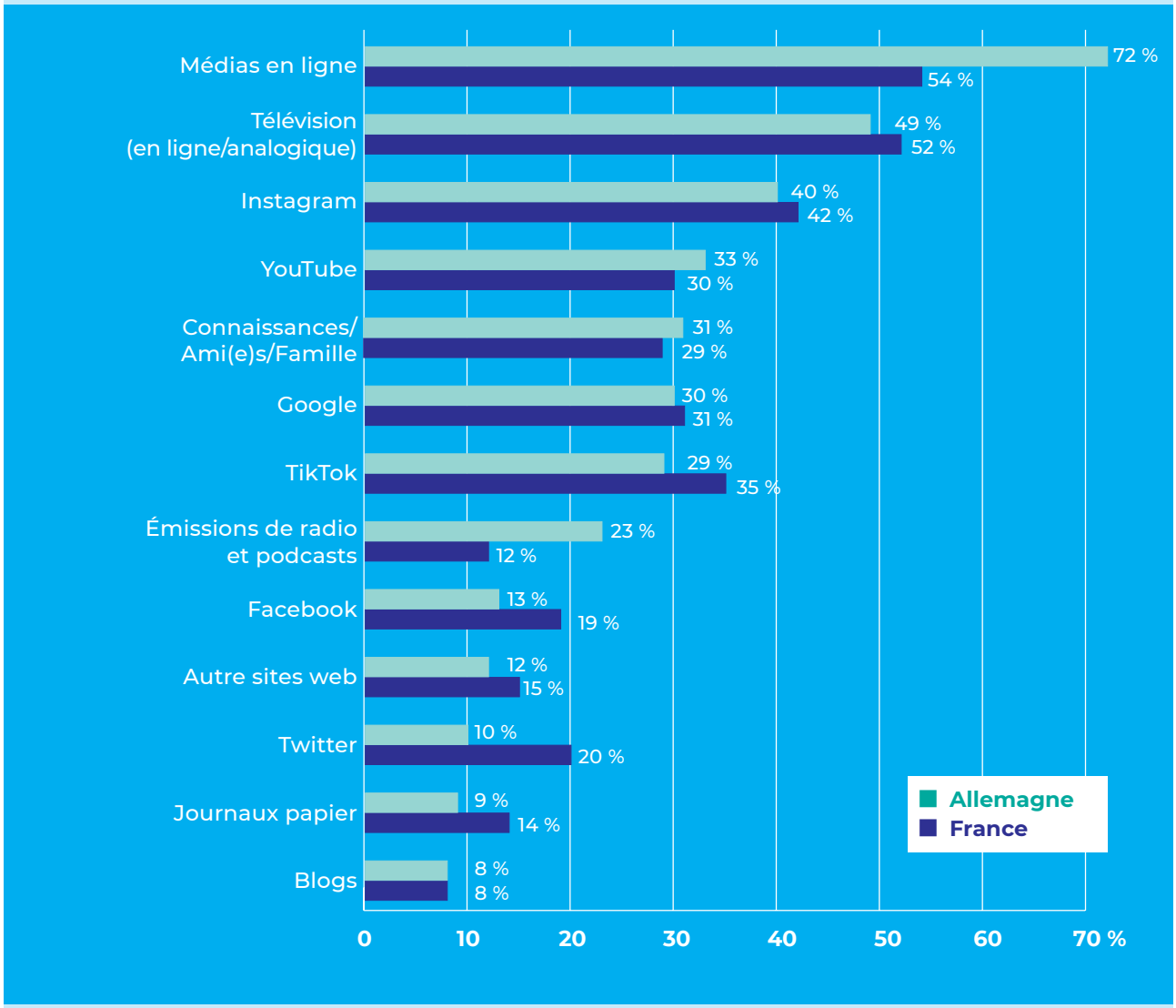
La seconde proposition concerne le *système électoral.* En effet, il influe directement sur l'étendue de la représentation de certains groupes sociaux au sein des institutions politiques. En France, les membres de l'Assemblée nationale sont élus au scrutin majoritaire à deux tours lors duquel la candidate ou le candidat qui obtient le plus de voix dans chacune des 577 circonscriptions remporte l'élection. En Allemagne, le scrutin mixte associe des éléments du scrutin proportionnel et majoritaire. En général, il est plus facile pour les candidats issus des groupes sous-représentés, comme les jeunes, d'obtenir une place sur une liste qui a toutes ses chances de remporter l'élection que d'être investi pour un mandat direct dans une circonscription susceptible de l'élire. Depuis de nombreuses années, on souligne autant en France qu'en Allemagne la nécessité de réformer le mode de scrutin. À côté d'une réduction du nombre de députées et députés, on parle en France de renforcer la proportionnalité qui pourrait avoir un effet positif sur la représentation des jeunes. Cependant, il faut ajouter que les effets concrets dépendent toujours du mode d'investiture des différents partis.

En outre, une possibilité d'améliorer la participation des jeunes pourrait passer par l'abaissement de l'âge du droit de vote de18 à 16 ans. Tandis qu'en Allemagne, cet abaissement est approuvé par une majorité des jeunes, les jeunes en France sont plus sceptiques. Ils ne sont que 39 % à penser que voter à partir de 16 ans à l'élection présidentielle est une bonne idée, et 33 % pour l'Assemblée nationale[16]. Cette différence pourrait s'expliquer par le fait qu'en Allemagne, cette option de réforme est discutée plus largement et depuis plus longtemps et que, donc, l'introduction du droit de vote à 16 ans pour les élections communales et régionales jouit d'un meilleur écho. Cependant, l'abaissement de l'âge du droit de vote ne veut pas dire que la promesse d'égalité politique de la démocratie soit automatiquement tenue. Là où l'âge sera abaissé à 16 ans, on se trouvera confronté au problème des différences d'environnement informationnel. Les jeunes qui sont encore scolarisés ou vivent encore chez leurs parents profiteront au moment des élections d'un meilleur échange, que ce soit en classe, avec les amies et amis dans la cour de l'école et chez eux lors des repas, ce qui renforcera la participation politique. Là où l'environnement n'offre pas ou peu d'informations et d'échange sur les sujets politiques, l'abaissement de l'âge du droit de vote à lui seul ne suffira pas à motiver les jeunes à aller voter[17].

16. Question 21 : Que pensez-vous de l'idée d'abaisser l'âge légal du vote de 18 à 16 ans pour les élections suivantes : les élections législatives ; l'élection présidentielle ; les élections européennes ; les élections municipales ?
17. Rossteutscher, S., Faas, T., Leininger, A. & Schäfer, A. (2022). Lowering the Quality of Democracy by Lowering the Voting Age? Comparing the Impact of School, Classmates, and Parents on 15- to 18-Year-Olds' Political Interest and Turnout. *German Politics* 31 (4): 483 -510.

Figure 5
Sources d'information sur l'actualité politique
(en pourcentage des personnes interrogées dans chaque pays)

Réponses à la question 13 : « Comment vous informez-vous de manière active sur l'actualité et les sujets politiques ? »



École
Des rapports différents à l'école en France et en Allemagne

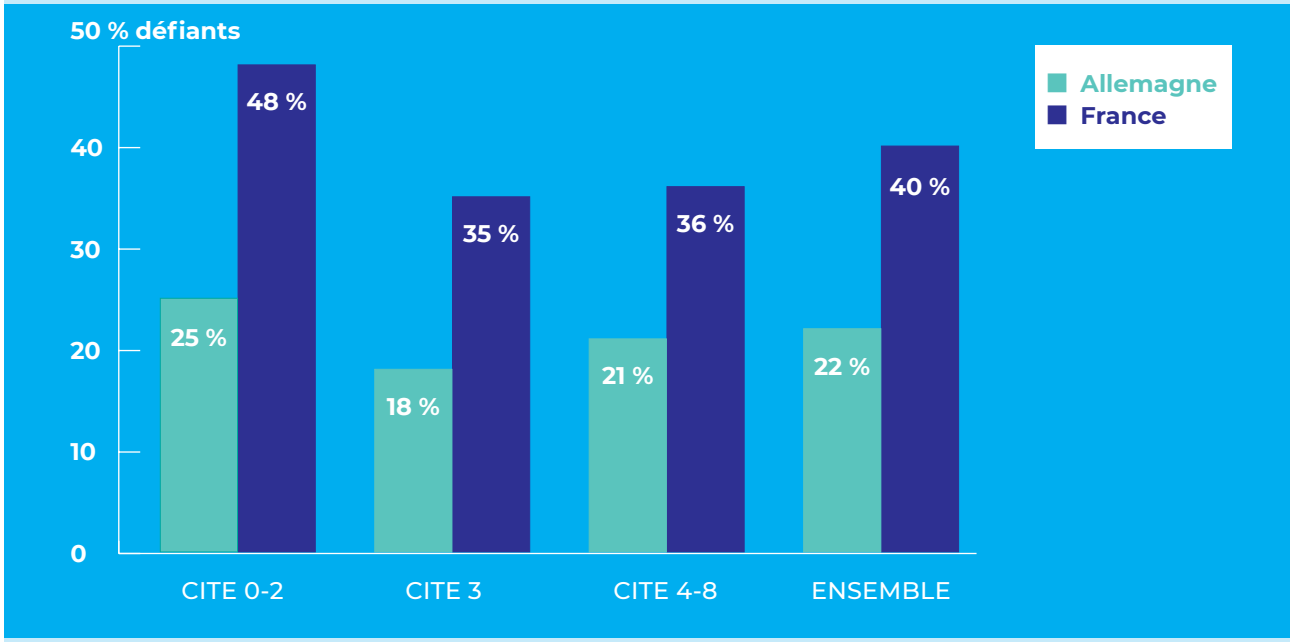
Olivier Galland

L'école ne se résume pas en une institution qui dispense des connaissances. Elle est aussi un lieu de vie et de relations sociales. Par ailleurs, d'autres facteurs culturels, extérieurs au système éducatif proprement dit, peuvent influencer le jugement que les jeunes portent sur lui. Or les jeunes en France et en Allemagne interrogés dans l'enquête OFAJ portent un regard assez différent sur leur système éducatif, les premiers étant nettement plus sévères que les seconds[1]. En France les jeunes sont ainsi presque deux fois plus nombreux que leurs homologues d'outre-Rhin à exprimer leur défiance à l'égard du système éducatif *(voir figure 1)*. Ils le font à tous les niveaux d'étude, mais tout particulièrement lorsque leur niveau de formation est peu élevé (CITE 0-2)[2]. Ce sont alors presque la moitié d'entre eux qui se disent défiants. Comparativement les attitudes des jeunes en Allemagne semblent à la fois plus confiantes et plus homogènes selon le niveau d'étude, même si, là aussi, les jeunes les moins qualifiés expriment plus souvent de la défiance.

1. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 29 : Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants : les partis politiques ; la justice, c'est-à-dire les tribunaux ; la police ; l'armée ; le système de santé ; le gouvernement ; le Parlement ; les institutions européennes ; le système scolaire ; l'OTAN ?

2. Classification internationale type de l'éducation (CITE) de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Pour les niveaux scolaires CITE, *voir l'encadré sur la nomenclature internationale des niveaux d'éducation.*

Figure 1
Défiance à l'égard du système éducatif en fonction du niveau d''étude



Lecture : Pourcentage de jeunes se situant en position 1-2 sur une échelle en 5 positions pour exprimer leur confiance ou leur défiance à l'égard du système éducatif : 1 signifie que vous n'avez pas du tout confiance et 5 que vous avez tout à fait confiance. (Source : Enquête OFAJ, octobre 2022)

Des systèmes différents, des réussites éducatives comparables

La France et l'Allemagne ont des systèmes éducatifs très différents. Dans un article de 2012 les sociologues de l'éducation Nathalie Mons, Marie Duru-Bellat et Yannick Savina[3] distinguaient trois modèles éducatifs parmi les pays développés – à partir de données de l'OCDE sur les *curricula*, c'est-à-dire les contenus et l'organisation des formations. Ils appelaient le premier le modèle de l'éducation totale, le deuxième le modèle éducatif producteur et le troisième le modèle de l'éducation académique. Le modèle de l'éducation totale, dominant dans les pays nordiques, « est caractérisé par un enseignement à spectre large, intégrant des contenus qui dépassent le cadre étroit des disciplines académiques traditionnelles et ouvrent sur le monde extérieur ». Le deuxième, auquel se rattachent l'Allemagne et les pays d'Europe continentale, « valorise le lien entre école et marché du travail par l'introduction, dès le secondaire inférieur, d'enseignements préprofessionnels et la hiérarchisation des écoles et des filières ». Le système dual allemand est bien connu. Enfin, le modèle de l'éducation académique, qui concerne notamment la France, vise à dispenser des savoirs universels via des contenus d'enseignement traditionnels coupés du monde professionnel et fermés aux particularismes religieux, régionaux et linguistiques.

Cependant, malgré ces orientations très différentes, la France et l'Allemagne obtiennent des résultats assez proches en matière de réussite éducative, comme le montrent les enquêtes du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA)[4] de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Les scores des élèves de 15 ans qui sont interrogés dans ces enquêtes apparaissent assez moyens et ne placent pas ces deux pays dans le top 10 des pays les plus performants. L'Allemagne occupe le 20e rang en lecture et mathématiques, le 16e en sciences. La France fait un peu moins bien : 23e rang en lecture, 25e en mathématiques et 24e en sciences (sur 77 pays ayant participé à l'enquête dont de nombreux pays avec un niveau de développement économique largement inférieur à celui de la France et de l'Allemagne).

3. Mons, N., Duru-Bellat, M., & Savina, Y. (2012). Modèles éducatifs et attitudes des jeunes: une exploration comparative internationale. (589-622) *Revue française de sociologie*, Presse de Sciences Po / Centre National de la Recherche Scientifique, 53 (4).
4. Ces enquêtes visent, à partir d'une série de tests proposés à des élèves de 15 ans, à évaluer l'acquisition des compétences de base en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences. Elles posent aussi des questions sur le rapport des jeunes à l'école et sur leur bien-être. La dernière enquête PISA a été réalisée en 2018.

Tableau 1
Scores moyens en France, en Allemagne et dans l'OCDE (enquête PISA 2018)[5]

	Lecture	Mathé-matiques	Sciences
France	493	495	493
Allemagne	498	500	503
Moyenne OCDE	487	489	489

Ces performances voisines des élèves français et allemands les conduisent-elles à évaluer leur système éducatif respectif à la même aune ? Cela pourrait être le cas si ces élèves n'appréciaient leur système de formation qu'en fonction de ces résultats en matière d'acquisition des compétences. Mais cette vue est évidemment simpliste et il est certain que d'autres variables entrent en jeu.
Malgré cette proximité dans le niveau des acquisitions cognitives dans les deux pays, le système éducatif est perçu différemment par les jeunes en France et en Allemagne interrogés dans l'enquête OFAJ.

La nomenclature internationale des niveaux d'éducation

La structure et le contenu des programmes d'enseignement variant selon les systèmes éducatifs nationaux, il peut s'avérer difficile de comparer les performances de différents pays. Cette comparabilité peut être obtenue en ayant recours à la Classification internationale type de l'éducation (CITE) établie par l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et dont la dernière version remonte à 2011. Elle comprend les postes suivants :

Niveau 0 : éducation de la petite enfance
Niveau 1 : enseignement primaire
Niveau 2 : enseignement secondaire du 1er cycle
Niveau 3 : enseignement secondaire du 2nd cycle
Niveau 4 : enseignement post-secondaire non supérieur
Niveau 5 : enseignement supérieur de cycle court
Niveau 6 : enseignement supérieur de niveau licence ou équivalent
Niveau 7 : enseignement supérieur de niveau master ou équivalent
Niveau 8 : enseignement supérieur de niveau doctorat ou équivalent

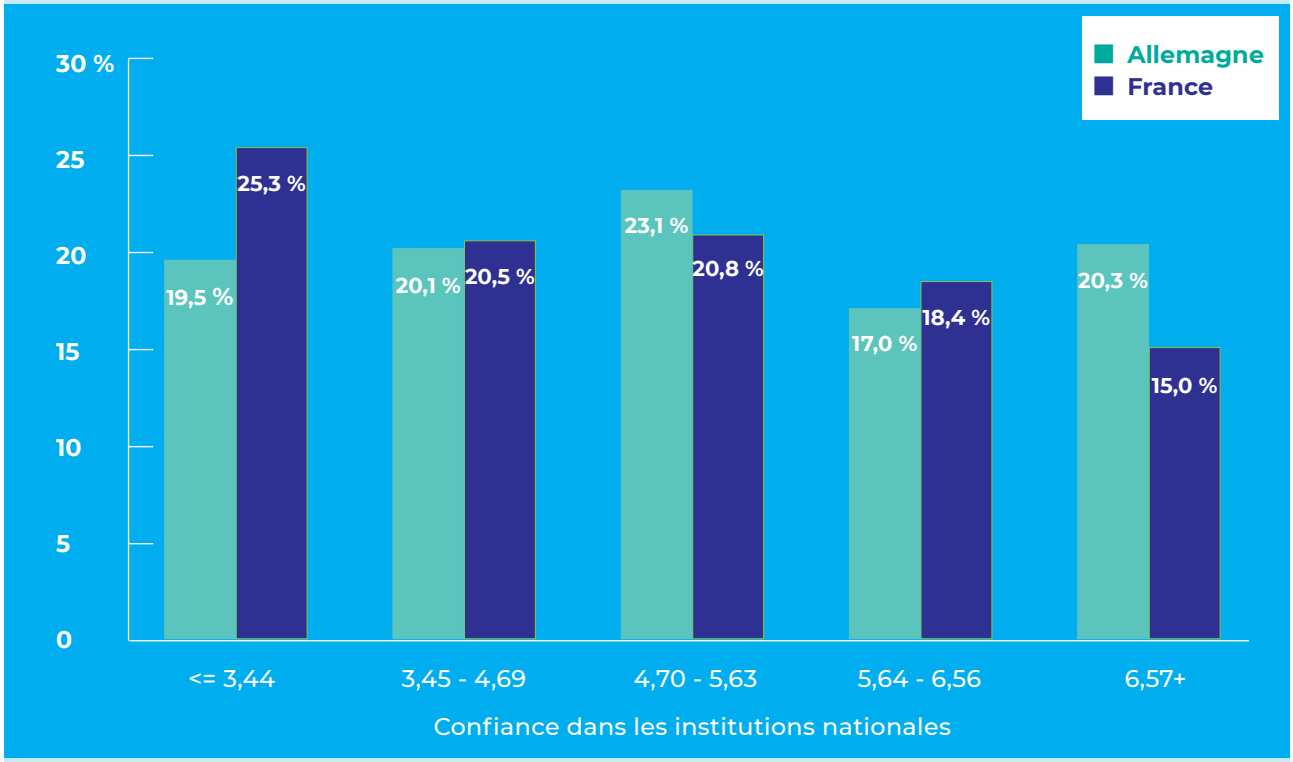
Dans les traitements de l'enquête, les niveaux 0 à 2 ont été regroupés (niveau inférieur à l'enseignement secondaire du 2e cycle, le niveau 3 (enseignement secondaire du 2e cycle) a été conservé tel quel et les niveaux 4 à 8 ont été regroupés (enseignement post-secondaire non supérieur et supérieur).

5. Schleicher, A. (2018). Insights and Interpretations, PISA 2018, OECD.

Le niveau élevé de défiance des jeunes en France à l'égard du système éducatif peut tenir, pour une part, à une défiance générale à l'égard des institutions, quelles qu'elles soient. C'est ce que montre la figure 2. Les réponses sur le niveau de confiance dans les différentes institutions sur lesquelles on interrogeait les jeunes dans l'enquête sont très corrélées, si bien que l'on peut construire un score synthétique de confiance institutionnelle[6]. La distribution de ce score dans chaque pays montre que, par rapport aux jeunes en Allemagne, les homologues en France sont nettement surreprésentés parmi ceux qui sont défiants à l'égard des institutions, quelles qu'elles soient, et nettement sous-représentés parmi ceux qui sont les plus confiants.

6. En se limitant aux institutions nationales : les partis politiques, la justice, la police, l'armée, le système de santé, le gouvernement, le Parlement/l'Assemblé nationale, le système scolaire. L'alpha de Cronbach de l'échelle ainsi construite est de 0,811. (Le coefficient alpha de Cronbach est une statistique utilisée pour mesurer la cohérence interne (ou la fiabilité) des questions posées lors d'un test. Sa valeur est inférieure ou égale à 1, et considérée comme « acceptable » à partir de 0,7. Il permet donc l'estimation de la fidélité du score à un test.)

Figure 2
Confiance dans les institutions nationales en France et en Allemagne[7]



7. Source : Enquête OFAJ 2022, *question 29, citée plus haut.*

Lecture : Le score évolue de 0 (défiance dans toutes les institutions) à 10 (confiance dans toutes les institutions) ; il est découpé en quintiles dans la figure.

Leur niveau relativement élevé de défiance à l'égard du système scolaire ne fait donc pas exception et relève en partie d'une défiance générale à l'égard des institutions, qui est plus présente en France qu'en Allemagne. Cette défiance française est d'ailleurs bien connue et a été maintes fois vérifiée. On voit qu'elle existe aussi chez les jeunes.

Le rôle de l'école

Néanmoins, il y a aussi sans doute des causes propres au système éducatif qui peuvent expliquer la défiance plus élevée des jeunes en France à son égard. Ces causes peuvent être en partie identifiées grâce au questionnaire de l'enquête PISA auquel ont répondu les élèves ayant passé les tests de la série 2018. Parallèlement à ces tests cognitifs ils étaient interrogés sur leurs sentiments à l'égard de différents aspects de leur expérience scolaire.

Le tableau 2 montre que les élèves en France ont un beaucoup plus faible sentiment d'appartenance à leur école que les élèves en Allemagne. Certes, ils se font facilement des amis à l'école, mais ils répondent deux fois moins souvent que leurs homologues allemands qu'ils « se sentent chez eux à l'école ». L'école peut donc être pour eux un lieu de sociabilité, mais ils ont du mal à se sentir partie prenante de l'institution.

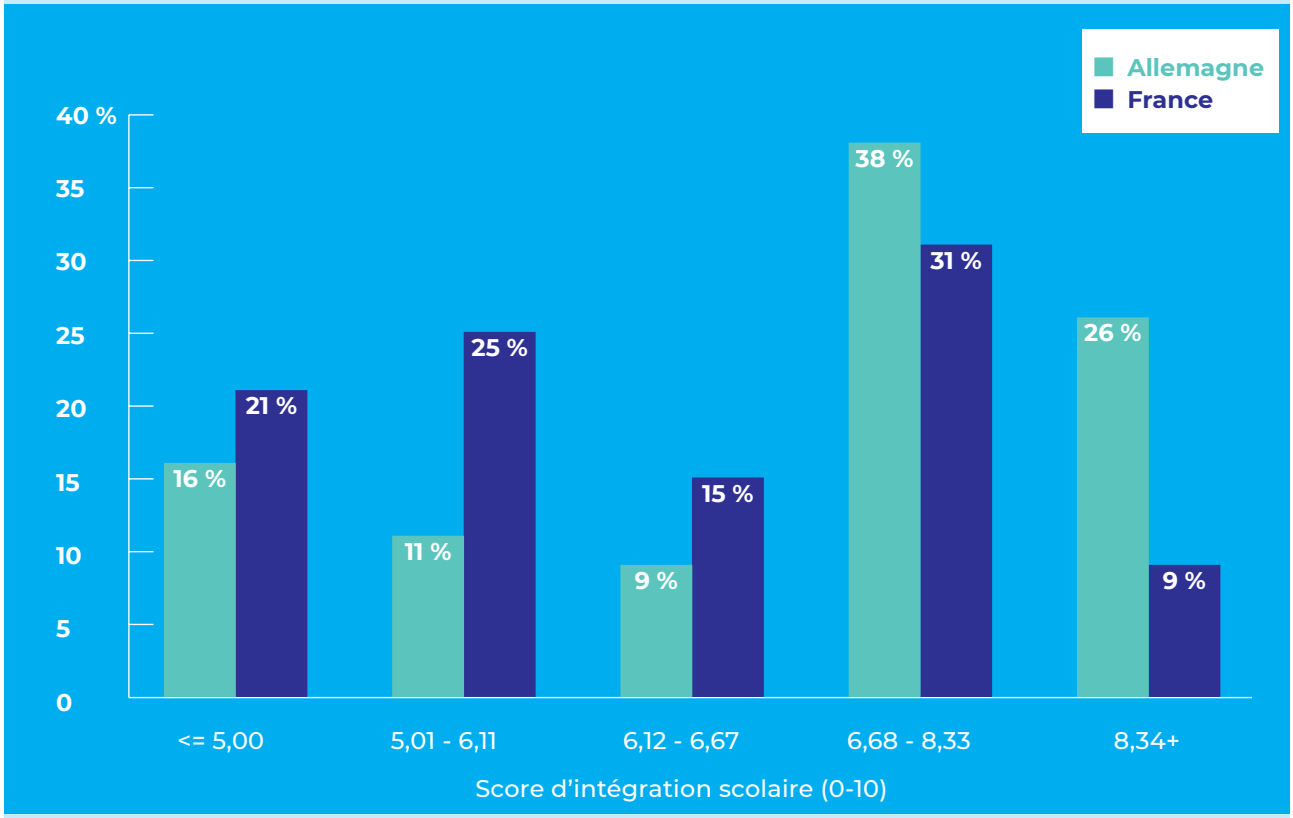
Tableau 2
Sentiment d'appartenance à l'école[8]

Pensez à votre école. Êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?
(% tout à fait d'accord ou d'accord)

	France	Allemagne
Je me sens hors du coup à l'école	**30 %**	**16 %**
Je me fais facilement des amis à l'école	**81 %**	**72 %**
Je me sens chez moi à l'école	**38 %**	**75 %**
Je me sens mal à l'aise, pas à ma place dans mon école	**19 %**	**16 %**
Les autres élèves ont l'air de m'apprécier	**88 %**	**86 %**
Je me sens seul à l'école	**12 %**	**12 %**

8. Enquête PISA 2018.

Figure 3
Score d'intégration scolaire[9]



Lecture : Le score, construit à partir des questions du tableau 2, varie de 0 (très faible intégration) à 10 (très forte intégration). Il a été découpé en 5 tranches.

9. Étude PISA 2018.

Les variables très corrélées[10] du tableau 2 permettent de construire un score d'intégration scolaire. La figure 3 illustre le fort contraste entre les élèves en France et en Allemagne sous ce registre. Les jeunes en France sont notamment très fortement sous-représentés dans les valeurs hautes du score.

Cette faible intégration des élèves en France ne tient pas à une insatisfaction plus prononcée des jeunes de ce pays à l'égard de leur vie personnelle. Dans l'enquête PISA le score moyen de satisfaction de leur vie personnelle, sur une échelle de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (entièrement satisfait) est de 7,2 en France contre 7,0 en Allemagne. De son côté, l'enquête OFAJ montre que 52 % des jeunes en France envisagent leur avenir de façon plutôt confiante, contre seulement 43 % des jeunes en Allemagne. Ce sont donc très probablement des caractéristiques propres à l'école qui expliquent le manque de confiance des jeunes en France.

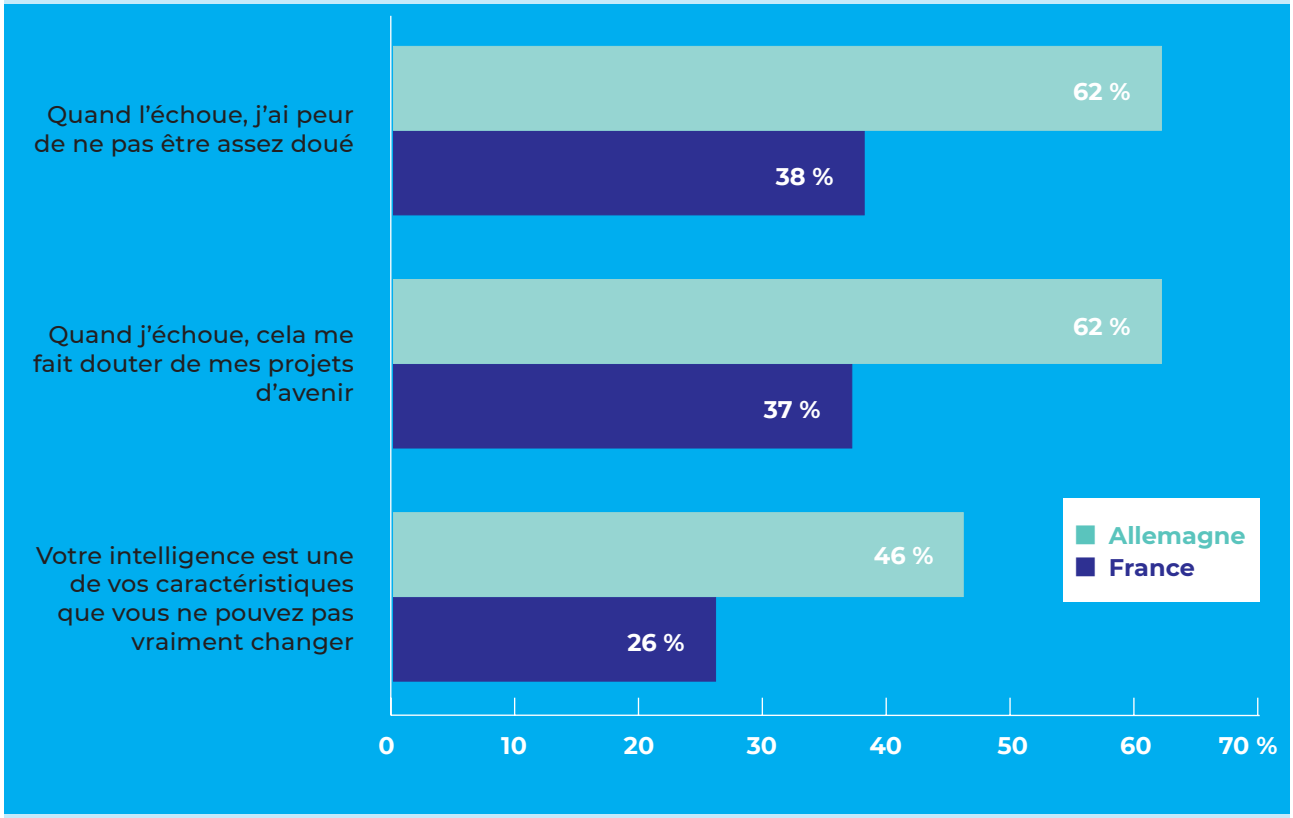
L'école française ne se distingue pas particulièrement par la place qu'elle reconnaît aux élèves en son sein. Elle demeure, plus qu'aucune autre, comme le montrent Yann Algan et Elise Hillery dans un petit livre très documenté[11], façonnée par « des méthodes pédagogiques verticales qui privilégient l'écoute du professeur sur un mode "cours magistral" avec peu de place accordée au travail en groupe ou sur projets ». La participation des élèves à la vie des établissements est faible, leur parole est peu sollicitée et peu écoutée.

Ces méthodes pédagogiques peinent à créer une école de la confiance, confiance des jeunes dans le système scolaire comme on l'a vu, mais aussi confiance des jeunes en eux-mêmes et dans leurs capacités, comme l'illustrent d'autres résultats de l'enquête PISA *(voir figure 4)*.

10. Alpha de Cronbach : 0,786

11. Algan, Y., & Huillery, E. (2022). *Economie du savoir-être*, Presses de Sciences Po.

Figure 4
Confiance en soi des élèves français et allemands[12]



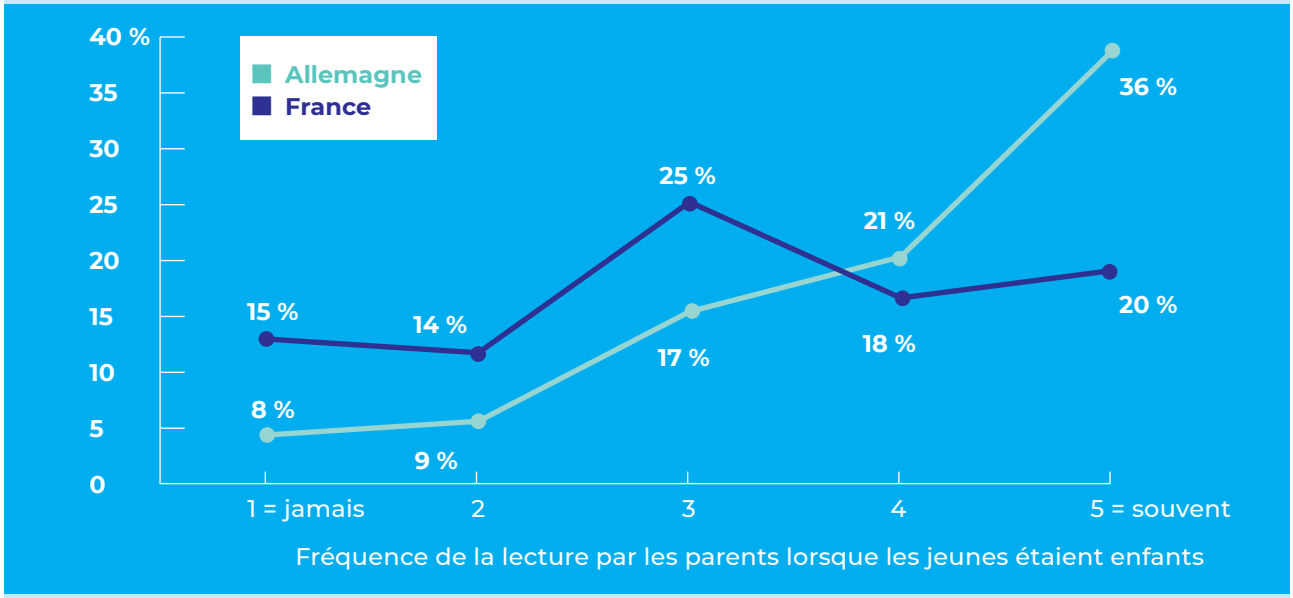
12. Enquête PISA 2018.

Le rôle de la famille

Néanmoins, la famille elle-même peut exercer une influence sur le goût que les enfants développent pour l'apprentissage comme elle peut contribuer également, en les soutenant et les stimulant, à leur donner confiance en eux et dans le système scolaire qui sera chargé de les éduquer. Sur ce plan, une question de l'enquête OFAJ met en lumière de fortes différences entre la France et l'Allemagne. Il était demandé aux jeunes d'indiquer à quelle fréquence leurs parents leur lisaient des livres lorsqu'ils étaient enfants[13]. Cette question permet d'évaluer deux facteurs qui peuvent jouer concomitamment et qu'il est difficile de distinguer avec cette seule question : le « capital culturel » familial – c'est-à-dire les atouts culturels dont disposent les familles et qui peuvent se transmettre aux enfants – et la volonté des parents de stimuler intellectuellement leurs enfants. Ces deux facteurs sont évidemment liés, mais ils ne se recouvrent pas totalement. Toujours est-il que les réponses des jeunes en France et en Allemagne sont très différentes. Selon leurs dires, les parents français consacrent beaucoup moins de temps que les parents allemands à lire des livres à leurs jeunes enfants. On est frappé notamment du fort écart sur l'item « très souvent » (36 % en Allemagne contre 20 % en France) *(voir figure 5)*.

13. Question 48 : A quelle fréquence vos parents vous lisez-ils des livres quand vous étiez enfant ?

Figure 5
Fréquence de lecture des parents à leurs jeunes enfants

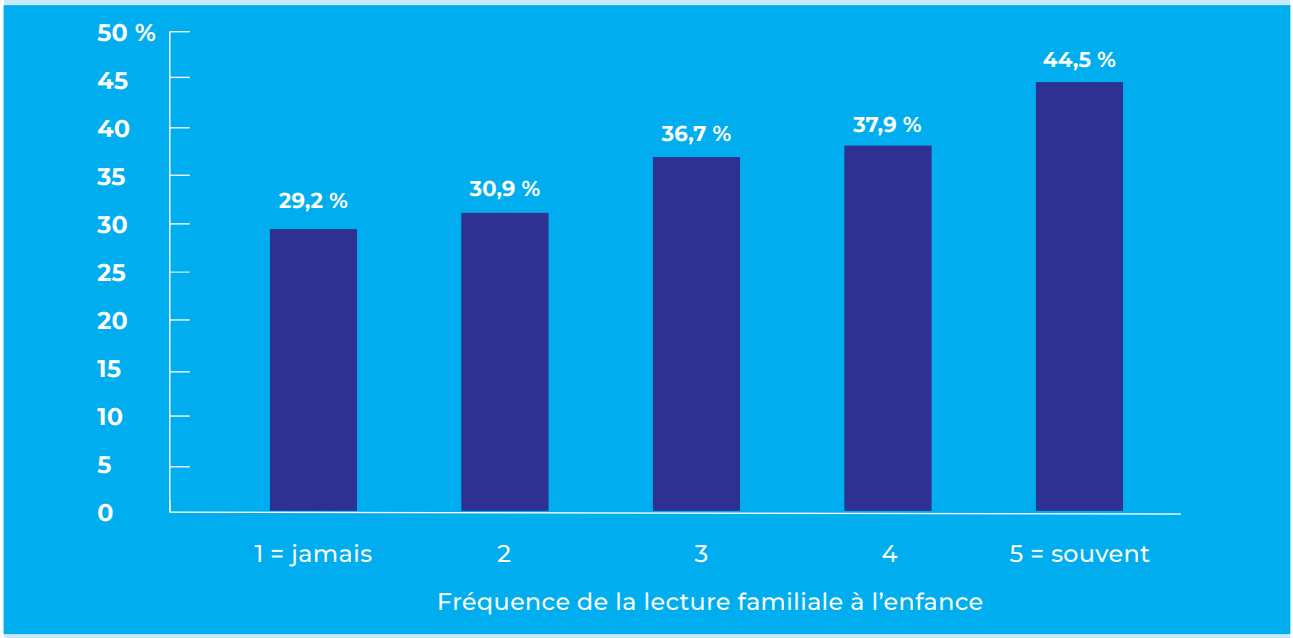


(Source: Enquête OFAJ 2022)

Ce déficit de lecture des parents français tient-il à un déficit de capital culturel ou à une volonté de ces derniers de laisser à l'école la totalité de la tâche d'éduquer leurs enfants? L'enquête ne permet pas de trancher ce point. De nombreux travaux ont montré en tout cas que la stimulation des jeunes enfants dans le cadre familial était un facteur important des acquis cognitifs qui seront ensuite utiles pour bien réussir à l'école. Sur ce plan, on peut avancer l'hypothèse que les enfants français partent avec un handicap.

Or, dans les deux pays, la confiance dans l'école est corrélée à ce facteur de socialisation familiale à la lecture dans l'enfance *(voir figure 6)*. Les élèves allemands partent donc avec un avantage initial à leur entrée dans le système scolaire, qui contribue sans doute à accroître leur bien-être à l'école et leur confiance dans le système d'enseignement.

Figure 6
Confiance dans l'école en fonction de la fréquence de la lecture familiale (France et Allemagne)



(Source: Enquête OFAJ 2022)

Facteurs sociaux et défiance scolaire

Pour finir, on peut examiner les caractéristiques des jeunes qui sont associées ou non à la défiance scolaire en France et en Allemagne *(voir tableau 4)*. Le premier constat est que le niveau de défiance varie un peu plus fortement en fonction de ces caractéristiques en France qu'en Allemagne [14]. En Allemagne, les attitudes des jeunes au sujet de la confiance qu'ils accordent ou non au système scolaire sont un peu plus homogènes qu'en France où on enregistre par exemple d'assez fortes variations selon l'âge, en fonction du niveau d'étude et de l'origine nationale, alors que ces facteurs ne jouent pas ou peu en Allemagne.

Néanmoins, deux facteurs communs se dégagent dans les deux pays : la classe sociale et la propension des parents à lire des livres à leurs enfants. L'effet « classe sociale » est plus fort en Allemagne qu'en France : en Allemagne, les jeunes originaires de la classe « inférieure » ont près de 3 fois plus de chances d'être défiants à l'égard du système scolaire que ceux originaires de la classe supérieure ; en France, le rapport n'est que de 1,5. En France, en revanche, l'effet du niveau d'étude des jeunes est plus important qu'en Allemagne.

D'après les données PISA 2018, les inégalités socioéconomiques d'apprentissage sont aussi fortes en Allemagne qu'en France (et plus fortes que dans la moyenne de l'OCDE). Ainsi, le statut socioéconomique explique 17 % de la variance des performances en lecture (18 % en France), contre 12 % en moyenne dans l'OCDE ; la différence moyenne entre élèves avantagés et élèves désavantagés en lecture est de 113 points en Allemagne (107 en France) contre 89 points dans l'OCDE. Les deux pays sont ainsi relativement inégalitaires en matière d'éducation.

Mais le climat scolaire et le sentiment d'appartenance à l'école sont bien meilleurs en Allemagne qu'en France. Le climat disciplinaire est en France un des pires de l'OCDE. L'indicateur [15] calculé par l'OCDE à ce sujet est de -0,26 en France contre 0,04 en Allemagne.

L'indicateur du sentiment d'appartenance à l'école des élèves allemands est un des plus élevés de l'OCDE (contrairement à la France où il est très bas). De plus, en Allemagne ce sentiment d'appartenance est plus élevé chez les élèves du niveau 2 de la CITE (secondaire inférieur) que chez les élèves du niveau 3 (secondaire supérieur), alors que c'est le contraire en France *(tableau 3)*.

14. Résultat confirmé par une analyse de régression.

15. Construit à partir d'un ensemble de questions sur le fait que les élèves n'écoutent pas ce que disent les professeurs, qu'il y a du bruit et de l'agitation dans la classe, que les professeurs doivent attendre longtemps avant que le calme se fasse, etc.

Tableau 3
Indicateur du sentiment d'appartenance à l'école de l'OCDE (PISA 2018) en Allemagne et en France, en fonction du niveau d'étude

	Secondaire inférieur (CITE 2)	Secondaire supérieur (CITE 3)	Ensemble
Allemagne	0,29	0,19	0,28
France	-0,22	-0,04	-0,07

Tableau 4
Caractéristiques associées à la défiance scolaire en Allemagne et en France (% défiants 1-2)

		Allemagne	France
Classes d'âge	<18 ans	20 %	**47 %**
	18-19 ans	27 %	38 %
	20-21 ans	23 %	39 %
	22-23 ans	21 %	**47 %**
	>23 ans	22 %	31 %
Niveau d'étude	CITE 0-2	25 %	**48 %**
	CITE 3	18 %	35 %
	CITE 4-8	21 %	36 %
Origine nationale*	française ou allemande	22 %	**44 %**
	autre pays européen	21 %	41 %
	autre pays non européen	23 %	31 %
Classe sociale	inférieure	**41 %**	**50 %**
	moyenne inférieure	25 %	42 %
	classe moyenne	21 %	34 %
	moyenne supérieure	17 %	39 %
	supérieure	15 %	31 %
Sexe, identité de genre	femmes	21 %	40 %
	hommes	23 %	40 %
	divers	**62 %**	**73 %**
Lecture familiale	ne sait pas	**34 %**	40 %
	rarement ou jamais	**28 %**	**50 %**
	de temps en temps	21 %	30 %
	souvent ou très souvent	19 %	40 %
	ENSEMBLE	22 %	40 %

*Les jeunes d'origine française ou allemande sont nés en France ou en Allemagne ainsi que leurs parents ; les jeunes d'origine européenne sont nés dans un pays européen (autre que la France ou l'Allemagne) ou ont au moins un de leurs parents qui y est né ; les jeunes d'origine extra-européenne sont nés dans un pays non européen ou ont au moins un de leurs parents qui y est né *(question 51)*.
Lecture : 19,9 % des jeunes de moins de 18 ans en Allemagne se disent défiants à l'égard du système éducatif ; c'est le cas de 46,9 % des jeunes du même âge en France (position 1-2 sur l'échelle en 5 positions), **en gras** les caractéristiques les plus fortement associées à la défiance scolaire.[16]

16. Construit à partir d'un ensemble de questions sur le fait que les élèves n'écoutent pas ce que disent les professeurs, qu'il y a du bruit et de l'agitation dans la classe, que les professeurs doivent attendre longtemps avant que le calme se fasse, etc.

En résumé, les systèmes éducatifs des deux pays sont relativement inégalitaires et cette inégalité est ressentie par les élèves de milieu social défavorisé. Mais en Allemagne le climat scolaire est meilleur, l'école semble plus inclusive et cela contribue à atténuer le ressenti négatif à l'égard du système scolaire, notamment chez les élèves de niveau de formation moins élevé. En France au contraire, la dégradation du climat scolaire contribue à renforcer ces sentiments négatifs, surtout parmi les jeunes du plus bas niveau d'étude.

État-providence

L'origine sociale et son influence sur le regard des jeunes en Allemagne et en France sur l'État-providence

Jörg Müller

En France et en Allemagne, les jeunes vivent dans des démocraties libérales basées sur le principe de l'État-providence. Tandis qu'en France, l'État-providence a été créé en 1945 avec la mise en place de la sécurité sociale, en Allemagne, c'est la Loi fondamentale de 1949 qui définit son cadre légal. Au fil du temps, le système de protection sociale des deux pays, qui se limitait initialement à la prise en charge des risques économiques dus à la maladie, au décès ou à la maternité, a fortement évolué. Les formes et montants des prestations ont été constamment réajustés pour s'adapter à la diversité des situations et des parcours de vie nouveaux, mais aussi pour faire face à de nouvelles formes de risques sociaux. À partir des années 1970, les aides ont été alignées sur les « personnes qui en ont le plus besoin », par le biais de filets de sécurité sociale réservés à des profils définis et principalement catégorisés par la situation de revenus.[1]

En France comme en Allemagne, les jeunes ont accès à des soutiens publics, qui sont néanmoins soumis à certaines conditions restrictives. Le modèle de protection sociale destiné aux jeunes adultes est relativement nouveau mais reste historiquement fondé sur l'idée du travail et du soutien à la constitution d'une famille.[2] Aujourd'hui, dans les deux pays, les jeunes forment un groupe social cible qui dépend de la solidarité nationale à plusieurs niveaux. Leur situation sur le marché du travail est précaire, du moins en France : en 2022, 18 % des 15-24 ans étaient au chômage,contre 7 % pour l'ensemble de la population active.[3] Presque un jeune sur quatre (38 %) a un poste précaire (contrat à durée déterminée, travail temporaire, apprentissage etc.), contre 14 % pour l'ensemble de la population (différence de +24 points).[4]

En Allemagne, la situation sur le marché du travail se montre sous un meilleur jour. En fonction des Länder, le taux de chômage des jeunes se situe entre 2,4 %, en Bavière, et 8,5 % à Berlin.[5] Cependant, en Allemagne, les jeunes ne sont pas épargnés par la précarité des conditions de travail. Ceci explique en partie pourquoi aujourd'hui, des deux côtés du Rhin, près d'un cinquième des jeunes vit en dessous du seuil de pauvreté, ce qui constitue le taux le plus élevé parmi toutes les classes d'âge confondues.[6]

Dans ce contexte de précarisation sociale des jeunes en France et en Allemagne, il semble intéressant d'analyser plus amplement leur perception des institutions de l'État-providence et leur confiance en elles, leur regard sur des problèmes sociétaux et sociaux ainsi que sur la cohésion sociale. Quelle est l'opinion que les jeunes en France et en Allemagne ont de leurs systèmes sociaux ? Existe-t-il des différences ? Où trouve-t-on des points communs ?

Changement climatique, guerre et inflation

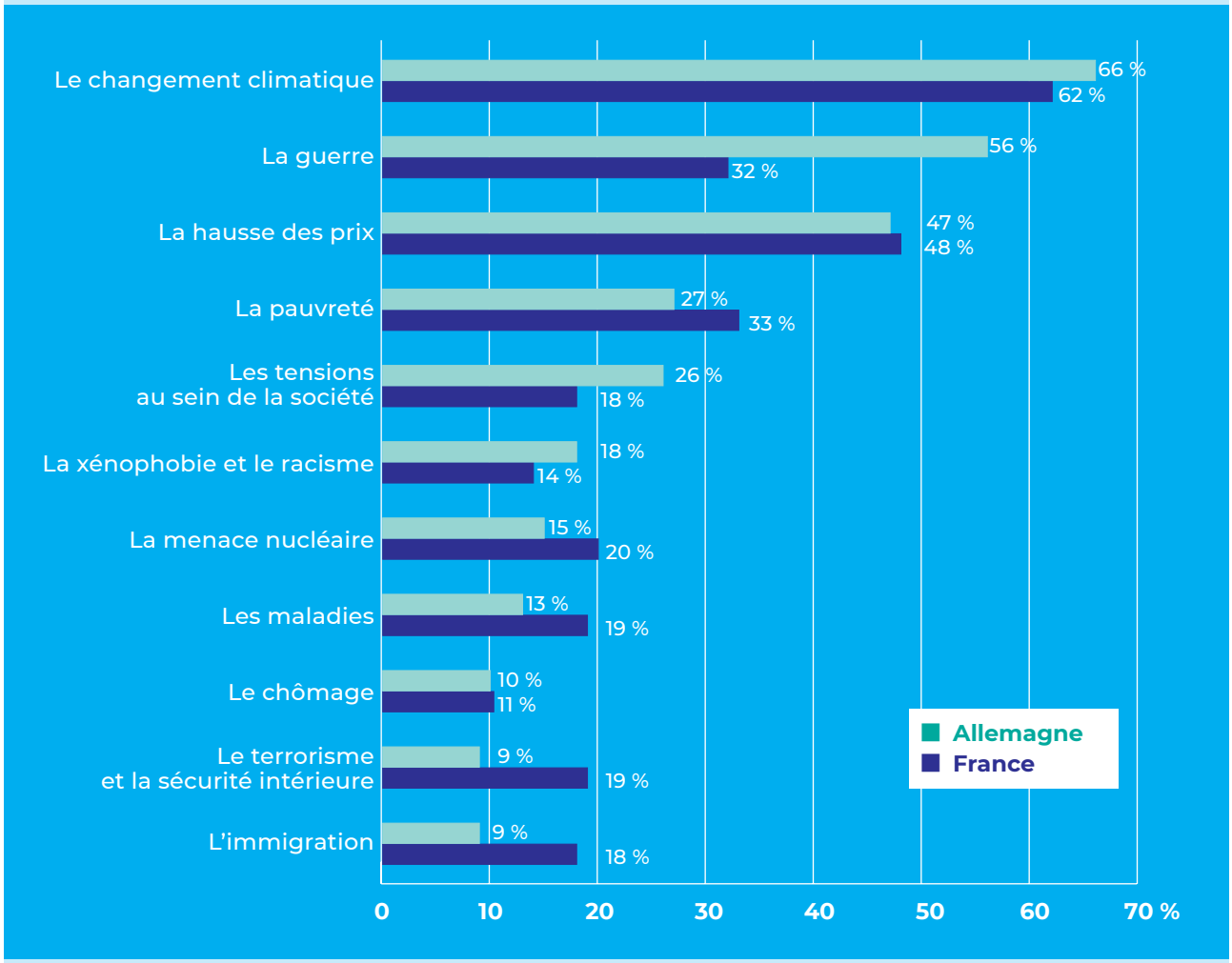
Les jeunes Français et Allemands partagent largement la même vision des problèmes sociaux et sociétaux, l'origine sociale jouant néanmoins un rôle important dans les deux pays. Ainsi, l'enquête dirigée par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) montre que la hiérarchie thématique des défis de la société est dominée par le changement climatique, suivi de thèmes économiques et sociopolitiques. Chez les 16-25 ans, ils sont 62 % en France et 66 % en Allemagne à considérer le changement climatique comme le défi le plus urgent de notre temps. En France suivent alors en deuxième position l'inflation et le coût de la vie (hausse des prix) avec 48 %, tandis que ce problème n'occupe en Allemagne que la troisième place, comptant pourtant quasi le même nombre de réponses (47 %).

1. Gonzalez, L., & Nauze-Fichet, E. (2020). « Le non-recours aux prestations sociales. Mise en perspective et données disponibles ». (6) *Dossiers de la Drees*, n°57, juin 2020.
2. Vial, B. & Dublin, A. (2019). « Chapitre 7. Élargir les droits des jeunes », in : Warin, P. (dir.), *Agir contre le non-recours aux droits sociaux. Scènes et enjeux politiques* (165-180). Presses universitaires de Grenoble.
3. INSEE (2022). « Au deuxième trimestre 2022, le taux de chômage est quasi stable à 7,4 % », N° 210, 12/08/2022.
4. INSEE (2018). *Enquête emploi.*
5. Statistisches Zentralamt (2022), *Arbeitslosenquoten der 15-24-Jährigen*, November 2022.
6. INSEE-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA (2019). *Enquête Revenus fiscaux et sociaux*. Bertelsmann Stiftung (2022), *Kinder und Jugendarmut in Deutschland.*

En Allemagne, la réponse donnée en deuxième position est la guerre (56 %), tandis que cette problématique n'obtient que la quatrième place en France (32 %). On peut éventuellement expliquer cette différence par la distance géographique entre la France et le lieu des affrontements en Ukraine. Il est également possible que les jeunes en France se sentent mieux protégés dans la mesure où leur pays est la seule puissance nucléaire dans l'UE.

La pauvreté (33 % en France contre 27 % en Allemagne) est citée dans les deux pays par plus d'un quart des jeunes interrogés. On remarque un plus grand écart dans les réponses concernant la thématique «clivage social» qui recueille 18 % en France, mais plus d'un quart des personnes interrogées en Allemagne (26 %).

Figure 1
Positionnement par rapport aux plus grands défis de notre époque
Trois réponses possibles (en pourcentage)



(Source: OFAJ, Étude sur la jeunesse à l'occasion des 60 ans du traité de l'Élysée, novembre 2022. [7])

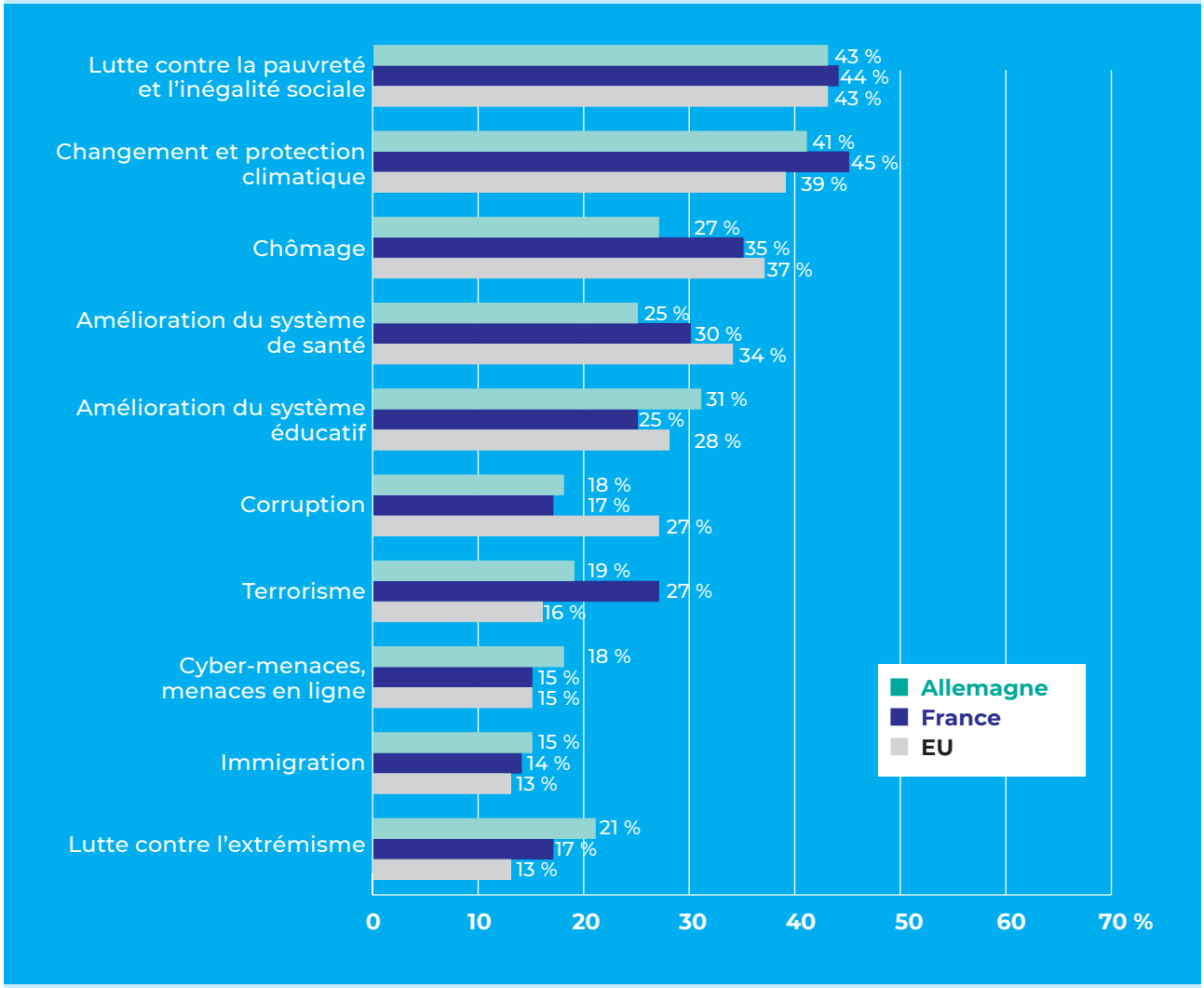
7. La question 6 de l'enquête de l'OFAJ a pour intitulé: «Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque?» Veuillez commencer par le plus grand défi. (Deuxième: Et le deuxième défi le plus important? Troisième: Et le troisième défi le plus important? Les personnes interrogées avaient les possibilités de réponse suivantes: Le changement climatique/La guerre/La menace nucléaire/Le terrorisme et la sécurité intérieure/L'immigration/Les maladies/La hausse des prix/Les tensions au sein de la société/La xénophobie et le racisme/La pauvreté/Le chômage/Rien de tout cela/Je ne sais pas.

L'enquête Eurobaromètre sur la jeunesse publiée à l'automne 2021 dépeignait déjà, à l'exception de la thématique de la guerre qui ne faisait pas partie des items testés, une image assez similaire de l'opinion *(voir figure 2)*. Les thèmes de la lutte contre la pauvreté et de l'inégalité sociale y ont également obtenu une part quasi identique de réponses auprès des jeunes en Allemagne et en France (43 % et 44 %). Les jeunes en France ont cité plus souvent le changement climatique et la protection du climat (46 % contre 41 % en Allemagne) ainsi que des thématiques sociopolitiques comme le chômage (35 % contre 27 %) ou l'amélioration du système de santé (30 % contre 25 %). Parmi les réponses, celle de l'amélioration du système éducatif a été bien plus fréquemment choisie par les 15-25 ans en Allemagne (31 % contre 25 % en France).[8]

À l'exception de ces écarts parfois peu marqués, l'Eurobaromètre montre clairement que les jeunes des deux pays considèrent que les défis sociopolitiques sont bien plus urgents que des thématiques comme le terrorisme, la corruption, l'immigration, ou l'extrémisme. La protection du climat et le changement climatique sont les seules thématiques à sortir du lot parce qu'elles ne sont pas économiques ou sociopolitiques et occupent une place particulière.

8. European Parliament Youth Survey (2021). *Flash Eurobarometer*, septembre 2021.

Figure 2
L'inégalité sociale et la protection du climat arrivent en tête des préoccupations des jeunes en Allemagne et en France



(Source : European Parliament Youth Survey, *Flash Eurobarometer*, septembre 2021.)

En revanche, des études plus anciennes donnent une image différente, notamment en ce qui concerne la question de la lutte contre le changement climatique. En 2017, et donc avant les débats sur le climat qui ont eu lieu ces quatre dernières années, avant les vagues de mobilisation des jeunes dans le cadre de *Fridays for Future,* la crise sanitaire et la crise de l'inflation qui a suivi, cette thématique ne figurait pas en tête de la liste des priorités. À l'époque, 55 % des 15-24 ans en France ont alors cité en premier le chômage, suivi du terrorisme (41 %) et de l'inégalité sociale (39 %), tandis qu'en Allemagne, 51 % des jeunes du même groupe d'âge citaient l'inégalité sociale, puis la migration (39 %) et le terrorisme (28 %).[9]

Un regard plus divergent en Allemagne

Les thèmes qui sont perçus différemment par les jeunes des deux pays sont justement ceux de la cohésion sociale et des tensions au sein de la société, ce qui met en exergue un écart de jugement concernant l'État-providence et les politiques sociales. On obtient des résultats intéressants en analysant les réponses en fonction de l'origine sociale[10] : en France comme en Allemagne, on observe de grands contrastes parmi les réponses concernant la thématique du changement climatique en fonction de la classe sociale *(voir figure 3).* Plus de huit personnes interrogées sur dix appartenant aux catégories aisées considèrent des deux côtés du Rhin le changement climatique comme un problème urgent de notre temps. Parmi les jeunes appartenant aux catégories modestes, ils sont moins de six personnes sur dix à le penser (51 % pour ce groupe en France, 58 % en Allemagne).

On retrouve cette même polarisation en Allemagne en ce qui concerne les thématiques sociopolitiques. 29 % des jeunes issus des catégories modestes considèrent que la pauvreté est un problème important, contre seulement 18 % de ceux qui appartiennent aux catégories aisées. En revanche, 34 % des jeunes issus des catégories aisées répondent que le clivage de la société est un thème préoccupant, contre seulement 20 % de ceux issus des catégories modestes.

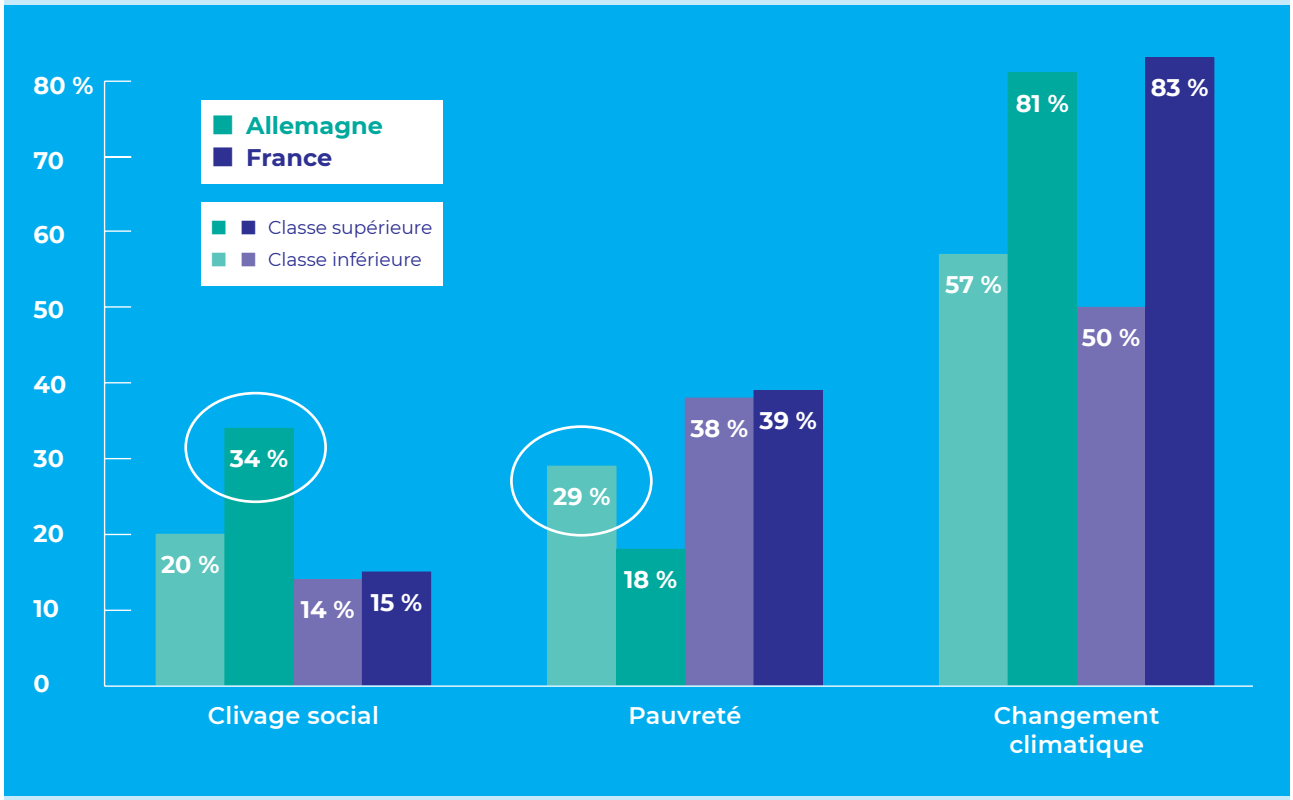
La comparaison avec la France donne des résultats notables : comme en Allemagne, les opinions divergent sur la question climatique en France, alors que ces divergences n'apparaissent ni au regard des questions sur les problématiques sociopolitiques, ni par rapport à la question de la cohésion sociale. En ce qui concerne le thème de la pauvreté et du clivage de la société, le nombre de jeunes en France qui considèrent ces thématiques comme étant de grands problèmes est approximativement identique chez les catégories modestes et aisées. Par voie de conséquence, la perception des problématiques sociopolitiques est plus équilibrée et moins polarisée qu'en Allemagne où les jeunes évaluent la pauvreté et la cohésion sociale de manière divergente, comme c'est le cas pour le thème principal du changement climatique.

---

9. Eurobaromètre spécial 467 (2017), *Future of Europe – Social issues*, octobre 2017.
10. Les classes sociales d'origine des jeunes sont représentées sur la base d'un indice. Cet indice de la classe sociale s'appuie sur deux dimensions : le niveau d'éducation de la famille d'origine ainsi que les ressources matérielles.
Le niveau d'éducation de la famille est défini à partir des indicateurs « diplôme le plus élevé du père/de la mère » et « fréquence à laquelle les parents lisaient des livres aux enfants ». Les ressources matérielles sont déterminées sur la base de l'auto-évaluation donnée par les jeunes à la question « comment qualifieriez-vous votre propre situation financière ? » ainsi que le type de logement des parents, « propriétaires » ou « locataires ».
Le nombre de points des variables est ensuite additionné. La somme ainsi obtenue peut atteindre entre 3 et 14 points. Pour obtenir l'indice de la classe sociale, cinq groupes ont été formés en fonction des points obtenus.

Figure 3

Positionnement vis-à-vis du changement climatique, de la pauvreté et de la cohésion sociale comme plus grands défis de notre temps, par origine sociale (en pourcentage)

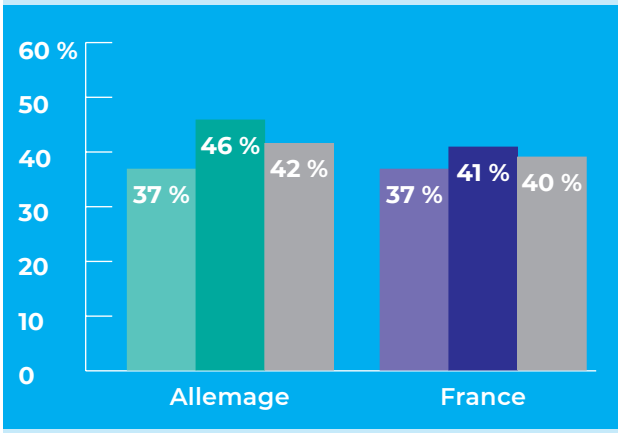


Source : OFAJ, Étude sur la jeunesse à l'occasion des 60 ans du traité de l'Élysée, novembre 2022.

On retrouve ce schéma de perception asymétrique sur la question des raisons de l'exclusion sociale *(voir figure 4)*. En France, 40 % des jeunes estiment que l'origine sociale est une source de discrimination. Une part tout aussi élevée (42 %) partage cet avis en Allemagne. Or, l'analyse des réponses en fonction des catégories sociales dépeint à nouveau une perception très différenciée de cette thématique en Allemagne, et des opinions plus homogènes en France. En Allemagne, 37 % des jeunes issus des catégories modestes pensent que l'origine sociale est un obstacle à l'intégration sociale, contre 46 % chez les jeunes des catégories aisées. En France, les opinions ne divergent pas autant : 37 % des modestes et 41 % des aisés considèrent que l'origine sociale est une cause d'exclusion. De nouveau, la perception des réalités sociales en France diffère moins en fonction de l'appartenance à une classe sociale, tandis qu'on obverse en Allemagne une plus grande polarisation, avec une perception plus forte des inégalités du côté des jeunes aisés.

Graphique 4

L'origine sociale comme source d'exclusion sociale, réponses en fonction de la classe sociale (en pourcentage)



Source : OFAJ, Étude sur la jeunesse à l'occasion des 60 ans du traité de l'Élysée, novembre 2022.[11]

Classe inférieure
Classe supérieure
Moyenne

11. La question 32 de l'enquête de l'OFAJ a pour intitulé : « Certains groupes sont socialement exclus en France. Quelles sont les raisons de ces exclusions selon vous ? » Choisissez 3 réponses l'une après l'autre en commençant par la raison qui, selon vous, est la plus souvent à l'origine d'exclusion en France. Puis la deuxième et la troisième ? L'âge/L'origine ethnique/Le genre/Les capacités physiques et mentales/La religion et les convictions/L'orientation et/ou l'identité sexuelle/L'origine sociale/Rien de tout cela.

Se montrer solidaire : une mission de l'État?

Au vu de la sensibilité aiguë qu'ont les jeunes en Allemagne et en France au regard des motifs de discrimination sociale et des tensions sociales, on pourrait s'attendre à ce que l'idée de solidarité soit également au premier plan chez eux. Cependant, l'étude sur la jeunesse menée par le Parlement européen montre que ce n'est pas le cas, ni pour la France ni pour l'Allemagne. Seuls 14 % des jeunes des deux pays considèrent que l'idée de « se montrer solidaire vis-à-vis de tous ceux qui vont mal » est extrêmement importante pour être un bon citoyen. Si ces résultats ne sont que légèrement inférieurs à la moyenne européenne (18 %) et ils se situent nettement en deçà de ceux obtenus par exemple en Bulgarie (39 %), Roumanie (36 %) ou au Portugal (33 %). [12]

On pourrait voir une possible explication dans le fait que les jeunes en Allemagne et en France considèrent que la solidarité envers les personnes socialement défavorisées est principalement une mission qui échoit à l'État. En France, par exemple, où l'idée de fraternité est inscrite dans les valeurs fondamentales de la République et de la société française, 48 % des moins de 25 ans sont d'avis que l'État ne fait pas assez pour les personnes pauvres. 35 % pensent que les moyens et les efforts déployés sont adaptés, contre seulement 16 % qui pensent que l'État dépense trop pour ce groupe social. La situation est à peu près identique en Allemagne, où l'article 20, paragraphe 1, de la Loi fondamentale définit la République fédérale d'Allemagne comme un État fédéral social, et l'article 28, paragraphe 1, approfondit cette idée en parlant d'un État de droit social. Ces deux articles forment le fondement juridique du principe d'État social qui oblige à assurer l'équilibre et l'égalité sociale.

Une plus grande confiance dans l'État-providence que dans la politique

Dans les deux pays et avec cet ordre des priorités, les jeunes expriment clairement qu'ils souhaitent que les débats sur le développement durable et la protection de l'environnement soient mieux pris en compte sans que les préoccupations classiques relatives aux thématiques sociopolitiques et économiques ne soient oubliées. Dans ce contexte, il est intéressant de se pencher sur la perception de l'efficacité des instances de l'État-providence. La confiance dans les institutions constitue un bon indice de satisfaction vis-à-vis de leur action. 47 % des jeunes en Allemagne et 50 % des jeunes en France font confiance au système de santé de leur pays. 45 % des 16-25 ans en Allemagne accordent leur confiance au système scolaire et éducatif de leur pays, contre seulement 28 % des jeunes en France, ce qui représente un écart très net. [13]

En France, les réformes controversées du système scolaire et universitaire qui ont été introduites ces dernières années, le manque d'alignement des offres de formation sur les besoins du marché du travail ainsi que l'augmentation des inégalités sociales peuvent expliquer cette attitude critique. Rappelons aussi qu'en France, le taux de chômage des jeunes (qui touche également les jeunes diplômés) est presque deux fois plus élevé qu'en Allemagne.

12. European Parliament Youth Survey (2021). *Flash Eurobarometer*, septembre 2021.

13. Pour une vue plus détaillée des résultats de l'étude de l'OFAJ relatifs au système scolaire et éducatif, *voir Galland, O. (2023). « Des rapports différents à l'école en France et en Allemagne »*.

Dans les deux pays, la confiance des jeunes dans les institutions dépend dans une très large mesure de leur origine sociale. En Allemagne comme en France, les jeunes issus des catégories modestes sont peu nombreux à faire confiance au système de santé (34 % et 36 %, *voir figure 5*), tandis que les jeunes aisés lui accordent une confiance nettement plus importante (65 % et 69 %). Point intéressant, en Allemagne, on observe cette asymétrie de perception aussi à propos de la confiance dans le système scolaire et éducatif, alors qu'en France, les jeunes évaluent de façon critique cette institution indépendamment de leur origine sociale: seuls 22 % des catégories modestes et 28 % des jeunes aisés font confiance au système scolaire et éducatif *(voir figure 6)*.

Figure 5
Confiance accordée au système de santé

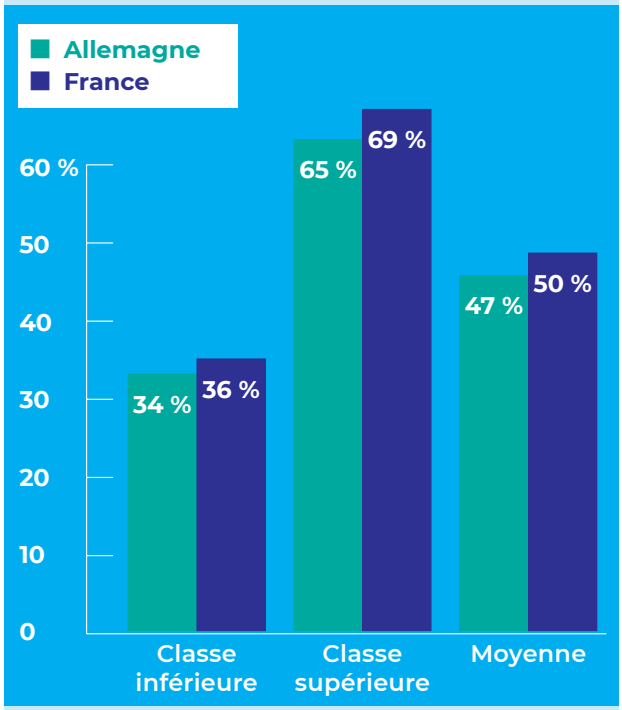
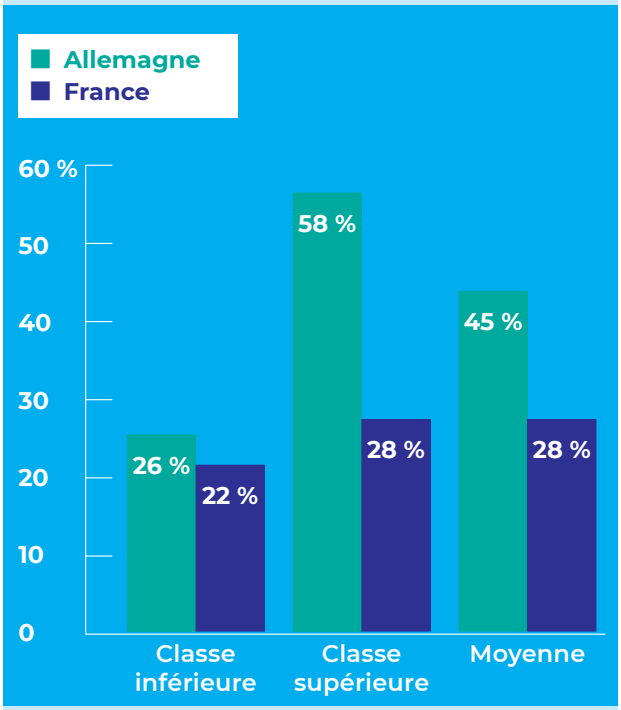


Figure 6
Confiance accordée au système scolaire



Source: OFAJ, Étude sur la jeunesse à l'occasion des 60 ans du traité de l'Élysée, novembre 2022. [14]

14. La question 29 de l'enquête de l'OFAJ a pour intitulé: «Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants?» 1 signifie que vous n'avez pas du tout confiance et 5 que vous avez tout à fait confiance. En plus: «Ne sait pas» comme possibilité de réponse. Les partis politiques/La justice, c'est-à-dire les tribunaux/La police/L'armée française/Le système de santé/Le Gouvernement/L'Assemblée nationale/Les institutions européennes/Le système scolaire/L'OTAN.

Il est également frappant de constater que la confiance générale dans les institutions de l'État-providence (le système de santé, l'école et, plus largement, la justice, qui incarne l'idée de justice), ne se traduit pas par une attitude positive à l'égard des institutions politiques. Les jeunes semblent opérer une distinction claire entre l'État-providence et les institutions politiques. Ainsi, dans les deux pays, moins de trois jeunes sur dix font confiance au gouvernement national (23 % en Allemagne, 21 % en France), au parlement (22 % contre 26 %) ou aux partis politiques (16 % contre 19 %), qui sont en queue de peloton et en qui on a le moins confiance.

Des avis plutôt réservés sur l'harmonisation européenne

La coopération franco-allemande est perçue de manière aussi positive que les institutions de l'État-providence. Dû à l'actualité, la thématique de la paix se trouve en tête des domaines politiques pour lesquels les jeunes jugent la coopération importante (avec un peu moins de six personnes interrogées sur dix dans les deux pays). Puis suivent la protection du climat (47 % en Allemagne, 50 % en France) et la prospérité économique (51 % et 50 %) qui semble être considérée comme moteur d'ascension sociale.[15]

Malgré cette évaluation positive concernant l'ensemble de la coopération franco-allemande et malgré le souhait de voir cette coopération s'intensifier à l'avenir, les avis sont plus partagés lorsqu'il est question d'harmoniser les politiques de protection sociale au niveau supranational. En Allemagne comme en France, la part des 15-24 ans qui se prononcent en faveur d'une harmonisation des acquis sociaux au niveau européen est inférieure à la moyenne européenne. Seulement un peu plus de la moitié de jeunes (55 % en Allemagne et 61 % en France) se prononcent en faveur d'une harmonisation à grande échelle des systèmes de protection sociale au niveau européen.[16]

La moyenne européenne (EU-27) s'élève à pas moins de 67 %. A cet égard, les propositions d'harmonisation de la protection sociale rencontrent dans les États du sud de l'Europe une forte approbation : 77 % des jeunes en Grèce, 76 % en Espagne, au Portugal et en Italie ainsi que 72 % à Chypre y sont favorables, probablement parce les systèmes de protection sociale nationaux sont comme étant moins efficaces et qu'une harmonisation à l'échelle européenne nivellerait les systèmes nationaux vers le haut. A l'inverse, les jeunes allemands et français craignent probablement un nivellement vers le bas sous la forme d'un éventuel démantèlement social, ce qui expliquerait leur réticence sur cette question.

15. La question 34 de l'enquête de l'OFAJ a pour intitulé : « Selon vous, quelle est l'importance de la coopération franco-allemande en Europe sur chacun des domaines suivants ? » 1 signifie qu'elle est pas du tout importante et 5 qu'elle est très importante. En plus : « Ne sait pas » comme possibilité de réponse. Pour la paix en Europe/Pour la prospérité économique/Pour la protection du climat/Pour l'avenir de l'UE/Pour la protection des frontières extérieures.
16. European Parliament Youth Survey (2021). *Flash Eurobarometer*, septembre 2021.

Socio-économie

L'impact des ressources financières sur la qualité de vie et l'optimisme des jeunes et jeunes adultes

Sabine Walper & Julia Reim

Le degré de satisfaction et d'optimisme des jeunes en France et en Allemagne vis-à-vis de leur situation personnelle et des évolutions sociales dépend essentiellement de leur situation financière. D'autres facteurs qui ont pu, dans d'autres enquêtes, avoir une grande importance tels que le niveau d'éducation des parents, la structure familiale et l'origine migratoire, jouent ici un rôle très faible, comparé à celui de la situation financière. Il s'agit là du constat le plus étonnant, et, d'un point de vue socioéconomique, le plus important de l'enquête sur la jeunesse réalisée par l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ), qui a eu lieu dans le cadre des 60 ans de la signature du Traité de l'Élysée.

Les ressources socioéconomiques comme l'éducation et les revenus élargissent les marges d'action et sont les piliers d'une vie épanouie, saine et de la participation sociale. De faibles ressources socioéconomiques, et en particulier la pauvreté, représentent en revanche des facteurs de risque bien connus de détérioration de la qualité de vie, de la santé et du bien-être des jeunes et de leurs familles.[1] Au cours de la période de la «jeunesse», les personnes sont plus souvent menacées de pauvreté que les adultes. Même les pays dotés d'un système social bien développé ne réussissent que de manière limitée à endiguer le fort risque de pauvreté qui menace les enfants et les jeunes, par rapport à d'autres groupes d'âge. En outre, on constate que les jeunes vivant pourtant dans des pays plus aisés envisagent l'avenir avec moins d'optimisme et pensent plus rarement que la situation matérielle et financière des enfants dans leur pays sera un jour meilleure que celle de leurs parents.[2]

Dans le cadre de l'enquête de l'OFAJ, 3 078 jeunes et jeunes adultes âgés de 16 jusqu'à 25 ans ont été interrogés en octobre 2022, en France et en Allemagne. En ce qui concerne la composition des groupes de chaque pays, les personnes interrogées ne se distinguent pas en termes de sexe et de contexte migratoire, mais dans d'autres domaines. En France, elles sont en moyenne plus jeunes de quatre mois que les personnes interrogées en Allemagne, sont cependant moins souvent scolarisées et le double y est au chômage. Leurs parents sont plus souvent séparés et ils évaluent leur situation financière comme étant moins bonne que les jeunes en Allemagne. L'une des grandes distinctions repose dans le niveau d'éducation et de diplômes des parents. En France, ils sont plus nombreux à posséder le bac ou niveau bac, dû au fait qu'en France, le système scolaire permet d'obtenir un plus grand nombre de diplômes équivalents au bac.

Qualité de vie et optimisme en Allemagne et en France

Le Tableau 1 reflète les moyennes calculées à partir des réponses concernant le degré de satisfaction et d'optimisme, dans la comparaison avec l'autre pays. Dans les deux pays, la satisfaction est similaire dans la plupart des aspects relatifs à la situation personnelle. On retrouve en première position du classement la satisfaction vis-à-vis de la famille, suivie des conditions de logement et du cercle d'amies et amis, tandis que les jeunes interrogés se montrent moins satisfaits en ce qui concerne leurs perspectives professionnelles, leur situation à l'école, à l'université ou au travail ainsi que leurs possibilités de participer à la vie politique. Ce dernier résultat est plus prononcé en France où les possibilités de participer à la vie politique sont jugées de manière nettement plus négative qu'en Allemagne, alors que les possibilités d'organiser ses temps libres obtiennent de meilleurs résultats en France qu'en Allemagne. Au total, comparé à la moyenne de toutes les rubriques, la satisfaction des jeunes ne se différencie pas de la satisfaction que les jeunes éprouvent vis-à-vis des différents aspects de leur situation personnelles ici objets de l'enquête.

1. Bradshaw, J. (2002). *Child poverty and child outcomes. Children & Society,* 16(2), 131-140, & Walper, S., & Fiedrich, S. (2017). Impact of the Recession on family dynamics and youth well-being: Findings from the German Family Panel pairfam. In I. Schoon & J. Bynner (Eds.), *Young People's Development and the Great Recession: Uncertain Transitions and Precarious Futures* (pp. 269-296). Cambridge University Press.
2. UNICEF. (2021). *The Changing Childhood Project.* UNICEF. https://www.unicef.org/globalinsight/media/2266/file/UNICEF-Global-Insight-Gallup-Changing-Childhood-Survey-Report-English-2021.pdf.

Au niveau des attentes vis-à-vis des évolutions sociales de ces cinq prochaines années, les rubriques inspirant le plus d'optimisme sont la coopération franco-allemande et la solidarité entre les pays en Europe, tandis que les perspectives d'évolution des prix sont envisagées avec le plus grand degré de pessimisme, en particulier en France. En effet, les jeunes en Allemagne sont plus optimistes en ce qui concerne l'évolution des prix de l'énergie et de l'alimentation, ainsi que la protection climatique et la situation de l'emploi. Cela se reflète dans la perspective en général plus optimiste des jeunes interrogés en Allemagne.

Tableau 1
Satisfaction envers la situation personnelle et optimisme vis-à-vis des évolutions sociales des prochaines cinq années, comparaison entre la France et l'Allemagne

Satisfaction envers la situation personnelle	**Allemagne % / M (SD)** (n = 1527)	**France % / M (SD)** (n = 1551)	**Signification statistique des différences** (p)	**Total % / M (SD)** (N = 3078)
Total	3,49 (0,85)	3,49 (0,81)		3,49 (0,83)
Famille	3,80 (1,32)	3,82 (1,27)		3,81 (1,29)
Conditions de logement	3,55 (1,26)	3,63 (1,27)		3,59 (1,26)
Cercle d'amies et amis	3,53 (1,35)	3,60 (1,36)		3,57 (1,35)
Possibilités d'organiser individuellement le temps libre	3,48 (1,20)	3,63 (1,27)	< .01	3,56 (1,24)
Liberté de décision de vie	3,54 (1,18)	3,51 (1,34)		3,52 (1,26)
Perspectives professionnelles	3,41 (1,19)	3,40 (1,23)		3,40 (1,21)
École, université ou travail	3,36 (1,25)	3,29 (1,30)		3,33 (1,28)
Possibilités de participer à la vie politique	3,18 (1,16)	2,94 (1,31)	< .001	3,06 (1,24)
Optimisme ou évolution				
Total	2,80 (0,70)	2,71 (0,78)	< .01	2,75 (0,74)
Coopération entre la France et l'Allemagne	3,46 (1,03)	3,44 (1,13)		3,45 (1,08)
Solidarité entre les pays en Europe	3,24 (1,09)	3,17 (1,15)	< .01	3,20 (1,12)
Situation de l'emploi	3,00 (1,04)	2,79 (1,18)	< .001	2,90 (1,12)
Paix en Ukraine	2,76 (1,20)	2,71 (1,27)		2,73 (1,23)
Protection du climat	2,69 (1,11)	2,56 (1,18)		2,62 (1,15)
Cohésion sociale	2,63 (1,08)	2,61 (1,15)		2,62 (1,11)
Évolution des prix de l'énergie	2,34 (1,18)	2,24 (1,26)	< .05	2,29 (1,22)
Évolution des prix de l'alimentation	2,34 (1,18)	2,23 (1,26)	< .05	2,28 (1,22)

Remarque : Les questions de l'enquête sur la satisfaction vis-à-vis de la situation personnelle et l'optimisme relatif à l'évolution des prochaines cinq années ont été formulées avec une possibilité de réponse par échelle de cinq niveaux. Plus le chiffre était élevé et plus l'évaluation était positive. Consistance interne de l'échelle combinée de la satisfaction selon l'alpha de Cronbach = .81 ; alpha de Cronbach pour l'échelle combinée de l'optimisme = .79.
M = moyenne, SD = écart-type, p = signification statistique des différences, n = taille de l'échantillon, N = nombre total

Étant donné que les évaluations individuelles concernant la satisfaction dans ses différents aspects reflètent un facteur commun, nous nous concentrerons dans ce qui suit sur la moyenne calculée à partir de toutes les rubriques de la question («satisfaction vis-à-vis de la situation personnelle»). Nous procéderons de même avec l'optimisme dont nous utiliserons également la moyenne («optimisme»). Dans les deux pays, on constate que la situation financière personnelle a une relation modérée (mais statistiquement très pertinente) avec la satisfaction des personnes interrogées *(voir figure 1)* et avec l'optimisme social *(figure 2)*: lorsque leur situation financière est bonne, les jeunes sont d'autant plus satisfaits de leur vie et plus optimistes quant aux évolutions sociales de ces prochaines cinq années.[3]

3. Exprimé sous forme de corrélation, le rapport entre la situation financière et la satisfaction est en Allemagne de: r = .23 et pour la France: r = .34 (avec p < .001) et le rapport entre la situation financière et l'optimisme social en Allemagne: r = .27 et pour la France: r = .34 (avec p < .001).

Figure 1
Satisfaction vis-à-vis de la situation personnelle en fonction de la situation financière

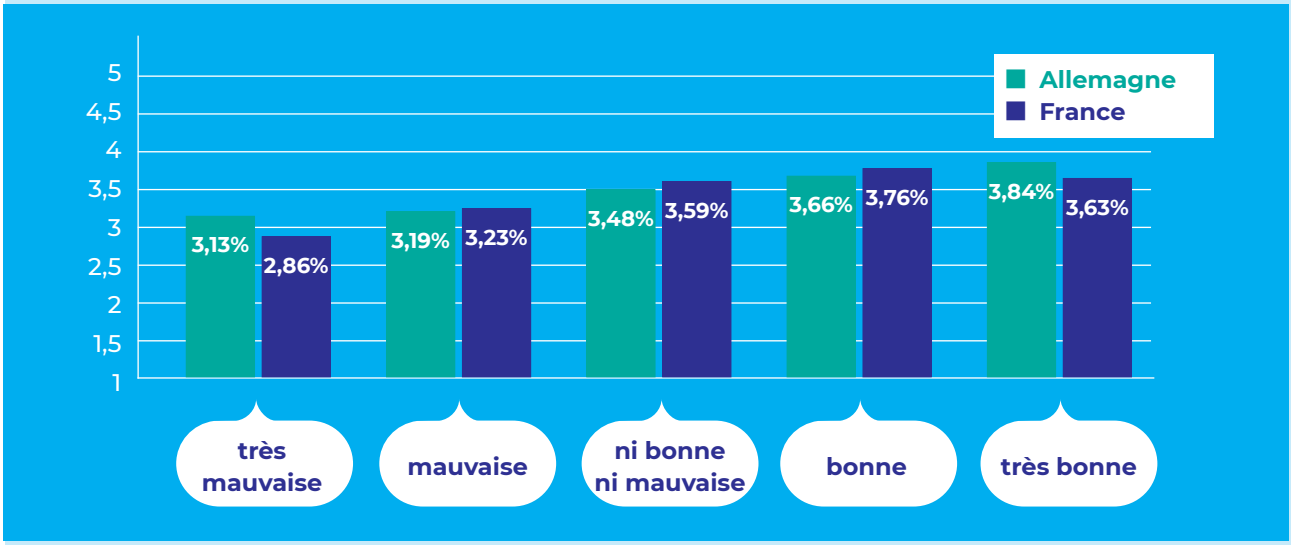
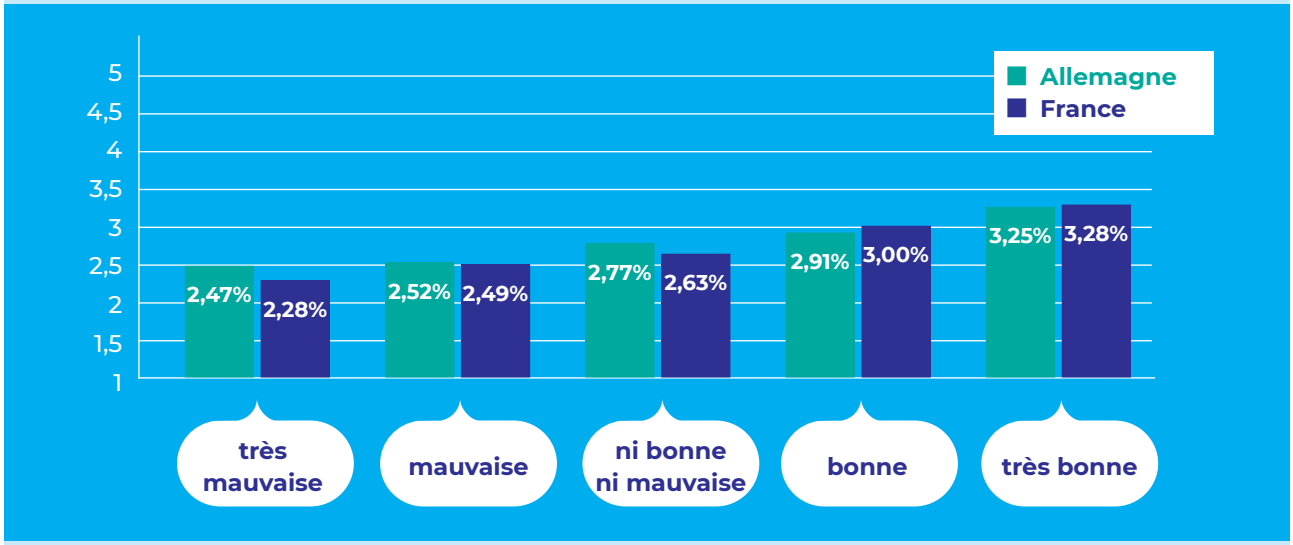


Figure 2
Optimisme en Allemagne et en France en fonction de la situation financière



La faible influence des facteurs sociaux

Quel rôle jouent les facteurs qui peuvent accabler la situation personnelle des jeunes et jeunes adultes dans leur degré de satisfaction et d'optimisme ? Nous avons tout particulièrement tenu compte dans notre analyse des facteurs qui peuvent aggraver le risque de pauvreté. Ainsi, une origine migratoire peut constituer un facteur à risque non seulement pour la pauvreté de revenus, mais aussi avoir une incidence sur le fait que les jeunes quittent l'école sans diplôme et rencontrent plus de difficultés au moment de trouver une formation ou un emploi. [4] Les facteurs de risque comme le fait de grandir auprès d'un parent isolé ou auprès de parents ayant un faible niveau d'éducation augmentent la probabilité de privation économique et influent négativement sur le bien-être des jeunes. [5] De plus, nous avons également pris en considération les questions telles que l'origine sociale et des aspects tels que les différences d'âge et de sexe.

Le Tableau 2 donne une représentation des résultats de l'analyse de régression multiple que nous avons réalisée pour les deux pays ensemble ainsi que chaque pays séparément, et qui sont affichés dans les trois colonnes de gauche pour la satisfaction, et dans celles de droite pour l'optimisme.

Les résultats que nous avons établis sont étonnants tant ils sont clairs : on voit se confirmer l'hypothèse que la situation financière des jeunes dans les deux pays constitue le facteur essentiel aussi bien sur le plan de la satisfaction que de l'optimisme, même lorsque l'éducation des parents, l'origine migratoire, la structure familiale et d'autres éléments encore sont pris en compte. De plus, on s'aperçoit que l'avantage de l'Allemagne en termes d'optimisme des jeunes évoqué plus tôt s'amenuise lorsqu'on tient compte de la situation financière plus favorable des jeunes en Allemagne.

Parmi les autres facteurs, aucun ne possède un effet si continu sur la satisfaction et l'optimisme, ce qui vient confirmer leur « portée » plus limitée. De même, les effets communs aux deux pays s'avèrent plutôt rares : faisant écho à d'autres résultats qui montrent que les hommes sont plus optimistes vis-à-vis des évolutions économiques et autres, [6] les jeunes femmes interrogées dans notre étude envisagent l'avenir avec moins d'optimisme que les hommes, que ce soit en France ou en Allemagne. Le fait que dans les deux pays, les jeunes sont plus satisfaits de leur situation lorsque leurs parents vivent ensemble vient confirmer les effets consistants de la séparation des parents dans les autres pays européens. [7]

On retrouve en France d'autres corrélations, certes faibles mais statistiquement significatives, au niveau d'autres facteurs : c'est seulement en France que les jeunes issus de l'immigration sont en désavantage en ce qui concerne la satisfaction de leur situation personnelle, tandis qu'un plus haut degré d'éducation des parents et la possession d'un diplôme semblent apporter un avantage. Au niveau des évolutions sociales, en France, les jeunes plus âgés sont plus optimistes que les moins âgés et, comparés aux jeunes encore scolarisés, ceux suivant une formation sont plus optimistes, tandis que les jeunes actifs sur le marché du travail, mais aussi au chômage, sont moins optimistes. Cependant, ces différences restent, dans la comparaison avec les chiffres en Allemagne, relativement faibles et ne doivent pas être surinterprétées. Ce qui est important de retenir ici est que l'élément le plus significatif pour la satisfaction et l'optimisme et qui conserve son rôle sur toute la période est la situation financière des jeunes.

4. Bundesministerium für Arbeit und Soziales (BMAS) (2021). Lebenslagen in Deutschland. *Der sechste Armuts- und Reichtumsbericht der Bundesregierung*.
5. Amato, P. R. (2010). Research on divorce: Continuing trends and new developments. *Journal of Marriage and Family,* 72(3), 650-666.
6. Jacobsen, B., Lee, J. B., Marquering, W., & Zhang, C. Y. (2014). Gender differences in optimism and asset allocation. *Journal of Economic Behavior & Organization,* 107, 630-651.
7. Amato, P. R. (2014). The consequences of divorce for adults and children: an update. *Drustvena istrazivanja: Journal for General Social Issues,* 23(1), 5-24.

Tableau 2

Prédicteurs de la satisfaction et de l'optimisme : coefficients de régression standardisés

Prédicteurs	Satisfaction			Optimisme		
	Total	**Alle-magne**	**France**	**Total**	**Alle-magne**	**France**
Pays France (référence : Allemagne)	.020	--	--		-.012	--
Âge	.032	.061	.010	.033	-.032	**.082****
Sexe : féminin (référence : masculin)	.024	.024	.024	**-.148*****	**-.167*****	**-.132*****
Sexe : divers (référence : masculin)	-.007	.013	-.031	**-.036***	-.044	-.030
Parents vivent ensemble	**.104*****	**.148*****	**.056***	.025	.041	.014
Origine migratoire	**-.053****	-.046	**-.054***	.026	.017	.034
Niveau éducatif élevé au moins un parent	.036	-.005	**.094*****	.027	.012	.045
Activité professionnelle (référence : école)	-.031	-.060	-.014	**-.072****	-.050	**-.086***
Formation profession-nelle (référence : école)	-.028	-.026	-.038	.034	.005	**.061***
Études (référence : école)	**.047***	.007	**.077***	-.031	-.015	-.034
Chômage (référence : école)	-.018	-.041	.002	**-.041***	.000	**-.061***
Autres activités (référence : école)	.013	-.008	.037	.007	.018	.006
Situation financière	**.277*****	**.215*****	**.335*****	**.317*****	**.303*****	**.323*****
Correction R^2	.104	.072	.147	.146	.135	.154

Remarque : coefficients de régression standardisés ; signification statistique : * p < .05, ** p < .01, *** p < 001

Les conséquences de la pauvreté

La lutte contre la pauvreté constitue un objectif essentiel du développement durable[8] et, par conséquent, la pauvreté, en particulier la pauvreté relative des revenus,[9] représente le thème le plus étudié de la recherche sur les conditions économiques de vie des jeunes. Avec près de 25 %, le groupe des 18-25 ans est le groupe le plus touché par le risque de pauvreté de revenus en France et en Allemagne.[10] Une partie de ces jeunes touchés par la pauvreté se compose d'étudiantes et étudiants et de jeunes suivant une formation. Cependant, la plus grande partie se compose de jeunes et jeunes adultes issus de classes sociales inférieures et qui sont touchés par le chômage, manquent de qualification et exercent des activités professionnelles précaires.[11]

La pauvreté et la précarité financière conduisent à d'autres désavantages dans de larges domaines de la vie quotidienne et du développement des enfants, jeunes et adultes. En sont touchés le climat familial et la relation parents-enfants,[12] mais aussi la vie sociale extrafamiliale des jeunes. En effet, le statut social joue un rôle non négligeable dans l'appartenance à des groupes de jeunes du même âge.[13] La privation économique limite la participation aux offres culturelles et aux activités de loisirs, ce qui signifie que les enfants défavorisés ont de moindres chances de participer à des activités avec des pairs. Ils sont moins souvent membre d'une association que d'autres enfants disposant d'une meilleure situation financière,[14] leur cercle d'amies et amis est plus réduit, ils sont moins satisfaits de leurs relations amicales et se sentent plus souvent exclus par d'autres enfants.[15] On en conclut que la pauvreté augmente le risque d'exclusion sociale, et c'est principalement le statut vis-à-vis des pairs qui détermine le sentiment de bien-être ou de dépression auprès des enfants et des jeunes.[16]

De même, la pauvreté a également un effet défavorable sur les résultats scolaires et les opportunités professionnelles des jeunes. Le manque de ressources socioéconomiques est souvent synonyme d'un environnement moins stimulant pour les enfants, si bien que les résultats scolaires et le niveau des diplômes restent inférieurs à ceux des jeunes du même âge issus de familles plus aisées.[17] L'intérêt professionnel ainsi que la capacité d'adaptation lors de la transition entre la formation et l'emploi sont également plus élevés chez les jeunes ayant des ressources socioéconomiques plus importantes.[18]

Pour finir, la situation financière est tout aussi pertinente pour la santé physique et psychique,[19] ce en quoi, même si les inconvénients liés à la pauvreté sont nettement visibles en comparaison avec les ménages à forts revenus, ils sont déjà perceptibles vis-à-vis des ménages à revenus moyens.[20] Cela montre qu'il est essentiel de prendre en considération le spectre complet des situations financières de toutes les périodes de la vie.

La fermeture des établissements scolaires pendant la pandémie de COVID-19 est venue aggraver les inégalités au niveau de l'éducation et des revenus.[21] De plus, le contexte du changement climatique, de la guerre et de l'inflation conduit à ce que les jeunes envisagent l'avenir avec beaucoup moins de confiance. Cependant, les facteurs les plus décisifs ne sont pas uniquement basés sur les changements au niveau global, mais aussi sur l'expérience personnelle de la pauvreté et le manque de ressources.[22]

---

8. United Nations (UN) (2015). *Transforming our world: the 2023 Agenda for Sustainable Development.* A/RES/70/1. New York.
9. On parle de pauvreté relative des revenus lorsque le revenu équivalent par tête d'un ménage est inférieur à 60 % du revenu médian d'un pays (risque de pauvreté).
10. Informations concernant la France, *voir : https://breakpoverty.com/en/poverty-rates-in-france/* Informations concernant l'Allemagne, voir: *Statistisches Bundesamt, office fédéral des statistiques (Destatis) 2021. Armutsgefährdungsquote nach soziodemografischen Merkmalen in % gemessen am Bundesmedian. Verfügbar unter https://www.statistikportal.de/de/sbe/ergebnisse/einkommen-armutsgefaehrdung-und-soziale-lebensbedingungen/armutsgefaehrdung-und-4 [14.12.2022].*
11. Groh-Samberg, O. (2018). Armut von Jugendlichen und jungen Erwachsenen. In P. Böhnke, J. Dittmann, & J. Goebel (Eds.), *Handbuch Armut. Ursachen, Trends, Maßnahmen* (pp. 120-130). Verlag Barbara Budrich.
12. Conger, R. D., Conger, K. J., & Martin, M. J. (2010). Socioeconomic status, family processes, and individual development. *Journal of Marriage and Family,* 72(3), 685-704, & Walper, S., & Fiedrich, S. (2017). Impact of the Recession on family dynamics and youth well-being: Findings from the German Family Panel pairfam. In I. Schoon & J. Bynner (Eds.), *Young People's Development and the Great Recession: Uncertain Transitions and Precarious Futures* (pp. 269-296). Cambridge University Press.
13. Apel, P., Bonin, H., Holz, G., Lenze, A., Borkwoski, S., Wrase, M. (2017). *Wirksame Wege zur Verbesserung der Teilhabe- und Verwirklichungschancen von Kindern aus Familien in prekären Lebenslagen.* Berlin.
14. Leven, I., & Schneekloth, U. (2010). *Die Freizeit: Sozial getrennte Kinderwelten.* World Vision Deutschland eV, Hrsg. Kinder in Deutschland, 2, 95-140.
15. Hjalmarsson, S. (2018). Poor kids? Economic resources and adverse peer relations in a nationally representative sample of Swedish adolescents. *Journal of Youth and Adolescence,* 47(1), 88-104.
16. Sweeting, H., & Hunt, K. (2014). Adolescent socio-economic and school-based social status, health and well-being. *Social Science & Medicine,* 121, 39-47.
17. Blums, A., Belsky, J., Grimm, K., & Chen, Z. (2017). Building Links Between Early Socioeconomic Status, Cognitive Ability, and Math and Science Achievement. *Journal of Cognition and Development,* 18(1), 16-40.
18. Blustein, D. L., Chaves, A. P., Diemer, M. A., Gallagher, L. A., Marshall, K. G., Sirin, S., & Bhati, K. S. (2002). Voices of the forgotten half: The role of social class in the school-to-work transition. *Journal of Counseling Psychology*, 49(3), 311
19. Wickham, S., Whitehead, M., Taylor-Robinson, D., & Barr, B. (2017). The effect of a transition into poverty on child and maternal mental health: a longitudinal analysis of the UK Millennium Cohort Study. *The Lancet Public Health,* 2(3), e141-e148.
20. Lampert, T., & Kuntz, B. (2019). Auswirkungen von Armut auf den Gesundheitszustand und das Gesundheitsverhalten von Kindern und Jugendlichen. *Bundesgesundheitsblatt-Gesundheitsforschung-Gesundheitsschutz,* 62(10), 1263-1274.
21. Bundesministerium für Arbeit und Soziales (BMAS) (2021). Lebenslagen in Deutschland. *Der sechste Armuts- und Reichtumsbericht der Bundesregierung.*
22. Hao, Y. H., Evans, G. W., & Farah, M. (2022). *Poverty and pessimism: relations of attributional style to childhood socioeconomic status, adverse experience and mental health.* PsyArXiv, https://psyarxiv.com/b2x59/download?format=pdf

Conclusion : donner la priorité absolue à la lutte contre la pauvreté

L'enquête sur la jeunesse de l'OFAJ vient ainsi confirmer pour la France et l'Allemagne que les jeunes éprouvent une plus grande satisfaction et un plus grand optimisme lorsque leur situation financière est meilleure. D'autres études, cependant, ont aussi mis en valeur que certains facteurs contextuels comme le niveau d'éducation des parents, la structure familiale et l'origine migratoire impactent également sur la situation financière et le bien-être individuel. Toutefois, l'analyse de données que nous avons réalisée à partir des résultats de l'enquête montre que dans les deux pays, les ressources financières des jeunes constituent un important facteur indépendant qui exerce une très grande influence sur la qualité de vie dans de nombreux domaines de la vie sociale, éducative, professionnelle et même publique, et s'avèrent même être le facteur le plus nettement significatif, comparé aux autres analysés ici.

Ce qui mérite ici d'être souligné, c'est que cela ne s'applique pas uniquement à la satisfaction personnelle, mais aussi à l'optimisme relatif aux évolutions sociales qui augmente également lorsque la situation financière est meilleure. Cela montre donc que les ressources financières individuelles impactent également sur la perspective que l'on porte sur les processus sociaux et qu'elles viennent conforter la confiance envers les évolutions positives. L'un des objectifs principaux de la politique devrait donc être d'agir pour accroître la confiance des jeunes financièrement défavorisés.

Géopolitique

Les jeunes en France et en Allemagne et la géopolitique

Frédéric Charillon

Soixante ans après la signature du traité de l'Élysée, plus de trente ans après la fin de la guerre froide, plus de deux décennies après les attentats du 11 septembre 2001, six ou sept ans après les attentats de 2015-2016 en France[1] et en Allemagne[2], aujourd'hui en pleine guerre en Ukraine, quel est le rapport des jeunes en France et en Allemagne à l'international ? Dans cette étude, quelques questions portent explicitement sur des enjeux géopolitiques. Tant d'autres les sous-tendent en réalité. À la fin, se dessinent par petites touches les priorités à explorer ensemble pour que cette nouvelle génération franco-allemande établisse, unie, un agenda de priorités communes pour l'avenir. Et pour que, en cette décennie 2020 qui s'annonce particulièrement périlleuse, les deux pays, symbole d'une réconciliation réussie après autant de désastres, défendent leurs valeurs communes dans un monde bien incertain.

Des deux côtés du Rhin, à première vue, plusieurs impressions apparaissent à qui enseigne les relations internationales, ou discute avec des étudiants lors de conférences sur des sujets diplomatiques, stratégiques ou de défense, et avec elles autant d'interrogations. Les étudiantes et étudiants, de France ou d'Allemagne, sont nombreux à s'intéresser au monde, à vouloir voyager, à aspirer à des carrières internationales publiques dans la diplomatie, les organisations internationales, etc., ou privées (entreprises, ONG, etc.). En France, les masters de relations internationales ou sur les questions de défense ont du succès, autant que les revues et magazines, de plus en plus nombreux, qui traitent de ces sujets (*Courrier international, Diplomatie, Questions internationales,* etc.). En Allemagne, les jeunes rencontrés ne cachent pas leur intérêt pour des régions lointaines : Proche-Orient, Afrique, Asie, Amérique latine, etc.

N'est-ce là qu'une impression, recueillie de surcroît auprès d'une minorité déjà privilégiée par un niveau d'étude élevé ? Faudrait-il affiner par catégories sociales, par régions ou Länder ? Faut-il distinguer les formes plus précises que prend ce rapport au monde chez les jeunes en France et en Allemagne ? À partir de quand et par quels canaux entament-ils leur première socialisation politique à l'actualité mondiale ?

L'étude présentée ici est à ce titre précieuse pour éclairer davantage ces interrogations. Des entretiens semi-directifs permettraient d'exploiter plus encore les chiffres déjà très utiles qui ressortent. Mais ces derniers, tirés de cette enquête quantitative, nous disent déjà beaucoup, et incitent à ouvrir de nouvelles pistes.

L'influence des expériences historiques sur la confiance

La propension à l'optimisme ou au pessimisme nous dit beaucoup sur notre rapport au monde. Or, en France comme en Allemagne, plus des deux tiers des jeunes sont pessimistes sur l'avenir *(questions 2 et 3[3])*. On note également un repli sur ses cercles proches *(question 1[4])* : des deux côtés du Rhin on est satisfait de la relation à sa famille (65 %) ou à ses amis (près de 60 %), mais beaucoup moins des institutions. Moins de 50 % sont satisfaits de l'école ou de l'université, 35 % (en Allemagne) et 29 % (en France) de la possibilité d'accès à la vie politique.

1. Charlie Hebdo, le Bataclan et l'hypermarché casher à Paris le 13 novembre 2015, puis Nice le 14 juillet 2016.
2. Marché de Noël sur la place Breitscheidplatz, le 19 décembre 2016 à Berlin.

3. Question 2 : Comment envisagez-vous votre propre avenir ? En effet, on peut imaginer son avenir et la façon dont sa vie va se dérouler de manière plutôt sombre ou plutôt confiante. Qu'en est-il pour vous ?
Question 3 : Et qu'en est-il de l'avenir de notre société ? Le voyez-vous plutôt incertain ou plutôt confiant ?
4. Question 1 : Dans quelle mesure êtes-vous satisfait de chacun des aspects suivants : la possibilité de mener votre vie comme bon vous semble ; vos conditions de logement ; la possibilité d'organiser vous-même votre temps libre ; votre cercle d'amis ; vos perspectives professionnelles ; votre situation à l'école, à l'université ou au travail ; votre famille ; la possibilité de participer à la vie politique ?

Ce ne sont pas là des questions qui portent directement sur les relations internationales. Mais ces attitudes sont connues, en science politique et en sociologie, pour être des indicateurs d'anomie [5], de défiance face à l'altérité, de repli, parfois d'attirance pour l'autoritarisme [6]. On peut donc légitimement s'interroger sur ce qu'elles sous-tendent en termes de partenariats internationaux, d'alliances, de considérations sur le libre-échange ou le rapport à l'Autre.

Les résultats, fort heureusement, ne sont pas si déprimants. Mais des différences apparaissent entre les deux pays.

Les attentes vis-à-vis de l'action extérieure prennent des connotations plus humanitaires en Allemagne (50 % contre 43 %), ou même neutralistes (21 % contre 16 % en France estiment qu'aucun soldat ne devrait être envoyé à l'étranger). Tandis que les jeunes en France soutiennent davantage une opération extérieure destinée à défendre un pays étranger attaqué (37 % en France contre 34 % en Allemagne), à aider des alliés (44 % en France, 30 % en Allemagne) ou à lutter contre le terrorisme (36 % en France, 29 % en Allemagne) – *voir question 30* [7]. La confiance en l'armée est plus grande en France qu'en Allemagne (56 % contre 44 %), mais on observe l'inverse à propos de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) – 40 % en Allemagne, 30 % en France *(voir question 29* [8]*)*.

On peut imaginer quelques raisons à cela, qu'il serait intéressant d'explorer davantage. Les contraintes institutionnelles pour l'envoi de troupes à l'étranger sont bien plus fortes en Allemagne, où la peur de se faire accuser d'hégémonie ou de nationalisme, de faire resurgir les mauvais souvenirs de périodes sombres dans certaines régions (dans les Balkans par exemple) ont ancré ces dernières décennies une circonspection prégnante en matière d'initiative militaire. Du point de vue français, au moins dans les cercles intellectuels et dirigeants, cette pusillanimité allemande confine au pacifisme, au neutralisme, tandis que l'on met en avant, dans le discours hexagonal de politique étrangère, la nécessité de prendre ses responsabilités internationales, en assumant des interventions extérieures. Les homologues ou collègues allemands estiment parfois en privé, au contraire, que cette propension française à répondre à certaines situations internationales par l'expédition militaire (Libye, Sahel, etc.) est précisément irresponsable, et peut-être mue par des considérations de politique intérieure.

La confiance française en l'armée est peut-être le fruit d'une image largement travaillée depuis la suspension de la conscription et le passage à l'armée de métier en 1997 : l'armée française, montre-t-on régulièrement, embauche des jeunes et soutient la paix ou des populations en danger, comme dans les Balkans dans les années 1990, en Libye, au Mali et en République centrafricaine dans la période 2011-2013. De plus, elle, intervient souvent dans un cadre multilatéral et presque toujours sur la base d'une résolution onusienne. L'armée allemande, moins présente en opérations extérieures, bénéficie donc moins de ces moments où les projecteurs sont braqués sur elle.

L'Allemagne sait qu'elle doit à l'OTAN et aux États-Unis, en plus de la construction européenne, plusieurs décennies de paix et de sécurité, le soutien à sa réunification de 1990, ainsi que la réinsertion de sa diplomatie dans la normalité du concert européen des puissances, après les stigmates de la Seconde Guerre mondiale. En France, le débat sur le rapport aux États-Unis est plus clivé. Depuis le fondateur de la Ve République, Charles de Gaulle, jusqu'à Emmanuel Macron en passant par l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine (avec sa célèbre formule « amis, alliés, mais pas alignés »), la France a eu à cœur, tout en restant un allié fidèle de l'Alliance atlantique, de se ménager une marge de manœuvre et de rappeler son indépendance vis-à-vis de Washington. Il reste peut-être des traces de tout cela auprès des jeunes, même s'il serait intéressant de décrypter plus avant les différences éventuelles d'appréciation avec leurs aînés.

Plus étonnantes sont les différences entre les deux pays au sujet de l'aide à apporter à des alliés, ou à lutter contre le terrorisme – *question 30* [9]. On observe en effet une plus grande propension française à s'engager, y compris militairement, pour des missions ayant trait à la défense d'un pays attaqué (37 % en France, 34 % en Allemagne), pour aider un allié attaqué (44 % en France, 30 % seulement en Allemagne) ou à des interventions contre des acteurs terroristes (36 % en France, 29 % en Allemagne – on songe par exemple à l'opération française « Chammal » au Proche-Orient, contre l'État islamique). Les Allemands apparaissent, si l'on en croit les chiffres, plus réservés sur ces points. Ces

5. L'anomie est une notion élaborée par le sociologue Durkheim et se définit comme un désorganisation sociale résultant de l'absence de normes communes dans une société (Larousse https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/anomie/3719)
6. Adorno, T.W., Frenkel-Brunswik, E., Levinson, D.J., Sanford, R.N. (1950). *The Authoritarian Personality.* Harper and Row: New York.
7. Question 30 : La France devrait-elle envoyer des soldats à l'étranger ? Oui, pour lutter contre le terrorisme ; oui, pour aider des alliés ; oui, pour protéger un pays attaqué ; oui, pour l'aide humanitaire ; non, aucun soldat ne devrait être envoyé à l'étranger.
8. Question 29 : Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants : Les partis politiques ; la justice, c'est-à-dire les tribunaux ; la police ; l'armée ; le système de santé ; le gouvernement ; le Parlement ; les institutions européennes ; le système scolaire ; l'OTAN ?
9. Question 30 : La France devrait-elle envoyer des soldats à l'étranger ? Oui, pour lutter contre le terrorisme ; Oui, pour aider des alliés ; pour protéger un pays attaqué ; pour l'aide humanitaire ; Non, aucun soldat ne devrait être envoyé à l'étranger.

différences sont-elles liées à une défiance vis-à-vis de toute aventure militaire extérieure ? On note en tout cas une certaine incohérence à voir les Allemands tenir davantage à l'OTAN que les Français, tout en souscrivant beaucoup moins que ces derniers à des missions qui comptent pourtant parmi les raisons d'être de l'Alliance.

Ces défis qui nous attendent : des attitudes sociales à la géopolitique

Si les débats de géopolitique ne sont pas présents explicitement dans la plupart des questions de l'enquête, beaucoup de thèmes abordés sont bien liés, qu'on le veuille ou non, que l'on en soit conscient ou pas, aux équilibres internationaux. Car l'avenir des enjeux qui préoccupent les jeunes en France et en Allemagne se joue ailleurs dans le monde. Le changement climatique, auquel les jeunesses des deux pays attachent la plus grande importance, est bel et bien une question à régler collectivement, à travers des accords globaux. Les négociations des « Conférences des Parties » (*Conference of the Parties,* COP[10]) le montrent à chaque édition, et les changements d'attitude américains (dénonciation de la COP 21 sous Donald Trump, puis retour dans l'accord sous Joe Biden) témoignent de l'importance des orientations géopolitiques – surtout celles des principaux pollueurs de la planète que sont les États-Unis et la Chine – pour avancer collectivement sur ces dossiers.

La hausse des prix, la pauvreté, les maladies, le terrorisme ou l'immigration *(question 6[11])*, sont des dossiers que l'on ne traite que par des accords multilatéraux et de longues négociations. A-t-on suffisamment expliqué aux jeunes que ces enjeux n'étaient pas internes, ni purement éthiques, mais étroitement liés à l'interdépendance de la société mondiale ? Nous savons depuis longtemps que la préservation de certains équilibres domestiques commence loin de nos frontières. Que la hausse des prix peut dépendre d'une guerre à l'autre bout du continent voire à l'autre bout du monde. Que pauvreté ailleurs et migrations chez nous sont liées. Que pensent les jeunes en Allemagne de l'attitude d'Angela Merkel (*« Wir schaffen das »* [Nous y arriverons], 2015) au moment de la crise des réfugiés syriens, par rapport aux tranches d'âge plus élevées ? Et les jeunes en France de l'acceptation par Paris de l'accueil du navire humanitaire Ocean Viking en novembre 2022, ou du refus de ce même bateau par le gouvernement italien ? Que pensent-ils, les uns et les autres, de la rhétorique ou des décisions prises par l'autre gouvernement ?

Une minorité seulement (34 % en Allemagne, 29 % en France) se dit « très intéressée » par la politique, même s'ils sont plus nombreux à déclarer s'informer régulièrement (44 % en Allemagne, 38 % en France – *question 12*[12]). Mais seuls 36 % des jeunes en Allemagne et 37 % des jeunes en France sont satisfaits de la démocratie *(question 17*[13]). Est-ce parce que les médias en ligne et les réseaux sociaux – où les fausses informations sont nombreuses, et les discours violents moins contrôlés dans les médias traditionnels – constituent leur source principale d'information *(comme l'indique la question 13*[14]*)* ? De plus, la dépendance des jeunes aux réseaux sociaux augmente leur vulnérabilité face aux „guerres d'influence[15]“ , par lesquelles des puissances rivales comme la Russie et la Chine tentent d'affaiblir les démocraties.

De la même manière, sur les questions d'immigration, les interviewés affichent des positions modérées (même si l'on observe des différences entre France et Allemagne – *voir question 28*[16]), et prônent une ouverture qu'il faudrait néanmoins explorer davantage. Car, en France, on connaît le succès du Rassemblement National (RN) chez les jeunes, un parti qui soutient des positions inverses. En Allemagne, des partis anti-immigration ont parfois trouvé un public jeune également. Y a-t-il alors plusieurs jeunesses, aux postures évolutives en fonction des milieux sociaux et des niveaux de diplôme ? Ce serait cohérent avec la plupart des enquêtes réalisées depuis plusieurs années sur ces questions[17], et la partie 8 de l'enquête sur l'origine sociale le montre à nouveau : dans les deux pays, les jeunes issus de milieux plus modestes sont nettement moins nombreux à être positifs quant à leur avenir.

---

10. Signataires de la Convention (195 pays + l'Union européenne).
11. Question 6 : Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi : le changement climatique ; la guerre ; la menace nucléaire ; le terrorisme et la sécurité intérieure ; l'immigration ; les maladies ; la hausse des prix ; les tensions au sein de la société ; la xénophobie et le racisme ; la pauvreté ; le chômage ?

12. Question 12 : À quelle fréquence vous informez-vous de manière active sur l'actualité ou les sujets politiques ?
13. Question 17 : D'une manière générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait de la démocratie ?
14. Question 13 : Comment vous informez-vous de manière active sur l'actualité et les sujets politiques : médias en ligne, journaux papier, télévision (en ligne/sur antenne), autres sites web, blogs, émissions de radio et podcasts, Instagram, Twitter, Facebook, TikTok, YouTube, Google, connaissances/amis/famille, autres médias ?
15. Charillon, F. (2022). *Guerres d'influence. Les Etats à la conquête des esprits.* Odile Jacob: Paris.
16. Question 28 : Abordons la question des possibilités d'immigration pour les migrants. Certains veulent faciliter les possibilités d'immigration pour les migrants, d'autres veulent les restreindre. Quelle est votre opinion ?
17. En avril 2021, une étude de la Fondation Jean-Jaurès montrait que le Rassemblement national, qui fait de l'arrêt de l'immigration un point central de son discours, attirait de façon croissante sur les dernières années les moins diplômés et les moins riches. En 1988, 16 % des Français n'ayant pas le bac votaient Front national (FN, ancien nom du parti). Ils sont ensuite 19 % en 1995, 22 % en 2002, 34 % en 2012 et 31 % en 2017. Aux élections présidentielle et législatives de 2022, les candidats RN sont encore arrivés en tête chez les non-bacheliers (28 %) et les électeurs qui se déclarent d'un milieu social « défavorisé » (31 %). *Voir sondage Ipsos et Sopra-Steria « Elections législatives 2022 » du 12 juin 2022.*

On est encore frappé par l'ouverture d'esprit des jeunes interviewés : globalement, ils souhaitent discuter avec ceux qui ne pensent pas comme eux, acceptent la différence politique, encouragent le débat[18] *(question 16)*. Cela indique-t-il qu'à l'avenir, la jeunesse franco-allemande saura se préserver de la tentation d'un « choc des civilisations », d'une fermeture sur soi aussi bien politique qu'économique ou culturelle, risques accrus par la rivalité américano-chinoise comme par la guerre en Ukraine ?
Des deux côtés du Rhin on associe l'Europe à la liberté de voyager (peut-être un acquis des programmes Erasmus et autres initiatives bilatérales) ainsi qu'à la démocratie (en Allemagne) ou la paix (en France) – *question 33*[19]. Cette paix, la jeunesse attend de l'Europe qu'elle la préserve, ainsi que l'environnement et le climat, les frontières, la prospérité *(question 34*[20]*)*.

Pour un avenir commun

Les Français et les Allemands affronteront-ils ces défis ensembles, soudés ? Comptent-ils les uns sur les autres comme partenaires fiables pour défendre leurs intérêts et leurs valeurs ? L'image que chacun a de l'autre n'est pas la même dans les deux sens. On entretient chez les jeunes une image plus positive de la France en Allemagne, que de l'Allemagne en France.

Les jeunes en Allemagne attendent un peu plus du couple Paris-Berlin que les Français : 78 % des premiers, mais 74 % des seconds, souhaitent maintenir ou accroître le niveau de coopération actuel *(question 36*[21]*)*. Que pense le quart restant ? Peut-être que le couple franco-allemand est un mythe entretenu depuis 1963, et même en réalité depuis un peu plus longtemps encore, dans les années 1950, mais qui a fait son temps et ne produit rien de concret ? Qu'au-delà d'un narratif très déclaratif, les divergences s'accusent, comme sur le nucléaire, la défense, l'intervention extérieure, la doctrine économique, le rapport à la Russie, etc., et qu'il est temps de le reconnaître pour mieux travailler ensemble ? Mais alors que penseraient-ils d'ambassades communes aux deux pays, une idée déjà explorée par les deux diplomaties, mais qui reste à développer[22] ?

Enfin, les jeunes en Allemagne sont légèrement plus optimistes que leurs homologues en France *(question 7*[23]*)*, mais le regard sur l'avenir est globalement sombre. Seul un gros quart est optimiste sur l'issue du conflit en Ukraine ou sur la possibilité de sauver encore le climat. Ils sont plus nombreux, pourtant, à croire aux vertus de la coopération franco-allemande. Mais pour faire quoi ?

Les résultats de l'enquête révélés ici fournissent un socle d'éléments importants pour explorer de nombreuses questions et entamer un agenda de travail franco-allemand. Des coopérations sur des cas concrets peuvent être envisagées. À titre d'exemples, on peut citer un dialogue franco-allemand sur l'objectif de l'autonomie stratégique européenne, l'état de la démocratie en Europe, l'évolution du conflit en Ukraine ou encore l'aide au développement à l'égard du Sud. Des échanges réguliers peuvent être organisés pour mieux se connaître et travailler ensemble. Le 60e anniversaire du traité de l'Élysée doit être l'occasion d'une refondation.

---

18. Question 16 : Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes : Je trouve que les discussions sur la politique sont inutiles ; Il faut chercher à trouver un terrain d'entente avec des personnes ayant des opinions politiques différentes ; On peut convaincre les personnes ayant des opinions politiques différentes avec des arguments ; Je pense que les opinions politiques sont une affaire personnelle ; Si je remarque que mes amis ont d'autres convictions politiques que les miennes, je préfère me taire ; Si je remarque que mes amis ont des convictions politiques différentes des miennes, je n'évite pas le débat.
19. Question 33 : On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes. Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects que vous associez personnellement à l'UE : la liberté de voyager et de pouvoir étudier et travailler partout dans l'UE ; l'euro ; la paix ; la diversité culturelle ; la démocratie ; une puissance sur la scène internationale ; une qualité de vie pour les générations futures ; la prospérité économique ; la protection sociale ; l'État de droit ; la solidarité transnationale ; un contrôle insuffisant aux frontières extérieures de l'UE ; la bureaucratie ; un gaspillage d'argent ; le chômage ; une perte d'identité culturelle ; la criminalité ; une influence trop importante de l'UE sur la politique française.
20. Question 34 : Selon vous, quelle est l'importance de la coopération franco-allemande en Europe sur chacun des domaines suivants : la paix en Europe ; la prospérité économique ; la protection du climat ; l'avenir de l'UE ; la protection des frontières extérieures ?
21. Question 36 : Selon vous, la France et l'Allemagne devraient-elles, à l'avenir, plus ou moins coopérer au niveau européen ?
22. La mutualisation des moyens pour des colocalisations des implantations diplomatiques et consulaires à l'étranger a déjà été établie à Pékin pour un centre médical commun dans les locaux de l'ambassade de France, à Brazzaville et Rio de Janeiro pour les représentations diplomatiques et consulaires, à Asmara (Érythrée) et Bandar Seri Begawan (Brunei) pour les chancelleries diplomatiques (accueillies au sein des ambassades d'Allemagne), à Pyongyang où le bureau français de coopération est installé au sein de la représentation allemande, ou à Koweït. En janvier 2003 (40e anniversaire du traité de l'Élysée) ont été institués dans les deux pays des secrétaires généraux pour la coopération franco-allemande.
23. Question 7 : Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de : la protection du climat ; la cohésion dans notre société ; la paix en Ukraine ; la solidarité entre les pays en Europe ; la situation de l'emploi ; la coopération franco-allemande ; les prix de l'énergie ; les prix des aliments ?

Interculturalité
Une rose est une rose est une rose… ou ne l'est-elle pas ?[1]

Frank Gröninger

1. Poème de Gertrude Stein, «Sacred Emily», 1913 : «Rose is a rose is a rose is a rose»?

Comment les mots peuvent en cacher d'autres – regard linguistique interculturel sur les résultats de l'enquête de l'OFAJ

Quel rôle joue notre langue dans la perception de notre environnement et de quelle manière influence-t-elle l'image que nous avons du monde ? Quelle est l'importance du narratif dominant dans un milieu culturel et quelle influence exercent les mots utilisés ? Quelle importance faut-il accorder aux mots et à la manière dont ils sont interprétés ? Est-il vraiment possible de traduire mot à mot ?

En interrogeant aujourd'hui les jeunes en France et en Allemagne sur les défis qu'ils considèrent être les plus importants actuellement dans leur pays, on obtient une liste de 11 thèmes parmi lesquels 8 ne peuvent être résolus qu'à un niveau global, ou constituent une conséquence directe de la mondialisation et des interactions et interdépendances mondiales *(question 6 [1])*.

Le changement climatique arrive en première place dans les deux pays (66 % en Allemagne, 62 % en France), puis viennent des thèmes tels que la guerre, la hausse des prix, les tensions au sein de la société, la xénophobie et le racisme, les maladies et l'immigration, qui sont cités pareillement des deux côtés du Rhin.

Quant aux réponses concernant le degré d'optimisme et de pessimisme des jeunes vis-à-vis de quelques catégories, on retrouve également une certaine unanimité : les trois notions suivantes arrivent en dernière place dans les deux pays, c'est-à-dire que les jeunes les évaluent avec le plus de pessimisme :

- l'évolution des prix de l'énergie,
- l'évolution des prix de l'alimentation,
- la cohésion dans notre société *(question 7[2])*.

Les mots et leurs narratifs

Pour mieux comprendre les réponses données dans l'enquête, penchons-nous sur le narratif prédominant de chaque pays. En Allemagne, les personnalités politiques utilisent des termes tels que *Zeitenwende*, « tournant historique » (Olaf Scholz, chancelier fédéral) et *Epochenbruch*, « rupture historique » (Frank-Walter Steinmeier, président de la République fédérale d'Allemagne), tandis qu'en France, le président de la République, Emmanuel Marcon, parle de la « fin de l'abondance et de l'insouciance », la Première ministre, Élisabeth Borne, présente un plan de sobriété énergétique pour lequel elle souhaite une mobilisation générale, sans oublier le bon mot du ministre de l'Économie, Bruno Le Maire : « Vous ne me verrez plus avec une cravate, mais avec un col roulé », qui n'a pas manqué d'être largement relayé dans les médias et a même entraîné une hausse des ventes de ces pulls.

Lorsqu'en outre, les médias des deux pays parlent de polarisation et de division de la société, et que la culture du débat glisse vers une culture de la communication conflictuelle, on assiste alors à un changement de discours qui se répercute sur celui que les jeunes adoptent dans leurs réponses à l'enquête : 25 % des jeunes en Allemagne et 27 %

1. Question 6 : Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque parmi : le changement climatique ; la guerre ; la menace nucléaire ; le terrorisme et la sécurité intérieure ; l'immigration ; les maladies ; la hausse des prix ; les tensions au sein de la société ; la xénophobie et le racisme ; la pauvreté ; le chômage ?

2. Question 7 : Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de : la protection du climat ; la cohésion dans notre société ; la paix en Ukraine ; la solidarité entre les pays en Europe ; la situation de l'emploi ; la coopération franco-allemande ; les prix de l'énergie ; les prix des aliments ?

des jeunes en France estiment qu'il n'est « pas du tout/très peu probable » qu'ils s'en sortent mieux que leurs parents sur le plan financier et matériel *(question 9[3]).*

Les mots et leurs sens cachés

De prime abord, on constate que les mots employés se ressemblent. Mais qu'en est-il de leur signification et de l'idée qu'ils expriment ? Pourquoi les réponses données diffèrent-elles autant pour certains points de vue, alors que, dans le contexte de la mondialisation, les deux pays font face aux mêmes défis ?

Ces différences peuvent s'expliquer par le modèle de l'iceberg culturel[4] qui, dans les études et les sciences culturelles, sert à illustrer le fait que certains domaines de la culture se situent « au-dessus de la surface de l'eau » et sont donc visibles et audibles (par exemple la langue, les coutumes, l'aspect culinaire). Cependant, la partie la plus importante (par exemple les normes, les valeurs, les croyances) est cachée « sous la surface ». Pour des personnes qui ne sont pas familières de cette culture, ces domaines ne sont pas directement tangibles alors qu'ils exercent une énorme influence sur les domaines visibles de la culture.

Afin de voir plus clair et de mieux comprendre les réponses des jeunes, il est important d'analyser le sens des mots (*word meaning*). Cette analyse nous montre que, souvent, nous pensons à tort qu'un terme, qui possède une signification précise dans une culture, est vu de la même manière dans l'autre culture.

L'hypothèse de Sapir-Whorf[5] se base sur la théorie de la relativité linguistique, selon laquelle notre manière de penser et de voir le monde est marquée par la structure sémantique et le vocabulaire de notre langue maternelle. On peut donc en déduire que certains concepts, notions et représentations sont interprétés différemment par les représentantes et représentants de différentes langues et par-là de différentes cultures, et que chaque langue jette une autre perspective sur la réalité extralinguistique.

Rappelons par exemple la fameuse photo de « la robe », qui est devenue virale et a déclenché d'intenses débats, entrant ainsi dans les annales d'Internet sous le nom de dressgate. La communauté mondiale des internautes s'est creusé la tête sur cette question : cette robe est-elle noire et bleue ou blanche et dorée ? On s'est alors rendu compte que, non seulement, nous ne percevons et voyons pas tous les couleurs de la même manière, mais qu'en fonction des personnes, ce n'est pas le même hémisphère qui est utilisé dans le cerveau pour la perception des couleurs. Ce qui vaut pour les couleurs s'applique aussi aux mots.

À la question[6] « Quels sont les trois termes qui vous viennent spontanément à l'esprit pour le mot "paix" » *(question 31),* les jeunes en Allemagne ont majoritairement cité des notions telles que « liberté, quiétude, amour, cohésion et bonheur », et donc toutes liées à des définitions plutôt fondées sur les sentiments et décrivant le vivre-ensemble, dans un pays certes sécularisé, mais où les religions jouent encore un rôle important dans la vie quotidienne.

En France, pays défenseur de la laïcité, les réponses restent plus « institutionnelles » : en effet, « égalité » et « fraternité » se sont hissées parmi les quatre premières réponses, à côté de « la guerre » et « la compréhension mutuelle ».

Même les définitions d'usage dans les grands ouvrages de référence pour le terme « paix » se distinguent d'un pays à l'autre :

Duden:

1. État de cohabitation à l'intérieur d'un pays ou entre plusieurs pays, marqué par la tranquillité et la sécurité.
2. État de concorde, d'harmonie.
3. Tranquillité non perturbée.
4. État de quiétude contemplative et heureuse.
5. Sérénité donnée par Dieu.

Larousse:

1. État de pays, de nations qui ne sont pas en guerre.
2. Cessation de l'état de guerre entre deux ou plusieurs belligérants.
3. État de concorde, d'accord entre les citoyens, les groupes sociaux ; absence de luttes sociales, de troubles sociaux.
4. État d'un groupe, de personnes qui ne sont pas en querelle, en conflit.
5. État de tranquillité, de repos chez quelqu'un.

Voilà une preuve supplémentaire : même si nous utilisons souvent les mêmes mots, nous n'en avons pas toujours les mêmes représentations.

Au sujet de la question sur les aspects positifs de l'Union européenne, on retrouve certains recoupements, les deux pays citant tous deux le plus fréquemment « l'euro » et « la liberté de voya-

3. Question 9: Selon vous, quelle est la probabilité que votre situation financière et matérielle soit un jour meilleure que celle de vos parents ?
4. Hall, E. T. (1976). *Beyond Culture*. Garden City: New York.
5. Du nom de l'anthropologue américain Edward Sapir (1884-1939) et de son élève Benjamin Lee Whorf (1987-1941).

6. Question 31 : Quels sont les 3 termes qui vous viennent spontanément à l'esprit pour le mot « paix » ?

ger» *(question 33*[7]*).* Soulignons ici cependant la réponse qui occupe la troisième place dans chaque pays : en Allemagne, c'est la notion de « démocratie », et donc une notion plutôt politique, tandis qu'en France, il s'agit de « la paix » qui a une connotation plutôt historique.

Concernant le point des aspects négatifs, on retrouve également un terme qui n'est pas cité par l'autre pays : en Allemagne, il s'agit de « la bureaucratie » qui, avec 21 %, occupe la première place (et qui n'apparaît pas parmi les trois premières réponses en France), suivie du « gaspillage d'argent » avec 21 % (qui arrive en tête en France, avec 15 % des réponses) et enfin du « contrôle insuffisant aux frontières extérieures de l'UE/criminalité » (qui obtient la deuxième place en France avec 12 %). Pour la France, la troisième réponse la plus fréquemment donnée est, avec 10 %, « une perte d'identité culturelle », un aspect qui ne figure pas parmi les trois premières réponses en Allemagne.
Les jeunes en Allemagne n'ont-ils donc aucune peur de perdre leur identité nationale, ou les jeunes en France sont-ils très soucieux de protéger la leur ?

En observant la signification de la notion d'« identité nationale » de chaque pays, on constate sur ce plan également qu'elle est vue de manière différente en France et en Allemagne. Le débat autour de l'identité nationale est probablement un questionnement français, tandis qu'en Allemagne, on parlerait plutôt de *Heimat*, notion quasi intraduisible, et qui renvoie au pays où l'on vit, d'où l'on vient, où on se sent chez soi. Cependant, la question de l'identité allemande, et de ce qui est allemand, est loin d'être une question nouvelle.

Une interprétation plus conservative de *Heimat* a resurgi au moment de la montée de l'AfD (*Alternative für Deutschland,* Alternative pour l'Allemagne) en Allemagne. Néanmoins, l'ensemble des partis politiques sans exception s'est empressé de réagir en bloc contre l'appropriation du mot *Heimat* par les partis d'extrême droite. Aujourd'hui, les consommateurs allemands achètent des *Heimatprodukte,* ou produits régionaux, pour protéger le climat et les productions locales, on trouve des *Heimatmuseen*, des musées locaux, des *Heimatabende*, des soirées à thème local, et même un *Bundesministerium des Innern und für Heimat,* un ministère fédéral de l'Intérieur et du Territoire.

En France, le président Sarkozy lança, en 2007, la question de l'« identité nationale », déclenchant alors de violents débats à l'issue desquels on s'est plus ou moins accordés sur la langue comme facteur d'identité. Sans oublier, par exemple, l'existence d'institutions telles que l'Académie française, dont le but est de préserver la langue française, et avec elle l'identité.

On observe de manière encore plus manifeste à quel point un espace culturel, mais aussi l'actualité et le monde des médias, peuvent influencer un terme et le champ lexical qui lui est attenant dans les réponses données par les jeunes à la question suivante : « Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants[8] ? ». La réponse la plus fréquemment donnée par les jeunes en Allemagne est « la police », avec 47 % (qui obtient en France la troisième place seulement, avec 37 %), alors que la première place revient à « l'armée » auprès des jeunes en France, avec 56 % (contre une cinquième place et 44 % en Allemagne). Dans les deux pays, c'est « le système de santé » qui figure en deuxième place (Allemagne 47 %, France 56 %), ce qui n'est pas étonnant car ce thème, depuis 2020 et la pandémie de Covid 19, occupe également une place prédominante dans nos vies quotidiennes.
Comment expliquer ces différences ? Pour mieux comprendre pourquoi ces réponses ont été données le plus fréquemment, il convient d'observer de plus près le narratif qui domine dans chacun des deux pays et qui implique une image précise. En Allemagne, la police a le rôle « d'ami et d'allié », tandis qu'en France, le terme plutôt négatif de « flic » est largement répandu et la police est très souvent prise pour cible de moquerie dans les films. De plus, il est important de souligner la différence entre la police, qui dépend du ministère de l'Intérieur, et la gendarmerie, qui fait partie de l'armée.

En Allemagne, la Bundeswehr, armée parlementaire, c'est-à-dire placée sous le contrôle du Parlement, a une position plus délicate due à l'histoire du pays, comme viennent le souligner aujourd'hui les débats autour des questions de défense et de l'état de cette armée. En France, qui est une puissance nucléaire et où le président de la République est le chef des armées, l'armée jouit d'une image plus positive, due à ses nombreuses interventions à l'étranger ; elle est symbole de prestige dans le pays et on lui rend hommage le 14 juillet dans une parade militaire.

La justice arrive en troisième place en Allemagne,

7. Question 33 : On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes. Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects que vous associez personnellement à l'UE : la liberté de voyager et de pouvoir étudier et travailler partout dans l'UE ; l'euro ; la paix ; la diversité culturelle ; la démocratie ; une puissance sur la scène internationale ; une qualité de vie pour les générations futures ; la prospérité économique ; la protection sociale ; l'État de droit ; la solidarité transnationale ; un contrôle insuffisant aux frontières extérieures de l'UE ; la bureaucratie ; un gaspillage d'argent ; le chômage ; une perte d'identité culturelle ; la criminalité ; une influence trop importante de l'UE sur la politique nationale.

8. Question 29 : Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants : les partis politiques ; la justice, c'est-à-dire les tribunaux ; la police ; l'armée ; le système de santé ; le gouvernement ; le Parlement ; les institutions européennes ; le système scolaire ; l'OTAN ?

avec 45 % des réponses, et en cinquième place en France, avec seulement 29 %.

Contrairement à leurs homologues allemands, les médias français relayent fréquemment des faits qui soulignent les manquements du système judiciaire national. De plus, il faut souligner ici que, sur le plan lexical, le mot justice peut autant renvoyer à l'institution et qu'à la notion de justice, au sens de droit, d'équité.

Les réponses renvoyant à des organes qui exercent une influence directe sur la démocratie, comme « le gouvernement », « le Parlement » et « les partis politiques », n'obtiennent que les trois dernières places dans les deux pays. Il n'est donc pas étonnant de constater que 26 % des jeunes en Allemagne et même 35 % des jeunes en France sont d'avis que nous avons besoin d'une politique fondamentalement différente.

Qu'en est-il des relations franco-allemandes ? « Parmi les termes suivants, lequel décrit le mieux la relation entre la France et l'Allemagne ? » *(question 35*[9]*).* Ici également, les réponses à cette question montrent à quel point la représentation qui se cache derrière un mot peut être influencée par la langue.

Dans les deux pays, la première réponse donnée est : « relation de voisinage ». En deuxième place suivent « partenariat » en Allemagne (26 %) et « amitié » en France (16 %).

La rhétorique de chaque pays est révélatrice : tandis qu'en Allemagne, il est question de *« deutsch-französischer Motor »* (moteur franco-allemand), on parle plutôt en France de « couple franco-allemand ». Ces images sont passées dans l'usage courant de la langue et sont aujourd'hui employées systématiquement.

Prenons pour exemple les gros titres parus ces dernières années dans les journaux des deux pays, dès qu'il s'agit de décrire une énième prétendue crise franco-allemande. En Allemagne, la phrase récurrente est *« der deutsch-französische Motor ist ins Stottern geraten »* (le moteur franco-allemand marche au ralenti), alors qu'en France, on a recours au champ lexical du mariage : « Le couple franco-allemand en plein divorce ? », « Macron-Scholz. Un couple franco-allemand en crise ? ».

Et cela n'est pas nouveau. Déjà à l'époque Merkel-Sarkozy, les grands titres de la presse utilisaient un registre similaire, et lorsque le président de la République est interrogé sur les relations franco-allemandes en décembre 2007, en marge d'un sommet, il répond : *« Hein, entre nous, c'est la lune de miel ? »* Sur quoi Angela Merkel lui rétorqua : *« Non, non, nous travaillons ensemble, c'est tout »,* ce qui dans la presse française retentit comme un rejet, alors qu'il s'agissait surtout à l'époque d'une question de rhétorique.

Au sujet de la relation Merkel-Hollande, *Le Monde* titrait : « Hollande-Merkel, le mariage de raison » : *« Entre François Hollande et Angela Merkel, point de coup de foudre, mais une union pragmatique »,* pendant que la presse allemande réussissait à peine à parler de *« das deutsch-französische Duo »* (le duo franco-allemand).

On crut donc voir une transition émotionnelle sortant de l'ordinaire lorsqu'Angela Merkel, lors de leur première rencontre, le 15 mai 2017 à Berlin, déclara à Emmanuel Macron, dans cette phrase qui fut citée de nombreuses fois : *« Und jedem Anfang wohnt ein Zauber inne »* (Chaque commencement recèle une magie). La fin de la strophe du poème de Hermann Hesse, « Stufen » (Étapes), dont ce vers est tiré ne fut cependant jamais évoquée : *« Seul, prêt à lever l'ancre et à gagner le large, / tu pourras t'arracher aux glus des habitudes. »* De son côté, la presse allemande titrait, stoïque : *« Auf Augenhöhe : Macron zum Antrittsbesuch bei Merkel »* (D'égale à égal : Macron pour sa première visite officielle à Merkel).

Les deux pays parlent certes de la même chose, mais leurs images sont marquées par des rhétoriques différentes. Les malentendus n'apparaissent qu'au moment où l'on traduit les mots, mais on ne rend pas le contenu caché qui leur est inhérent.

Dans quelle mesure l'aspect de relativité linguistique doit-il être pris en compte dans les rapports mutuels et quelles impulsions cela peut-il donner à la coopération européenne ? Peut-on y voir un point de départ pour une approche améliorant notre compréhension de l'autre ainsi qu'une nouvelle mission à l'attention du « moteur franco-allemand » ou du couple franco-allemand ?

L'étude de l'OFAJ parue en 2002 à l'occasion du 40e anniversaire du traité de l'Élysée tirait les conclusions suivantes : 49 % des jeunes en Allemagne étaient d'avis que les modes de vie en Allemagne et en France se différenciaient un peu. Côté français, 44 % ne voyaient même que très peu de différences et, côté allemand, 42 % n'en voyaient pas du tout.

9. Question 35 : Parmi les termes suivants, lequel décrit le mieux la relation entre la France et l'Allemagne : partenariat, amitié, relation de voisinage, concurrence, rien de tout cela ?

Aujourd'hui, 20 ans plus tard, les choses ont changé : les jeunes interrogés sont des *digital natives* et les sujets qui les préoccupent des deux côtés du Rhin ne sont pas des thèmes purement nationaux, mais au contraire des phénomènes mondiaux qui ont et ont eu des conséquences globales, comme par exemple la pandémie de Covid 19. Nous sommes désormais plus proches que jamais, mais nous connaissons-nous mieux pour autant ?

Voici ce que les réponses données par les jeunes concernant l'image qu'ils ont de « l'éducation », du « fonctionnement de la démocratie » et des « perspectives d'avenir » de leur pays et de celui du pays voisin ont montré *(question 4* [10]*)* : en Allemagne, les jeunes considèrent l'éducation dans leur pays de manière positive à 24 %, et en France à seulement 9 %. Inversement, les jeunes en France considèrent l'éducation dans leur pays de manière positive à 29 % et celle de l'Allemagne à 12 %.

Maintenant qu'après les guerres, nous avons compris que nous nous ressemblons et que nous sommes très similaires, ce qui était nécessaire au processus de réconciliation et de rapprochement, ne devrions-nous pas nous interroger sur la façon de mieux comprendre nos différences et d'en faire une force ? Deux manières de voir les choses et deux approches différentes pourraient ainsi venir se compléter, sans être considérées comme des contradictions, et nous aider à surmonter les défis communs de notre temps.

10. Question 4 : Nous associons souvent certaines images à un pays, par exemple certaines particularités culturelles, des qualités des personnes qui y vivent, des avantages ou inconvénients. Indépendamment de votre situation personnelle, quelle image avez-vous de la France dans ces trois domaines : l'éducation, le fonctionnement de la démocratie, les perspectives d'avenir ? La question 5, formulée de la même manière, concernait l'image de l'Allemagne vue par les jeunes en France.

Relations franco-allemandes
Une valeur refuge dans une période d'incertitudes

Claire Demesmay

L'ambiance générale qui se dégage de l'enquête quantitative de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) porte incontestablement les traces de la période d'incertitudes de l'automne-hiver 2022. Dans un contexte sociétal marqué par la guerre en Ukraine, les difficultés d'approvisionnement énergétique, la crise climatique et l'inflation, les réponses des jeunes interrogés en France et en Allemagne laissent apparaître une vision globalement inquiète de l'avenir, loin de la légèreté d'esprit souvent associée à la jeunesse. Pourtant, ces inquiétudes ne semblent pas se traduire par un repli sur soi national, du moins si l'on considère le regard qu'ils portent sur la coopération entre les États européens, et plus particulièrement entre la France et l'Allemagne. Interrogés sur leur niveau d'optimisme dans les cinq ans à venir sur de grandes questions politiques et sociétales, les jeunes placent la coopération entre les deux pays en tête des résultats : 45 % d'entre eux se disent optimistes, un résultat identique de part et d'autre du Rhin *(question 7[1])*. Ce chiffre est relativement élevé comparé au niveau d'optimisme concernant, par exemple, la protection du climat ou la cohésion sociale – pour lesquelles les jeunes ne sont que 20 % et 21 % à se dire optimistes, de manière identique dans les deux pays.

Non seulement les jeunes interrogés se montrent relativement confiants quant à l'avenir de la coopération franco-allemande, mais ils sont aussi une majorité à la plébisciter. Une bonne moitié d'entre eux considèrent que cette coopération est importante ou très importante, et ce, dans des champs politiques variés *(question 34[2])*. Parmi eux, c'est la paix en Europe qui est le plus fréquemment citée, avec respectivement 58 % et 56 % de réponses positives en France et en Allemagne. Sans doute peut-on l'expliquer par l'actualité de la guerre en Ukraine, mais aussi par le narratif des « ennemis devenus amis », très présent dans le système éducatif et le discours politique des deux pays. Au-delà, les jeunes sont nombreux à attribuer à la coopération franco-allemande une fonction pour l'avenir de l'Union européenne (52 % et 56 %), pour la prospérité économique (50 % et 51 %) et pour la protection du climat (50 % et 47 %). En conséquence, il n'est pas surprenant qu'une très large majorité d'entre eux se prononce pour la poursuite de la coopération bilatérale dans le contexte européen : 37 % et 40 % d'entre eux souhaitent qu'elle soit approfondie, et 37 % et 38 % qu'elle reste à son niveau actuel ; seuls 11 % et 6 % d'entre eux aimeraient que les deux pays coopèrent moins *(question 36[3])*.

Une image positive …

Ces résultats s'inscrivent dans une tendance longue[4]. La France et l'Allemagne bénéficient depuis plusieurs décennies d'une image très largement positive dans la population du pays partenaire. Pour la période contemporaine, les chiffres des enquêtes varient certes en fonction des instituts de sondage et de la formulation des questions posées, mais tous indiquent invariablement un niveau de sympathie réciproque élevé.

Ainsi, en 2013, l'image que les personnes interrogées attribuaient au pays partenaire était positive dans 83 % (en France) et 87 % (en Allemagne) des cas[5]. De même, 91 % des Françaises et Français interrogés début 2021 disaient avoir une bonne

1. Kantar Public, Étude sur la jeunesse à la veille des 60 ans du traité de l'Élysée. Question 7 : Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq prochaines années quant à l'évolution de : la protection du climat ; la cohésion dans notre société ; la paix en Ukraine ; la solidarité entre les pays en Europe ; la situation de l'emploi ; la coopération franco-allemande ; les prix de l'énergie ; les prix des aliments ?
2. Question 34 : Selon vous, quelle est l'importance de la coopération franco-allemande en Europe sur chacun des domaines suivants : la paix en Europe ; la prospérité économique ; la protection du climat ; l'avenir de l'UE ; la protection des frontières extérieures ?
3. Question 36 : Selon vous, la France et l'Allemagne devraient-elles, à l'avenir, plus ou moins coopérer au niveau européen ?
4. Ifop/Ambassade d'Allemagne, « Regards croisés sur les relations franco-allemandes à l'occasion du 50e anniversaire du traité de l'Élysée », janvier 2013, https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/1384216/1b4bf934bdc24cfd24f8ec4f76e1e4bf/2013-sondage-ifop-datei-data.pdf, consulté le 18 décembre 2022, p. 15.
5. Ifop/Ambassade d'Allemagne, « Regards croisés sur les relations franco-allemandes à l'occasion du 50e anniversaire du traité de l'Élysée », janvier 2013, https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/1384216/1b4bf934bdc24cfd24f8ec4f76e1e4bf/2013-sondage-ifop-datei-data.pdf

image de l'Allemagne et, parmi eux, 87 % des 18-24 ans[6].

Sans doute l'iconographie politique de l'amitié franco-allemande, enrichie au fil des ans par les chefs d'État et de gouvernement des deux pays, a-t-elle contribué à une perception positive de l'autre. L'« album de famille » qui s'est constitué au gré des rencontres, truffé de symboles se référant à des lieux de mémoire commun, a en effet transmis l'idée d'une coopération apaisée, tirant de l'inimitié passée la ferme volonté de travailler de concert au service de l'Europe. Parmi ces rencontres, on se souvient du chancelier Kohl et du président Mitterrand main dans la main à Verdun en 1984, de Gerhard Schröder assistant, aux côtés de Jacques Chirac, aux commémorations du débarquement sur les plages de Normandie en 2004, ou encore d'Angela Merkel et d'Emmanuel Macron déposant une gerbe à Rethondes, le 10 novembre 2018, dans le cadre des commémorations du centenaire de l'armistice de la Première Guerre mondiale.

Au-delà de la dimension officielle, le réseau très dense de contacts bilatéraux au sein de la société civile – qu'il s'agisse des échanges de jeunes, des cursus intégrés de l'Université franco-allemande ou encore des jumelages de communes – a lui aussi permis d'ancrer cette image rassurante au sein des deux populations. Cela vaut en tout cas, dans la période allant de la partition de l'Allemagne à l'unification, pour l'Allemagne de l'Ouest. Car, si la République démocratique allemande (RDA) a elle aussi entretenu des relations avec la France, le discours de l'amitié franco-allemande, ainsi d'ailleurs que l'institutionnalisation des échanges de jeunes, ne visaient en effet que la République fédérale d'Allemagne (RFA).

… consolidée au fil au temps

Pour apprécier ce niveau de sympathie à sa juste valeur, il n'est pas inutile de le comparer à celui des années 1950, alors que le rapprochement allemand ne faisait que commencer – sur le plan politique avec la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et sur le plan sociétal avec les premiers échanges de jeunes, organisés par quelques personnalités engagées, donc encore peu nombreux et non institutionnalisés. Les enquêtes d'opinion sur l'image du voisin étaient à l'époque moins régulières qu'aujourd'hui, surtout celles menées en parallèle de part et d'autre du Rhin, mais les quelques éléments existants, notamment une vaste étude conduite fin 1953 auprès de la population ouest-allemande à la demande de l'ambassade de France à Bonn[7], sont révélateurs du chemin parcouru en quelques décennies.

Certes, comme le notent les auteurs de cette enquête représentative, « l'idée de l'ennemi héréditaire [avait déjà à l'époque] perdu de sa violence et de sa diffusion », et une majorité des Allemandes et des Allemands interrogés se disaient alors favorables à l'unification européenne et à la coopération franco-allemande. Cependant, ces attitudes n'étaient pas « toujours dégagées de considérations d'esprit nationaliste[8] » . Les auteurs de l'enquête n'ont posé aucune question sur la sympathie éprouvée envers la France ou la population française, ce qui limite les possibilités de comparaison historique, mais les jugements sur la relation franco-allemande sont ici un indicateur utile. À cette question, seuls 12 % des personnes interrogées estimaient en 1953 que la relation était bonne/très bonne, sans d'ailleurs qu'il n'y ait de différences entre les zones d'occupation. Les deux tiers pensaient que la responsabilité de l'état de la relation incombait à la France. Un tel état d'esprit était loin de la sympathie débonnaire que l'on observe depuis quelques décennies.

Quant aux Françaises et aux Français, ils semblaient davantage encore sur leurs gardes. Une large majorité d'entre eux, interrogés en 1957 et 1959, jugeaient en effet « le peuple allemand dangereux » (respectivement 72 % et 70 %) ; seuls 30 % et 42 % d'entre eux estimaient que la République fédérale était une vraie démocratie[9]. Durant la décennie suivante, ils étaient toujours nombreux à juger avec sévérité leur voisin d'outre-Rhin. En 1965, deux ans après la signature du traité de l'Élysée qui institutionnalisa la coopération entre les deux États, seuls 6 % des Françaises et des Français interrogés considéraient l'Allemagne comme le plus sympathique des 10 pays cités, alors que 19 % estimaient qu'elle était le plus antipathique – il s'agissait alors du résultat le plus élevé de toutes les réponses à cette question[10].

Entre-temps, l'image du pays partenaire s'est considérablement améliorée dans les deux pays, se stabilisant dans les années 1980 à un niveau élevé. On observe certaines variations, mais elles ne remettent pas en cause la tendance générale qui est celle d'une consolidation de la sympathie mutuelle. De tels résultats, inscrits dans la durée, témoignent de la solidité des images positives,

6. Ifop/Ambassade d'Allemagne, « L'image de l'Allemagne en France », 2021, https://allemagneenfrance.diplo.de/blob/2433122/9fddd97d60844870e6b262240589e680/2020-11-24-sondage-ifop-datei-data.pdf

7. Institut für Sozialforschung an der Johann Wolfgang Goethe-Universität, « Image de la France : un sondage de l'opinion publique allemande (République fédérale) », hiver 1953/54, Goethe-Universität, Francfort-sur-le-Main, 1954, vol. 1, p. 6.

8. *Ibid*., S. 5.

9. Cité par Ingo Kolboom, Vom geteilten zum vereinten Deutschland. Deutschland-Bilder in Frankreich, *Arbeitspapiere zur internationalen Politik 61*, DGAP, avril 1991, p. 24.

10. Sondage « Das Deutschland-Bild der Franzosen », cité par Manfred Koch-Hillenbrecht, *Das Deutschenbild im Ausland,* Kessler, Bad Godesberg, 1968, p. 42.

désormais bien ancrées dans les consciences collectives des deux populations.

L'influence des facteurs sociaux

Dans l'ensemble, les jeunes de France et d'Allemagne apportent des réponses assez proches aux questions portant sur la relation franco-allemande dans le cadre de l'étude OFAJ. De même, et en dehors de quelques exceptions, l'âge des personnes interrogées semble n'avoir qu'un léger impact sur les réponses apportées[11]. En revanche, on observe certaines différences en fonction notamment de leur milieu social et de leur origine migratoire. À la question de savoir si la France et l'Allemagne devraient plus ou moins coopérer *(question 36[12]),* les jeunes issus d'une famille à l'histoire migratoire sont sensiblement moins nombreux à souhaiter qu'elle soit approfondie : 33 % dans les deux pays, comparés à 41 % et 45 % des jeunes sans histoire migratoire en France et en Allemagne ; de même, ils sont un plus nombreux à souhaiter que les deux pays coopèrent moins : 19 % et 10 %, comparés à 7 % et 4 % pour les jeunes sans histoire migratoire. Il semble que l'on puisse ici établir une corrélation avec la situation sociale des personnes interrogées. Dans les deux pays, les jeunes appartenant aux classes sociales supérieures sont les plus nombreux à souhaiter une intensification de la coopération (56 % en Allemagne et 43 % en France), à l'inverse des jeunes des classes sociales inférieures (37 % et 38 %), dans lesquelles les migrantes et les migrants ainsi que leurs descendantes et leurs descendants sont surreprésentés de part et d'autre du Rhin.

Les réponses sur le degré d'optimisme concernant l'avenir de la coopération franco-allemande dans les cinq ans à venir laissent apparaître des résultats similaires *(question 7[13]).* Dans les deux pays, les jeunes issus d'une famille à l'histoire migratoire sont 40 % à se montrer optimistes et très optimistes, comparés à 49 % des jeunes sans origine migratoire. Il s'agit bien d'une différence, mais moindre que pour la question précédemment évoquée. Cependant, là encore, il semble exister une corrélation avec l'origine sociale des personnes interrogées. Sur cette question en particulier, celle-ci joue un rôle déterminant, plus important d'ailleurs que l'histoire migratoire, puisque plus les jeunes appartiennent à un milieu social élevé, plus ils se disent optimistes quant à l'avenir de la coopération franco-allemande. Dans un pays comme la France, les chiffres varient presque du simple au double entre les couches sociales inférieures et supérieures. De tels résultats peuvent sans doute s'expliquer par le fait que les jeunes vivant dans des familles aisées voyagent en général davantage en dehors de leur pays, ce qui contribue à une plus grande ouverture d'esprit vis-à-vis de l'étranger et a tendance à réduire les peurs de l'autre.

---

11. À titre d'exemple, les plus jeunes sont les plus nombreux à souhaiter que les deux pays coopèrent davantage : 42 % dans les deux pays, comparés aux 37 % et 40 % en moyenne pour la France et l'Allemagne *(question 36).*
12. *Voir la question 36 citée plus haut [3].*
13. *Voir la question 7 citée plus haut [1].*

Tableau 1

Quel est votre degré d'optimisme quant à l'évolution de la coopération franco-allemande dans les cinq prochaines années ?

Classe sociale[14]	inférieure	moyenne inférieure	moyenne	moyenne supérieure	supérieure
France	**30**	**44**	**48**	**55**	**58**
Allemagne	**35**	**40**	**48**	**47**	**60**

14. *voir note 20, page 11.*

Tableau 2

Lequel de ces termes décrit le mieux la relation entre la France et l'Allemagne ?

	Pays France Allemagne	Âge		Genre		Origine migratoire	
		France **16-17** **18-21** **22-25**	**Allemagne** **16-17** **18-21** **22-25**	**France** **H** **F**	**Allemagne** **H** **F**	**France** **Oui** **Non**	**Allemagne** **Oui** **Non**
Partenariat	**16** **26**	20 15 15	39 22 23	15 18	24 27	17 17	19 30
Amitié	**26** **22**	23 26 27	20 25 21	31 21	27 18	20 30	21 24
Voisinage	**27** **29**	25 26 29	21 28 34	26 28	28 30	31 25	32 28
Concurrence	**12** **6**	10 13 12	3 5 8	13 10	8 3	17 8	10 3
Aucun de ces termes	**5** **2**	6 5 4	- 4 2	4 5	2 2	5 5	3 2
Ne sait pas	**14** **15**	16 15 13	17 16 12	11 18	11 20	10 15	15 13
Total	**100**	100	100	100	100	100	100

Amitié en France, partenariat en Allemagne

Là où, dans l'étude de l'OFAJ, la variable du pays de résidence semble faire une certaine différence, c'est en revanche dans les termes utilisés pour qualifier la relation franco-allemande *(question 35[15])*. Certes, dans les deux pays, le terme que les jeunes sondés associent le plus fréquemment à cette relation est celui de « voisinage » (27 % en France et 29 % en Allemagne) – un terme neutre, en tant qu'il se réfère à une situation géographique. Cependant, ceux qui arrivent respectivement en deuxième et troisième position sont inversés de part et d'autre du Rhin : alors qu'en France, les jeunes citent « amitié », ils sont plus nombreux en Allemagne à parler de « partenariat » (26 % dans les deux cas). En outre, en France, le terme de « partenariat » n'est cité que par 16 % des jeunes interrogés, tandis qu'ils sont 12 % à évoquer celui de « concurrence » (comparé à 6 % en Allemagne). S'il est difficile d'avancer une explication à un tel choix, on peut toutefois formuler une première hypothèse. Dans le discours public, il est fréquent en France de parler de « couple franco-allemand », une expression chargée sur le plan émotionnel et auquel font écho les termes de mariage/divorce ou encore d'amitié, tandis qu'en Allemagne, il est davantage question de « tandem », qui correspond à l'idée de « partenariat ». Cette hypothèse, qui ne peut qu'être partielle, ne permet toutefois pas d'expliquer pourquoi, dans les deux pays, les hommes sont sensiblement plus nombreux que les femmes à mentionner l'« amitié » (respectivement 10 et 9 points d'écart en France et en Allemagne).

Pragmatisme et résilience

Quelles que soient ces variations, la relation entre la France et l'Allemagne est associée à des attributs positifs dans les deux pays, qui laissent transparaître une relation à la fois apaisée et normalisée. Même si c'est à des degrés divers et dans des termes différents, la coopération franco-allemande est en effet largement plébiscitée par les jeunes de part et d'autre du Rhin. Comme si, dans le contexte tendu et plein d'incertitudes dans lequel a été menée l'enquête, il s'agissait d'une valeur refuge. Non seulement les jeunes interrogés sont nombreux à associer au pays partenaire une image positive, teintée d'estime et de sympathie, mais ils sont également nombreux à souhaiter que la coopération soit renforcée. S'ils plébiscitent la coopération entre les deux pays, ce n'est pas par idéalisme, mais avant tout pour une raison pragmatique. Préoccupés par la situation politique et sociale actuelle, ils sont une majorité à voir dans la coopération franco-allemande une manière de façonner l'avenir européen et de résoudre des problèmes d'actualité concrets, qu'il s'agisse de la guerre en Ukraine ou de la crise climatique.

Ce faisant, les jeunes des deux pays sont loin d'entretenir une vision romantique de la relation franco-allemande. Le choix des termes pour la qualifier en témoigne, mais aussi le regard qu'ils portent sur leur voisin. Interrogés sur l'image qu'ils en ont dans des domaines aussi variés que l'éducation, le fonctionnement de la démocratie et plus généralement les perspectives d'avenir, les jeunes en France comme en Allemagne jugent leur propre pays de manière nettement plus positive que le pays partenaire *(questions 4 et 5[16])*. Cela laisse penser qu'ils sont loin de projeter sur le voisin une vision fantasmée – comme cela peut parfois être le cas dans le débat sur le modèle allemand en France –, mais cela peut aussi traduire une certaine méconnaissance de sa réalité, qu'elle soit sociétale, culturelle, politique et bien sûr linguistique. Pour les institutions en charge du travail international de jeunesse, et en premier lieu pour l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, il s'agit là d'un encouragement à poursuivre les efforts pour soutenir et développer les échanges franco-allemands, dans des formats à la fois bilatéraux et ouverts à d'autres pays. En outre, le fait que les jeunes issus de milieux sociaux moins privilégiés soient de manière générale plus réticents à l'approfondissement de la coopération franco-allemande ou plus pessimistes quant à son avenir, qu'ils soient ou non issus de familles à l'histoire migratoire, ne doit pas être sous-estimé. Prendre ce message au sérieux implique de continuer à s'engager pour promouvoir les échanges internationaux de jeunes éloignés de la mobilité, comme l'OFAJ le fait dans le cadre de sa stratégie Diversité et participation.

15. Question 35 : Parmi les termes suivants, lequel décrit le mieux la relation entre la France et l'Allemagne : partenariat, amitié, relation de voisinage, concurrence, rien de tout cela.

16. Question 4 : Nous associons souvent certaines images à un pays, par exemple certaines particularités culturelles, des qualités des personnes qui y vivent, des avantages ou inconvénients. Indépendamment de votre situation personnelle, quelle image avez-vous de votre pays dans ces trois domaines : l'éducation, le fonctionnement de la démocratie, les perspectives d'avenir ?
La question 5, formulée de la même manière, concernait l'image de l'Allemagne vue par les jeunes en France.

Vue d'ensemble des résultats de l'étude Jeunesse par KANTAR Public

Le regard de la jeunesse sur l'avenir

Le regard sur l'avenir n'est pas sans nuages :

> Environ deux tiers des jeunes consultés dans les deux pays sont pessimistes quant à l'avenir de la société.
> En ce qui concerne leur propre avenir, il est également frappant de constater que seulement la moitié environ des jeunes des deux pays sont confiants quant à leur propre avenir.

La situation de vie actuelle est tout aussi satisfaisante pour les jeunes dans les deux pays – ce sont surtout les possibilités de participation politique, mais aussi leur statut actuel et les perspectives professionnelles qui sont des thèmes moins satisfaisants.

Les jeunes en France ont tendance à avoir une meilleure image de leur propre pays et les jeunes en Allemagne ont également tendance à évaluer la France plus souvent de manière positive que les jeunes en France ne le font de l'Allemagne.

En ce qui concerne les défis actuels, pour les jeunes des deux pays, le changement climatique est une priorité. En Allemagne, la guerre (en Ukraine) et les tensions au sein de la société jouent un rôle plus important pour les jeunes qu'en France.

Les perspectives pour les cinq prochaines années sont plutôt mauvaises dans les deux pays.

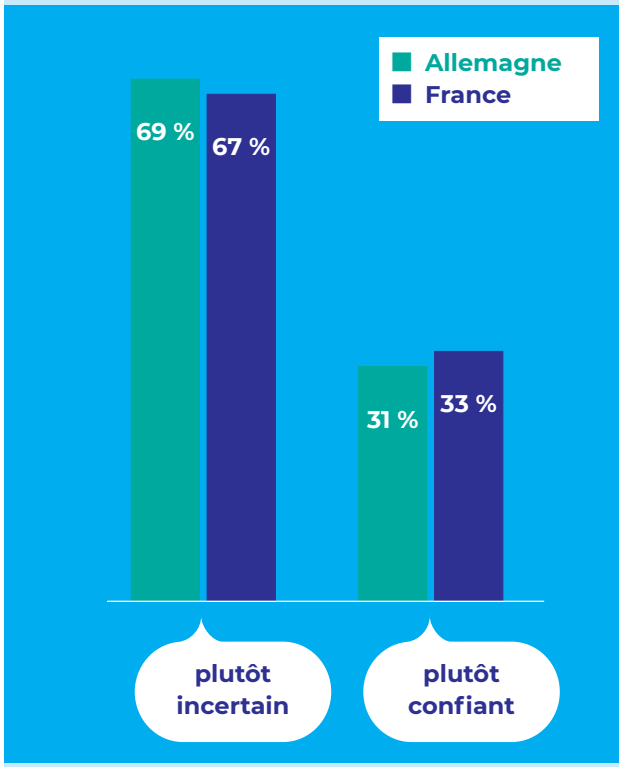
Seulement une minorité des jeunes consultés dans les deux pays considèrent leur propre situation financière comme étant (très) bonne.

Environ un tiers des jeunes, donc une minorité, dans les deux pays pensent qu'il est (très) probable qu'ils s'en sortiront mieux que leurs parents sur le plan matériel.

Graphique 6
Regard de la jeunesse sur l'avenir

Environ deux tiers des jeunes des deux pays sont pessimistes quant à l'avenir de la société.

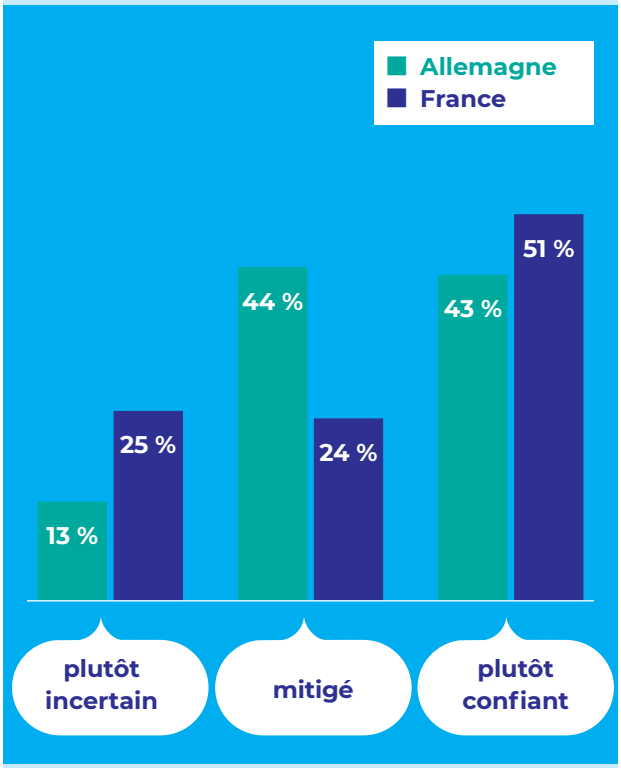
Question 3 :
Et qu'en est-il de l'avenir de notre société ? Le voyez-vous...



Graphique 7
Regard de la jeunesse sur l'avenir

En ce qui concerne leur propre avenir, il est également frappant de constater que seule la moitié environ des jeunes des deux pays sont confiants quant à leur propre avenir.

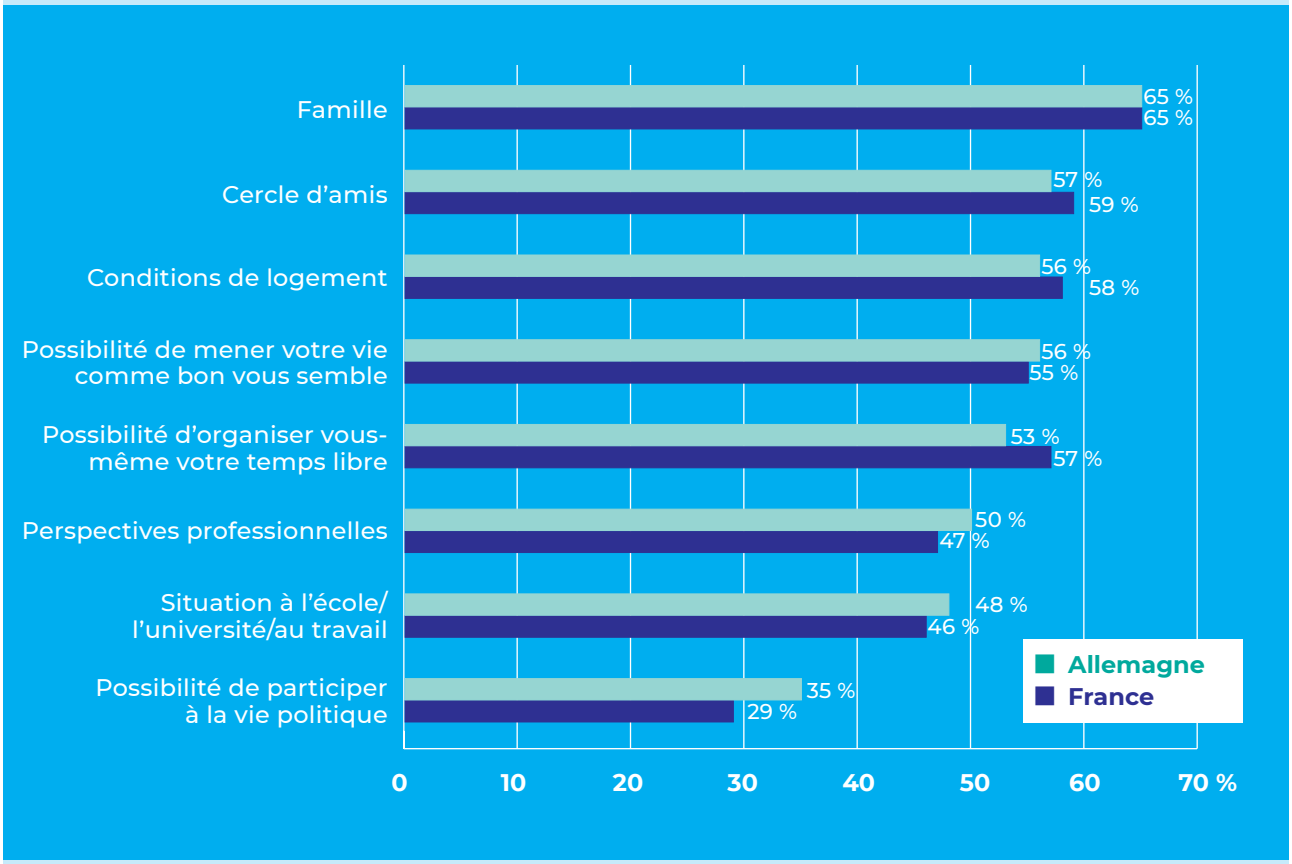
Question 2 :
Comment envisagez-vous votre propre avenir ? En effet, on peut imaginer son avenir et la façon dont sa vie va se dérouler, de manière plutôt sombre ou plutôt confiante ? Qu'en est-il pour vous ?



Graphique 8
Regard de la jeunesse sur l'avenir

La situation de vie actuelle est tout aussi satisfaisante pour les jeunes dans les deux pays – ce sont surtout les possibilités de participation politique, mais aussi leur statut actuel et les perspectives professionnelles qui le sont moins.

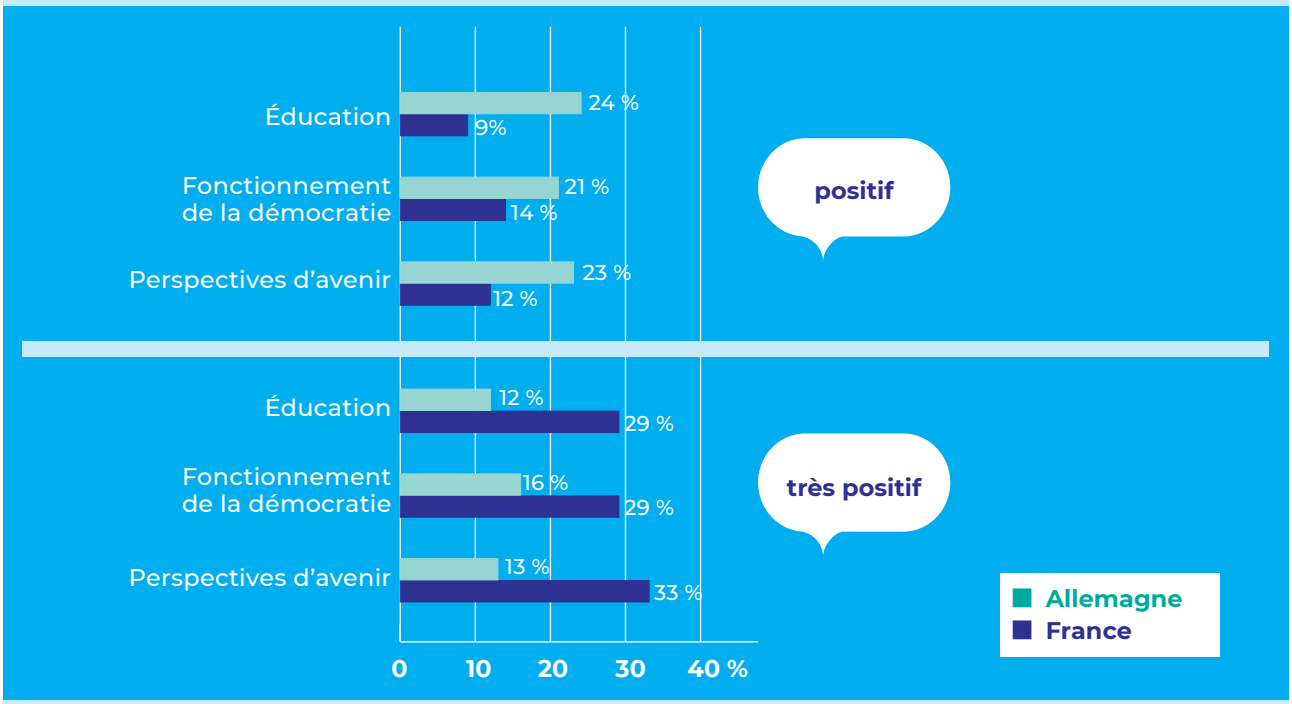
Question 1 :
Commençons par quelques questions sur votre situation actuelle.
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants ?



Graphique 9
Regard de la jeunesse sur l'avenir

Les jeunes en France ont tendance à avoir une meilleure image de leur propre pays et les jeunes en Allemagne ont également tendance à évaluer la France plus souvent de manière positive que les jeunes en France ne le font de l'Allemagne.

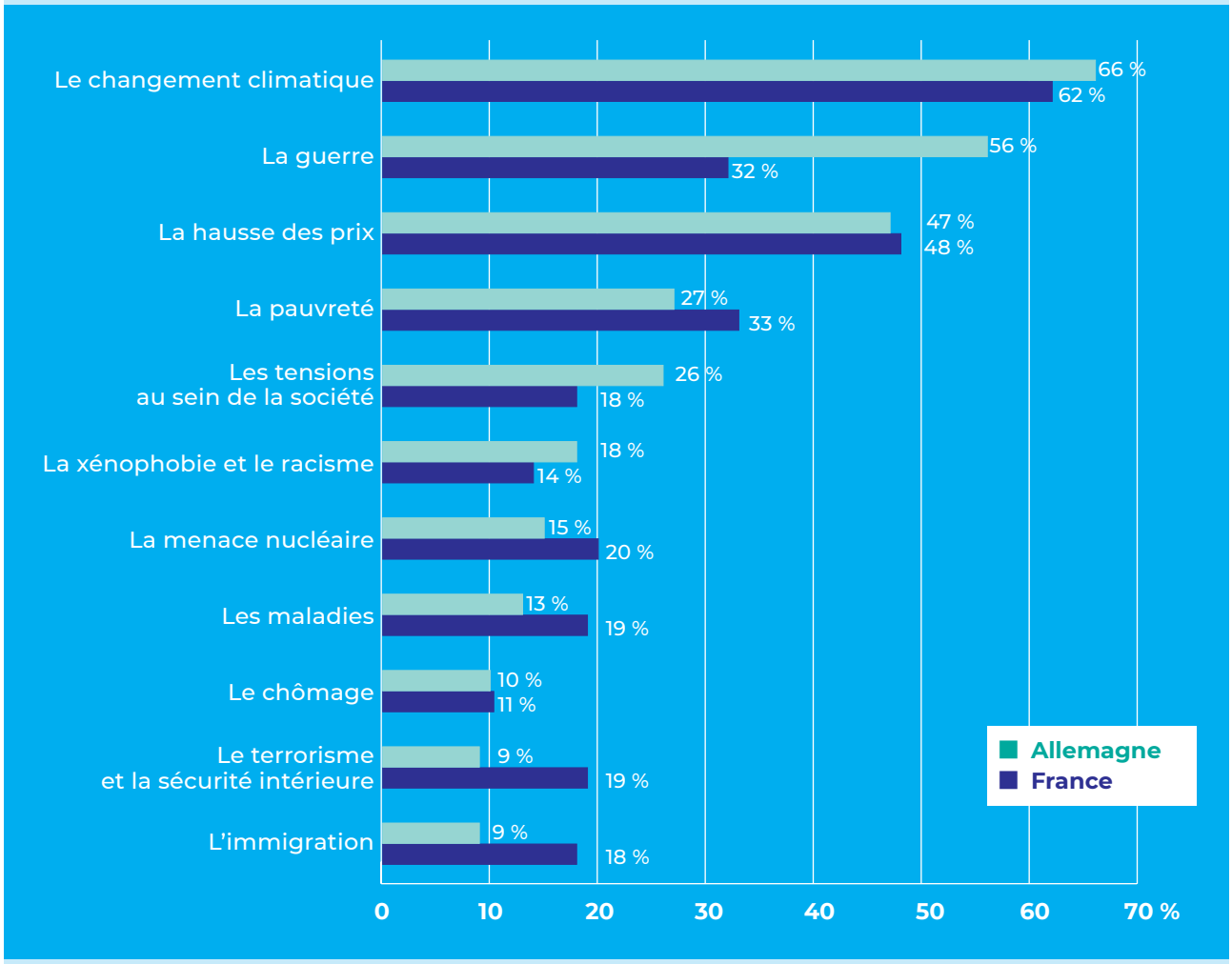
Question 4:
Quelle image avez-vous de la France dans ces trois domaines ?



Graphique 10
Regard de la jeunesse sur l'avenir

En ce qui concerne les défis actuels, pour les jeunes des deux pays, le changement climatique est une priorité – en Allemagne, la guerre (en Ukraine) et les tensions au sein de la société jouent un rôle plus important pour les jeunes.

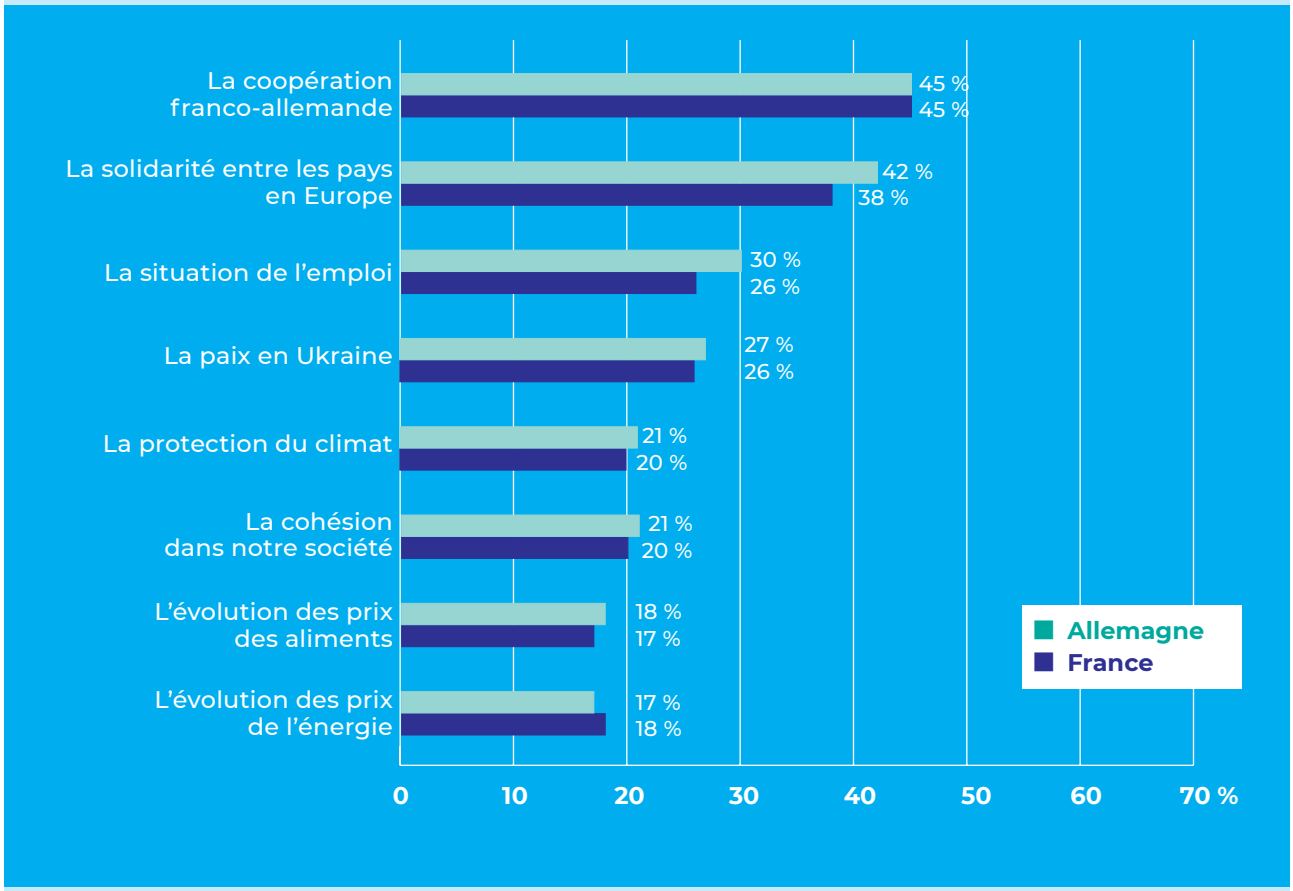
Question 6 :
Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque ?



Graphique 11
Regard de la jeunesse sur l'avenir

Les perspectives pour les cinq prochaines années sont plutôt mauvaises dans les deux pays.

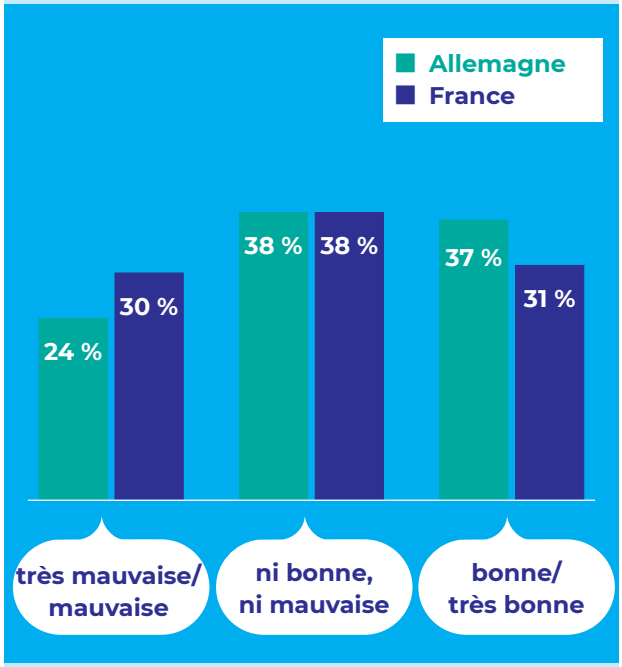
Question 7 :
Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq à dix prochaines années quant à l'évolution de... ?



Graphique 13
Regard de la jeunesse sur l'avenir

Seulement une minorité des jeunes consultés dans les deux pays considèrent leur propre situation financière comme étant (très) bonne.

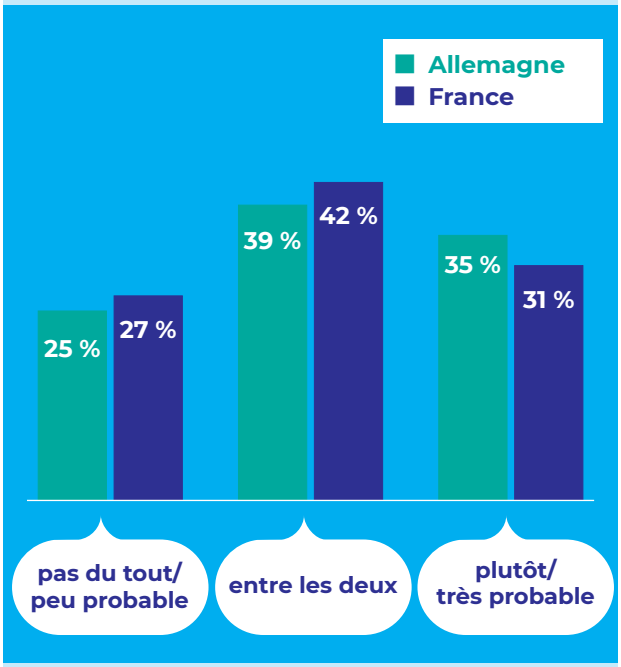
Question 8 :
D'une manière générale, comment qualifieriez-vous votre propre situation financière ?



Graphique 14
Regard de la jeunesse sur l'avenir

Environ un tiers des jeunes, donc une minorité, dans les deux pays pensent qu'il est (très) probable qu'ils s'en sortiront mieux que leurs parents sur le plan matériel.

Question 9 :
Selon vous, quelle est la probabilité que votre situation financière et matérielle soit un jour meilleure que celle de vos parents ?



Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

Seulement une minorité de jeunes dans les deux pays (environ un tiers) se disent intéressés par la politique.

De même, seulement une minorité des jeunes (environ deux cinquièmes) s'informent au moins plusieurs fois par semaine sur la politique.

De la même manière, seulement une minorité des jeunes (Allemagne : 36 % / France : 27 %) sont actuellement (très) satisfaits de la démocratie – en France, la part des insatisfaits (30 %) est plus importante que celle des satisfaits.

Environ la moitié des jeunes consultés dans les deux pays considèrent que des corrections limitées doivent être apportées à la politique, tandis qu'environ un quart à un tiers d'entre eux misent sur des changements fondamentaux.

Les jeunes en France se procurent des informations politiques à partir d'une multitude de sources, tandis qu'en Allemagne ils misent davantage sur les médias en ligne et la radio. La part respective de Twitter, Facebook et TikTok est plus élevée en France.

Les jeunes en Allemagne se situent un peu plus au centre gauche de l'échiquier politique que les jeunes en France.

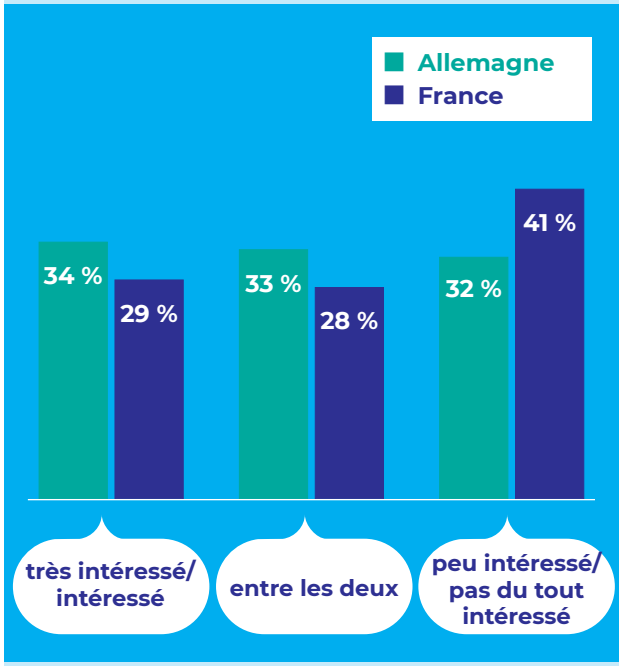
Les jeunes consultés dans les deux pays ont tendance à souhaiter moins d'État, à donner une priorité à la protection du climat sur l'économie, à demander une politique lisible à l'égard de la jeune génération et à vouloir plus d'initiatives en matière d'égalité entre les sexes. Le thème de l'immigration divise, surtout en France.

En France, la politique est plutôt une affaire privée, surtout pour les jeunes qui cherchent plus souvent le compromis et sont plus nombreux à être persuadés qu'il est possible de convaincre ceux qui ne pensent pas comme eux par des arguments.

Graphique 17
Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

Seulement une minorité de jeunes consultés dans les deux pays (environ un tiers) se disent intéressés par la politique.

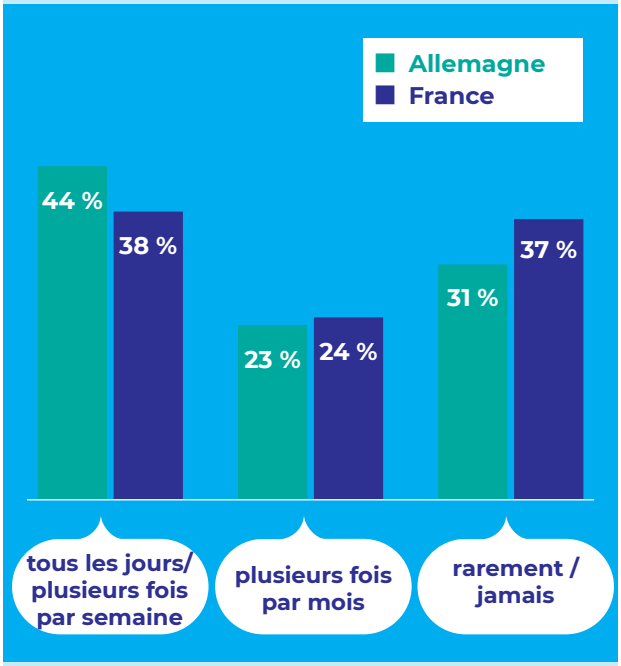
Question 11 :
Dans quelle mesure vous intéressez-vous à la politique ? Je suis...



Graphique 18
Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

De même, seulement une minorité des jeunes (environ deux cinquièmes) s'informent au moins plusieurs fois par semaine sur la politique.

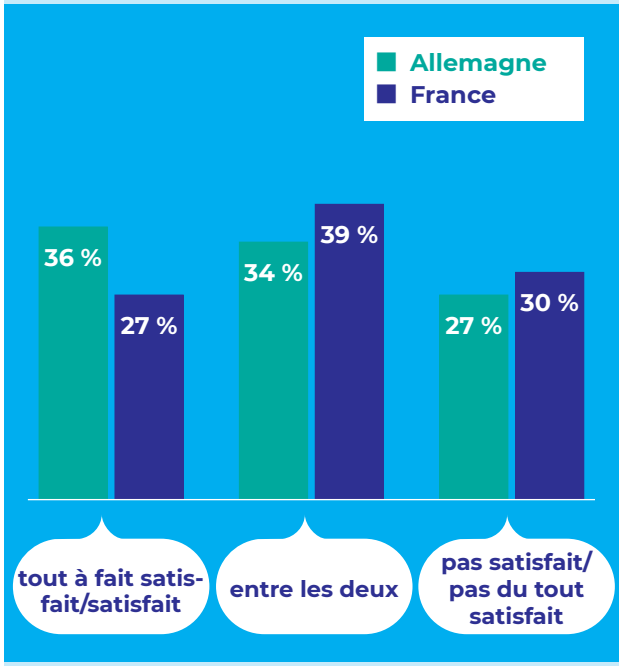
Question 12 :
À quelle fréquence vous informez-vous de manière active sur l'actualité ou les sujets politiques ?



Graphique 19
Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

De la même manière, seulement une minorité des jeunes (Allemagne : 36 % / France : 27 %) sont actuellement (très) satisfaits de la démocratie – en France, la part des insatisfaits (30 %) est plus importante que celle des satisfaits.

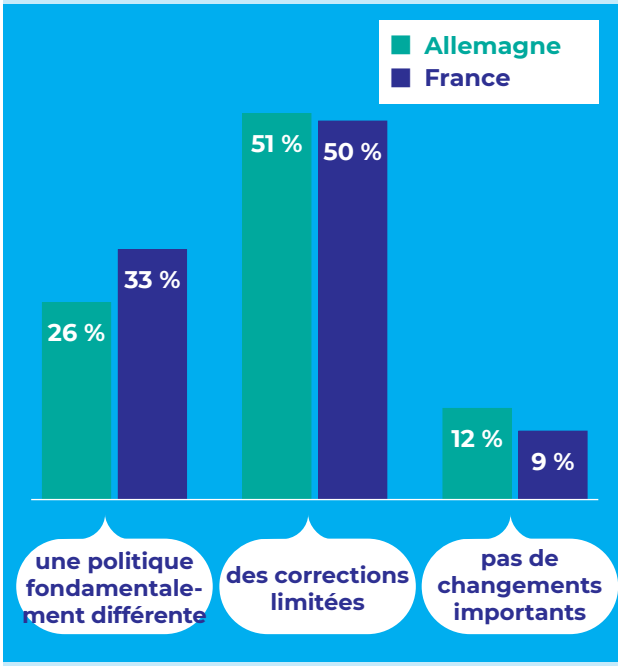
Question 17 :
D'une manière générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la démocratie en France ?



Graphique 20
Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

Environ la moitié des jeunes consultés dans les deux pays considèrent que des corrections limitées doivent être apportées à la politique, tandis qu'environ un quart à un tiers d'entre eux misent sur des changements fondamentaux.

Question 18 :
En pensant à l'avenir, diriez-vous, qu'en France, nous avons besoin d'une politique fondamentalement différente, que des corrections limitées suffisent, ou qu'il n'est pas nécessaire, selon vous, d'apporter des changements importants à la politique ?

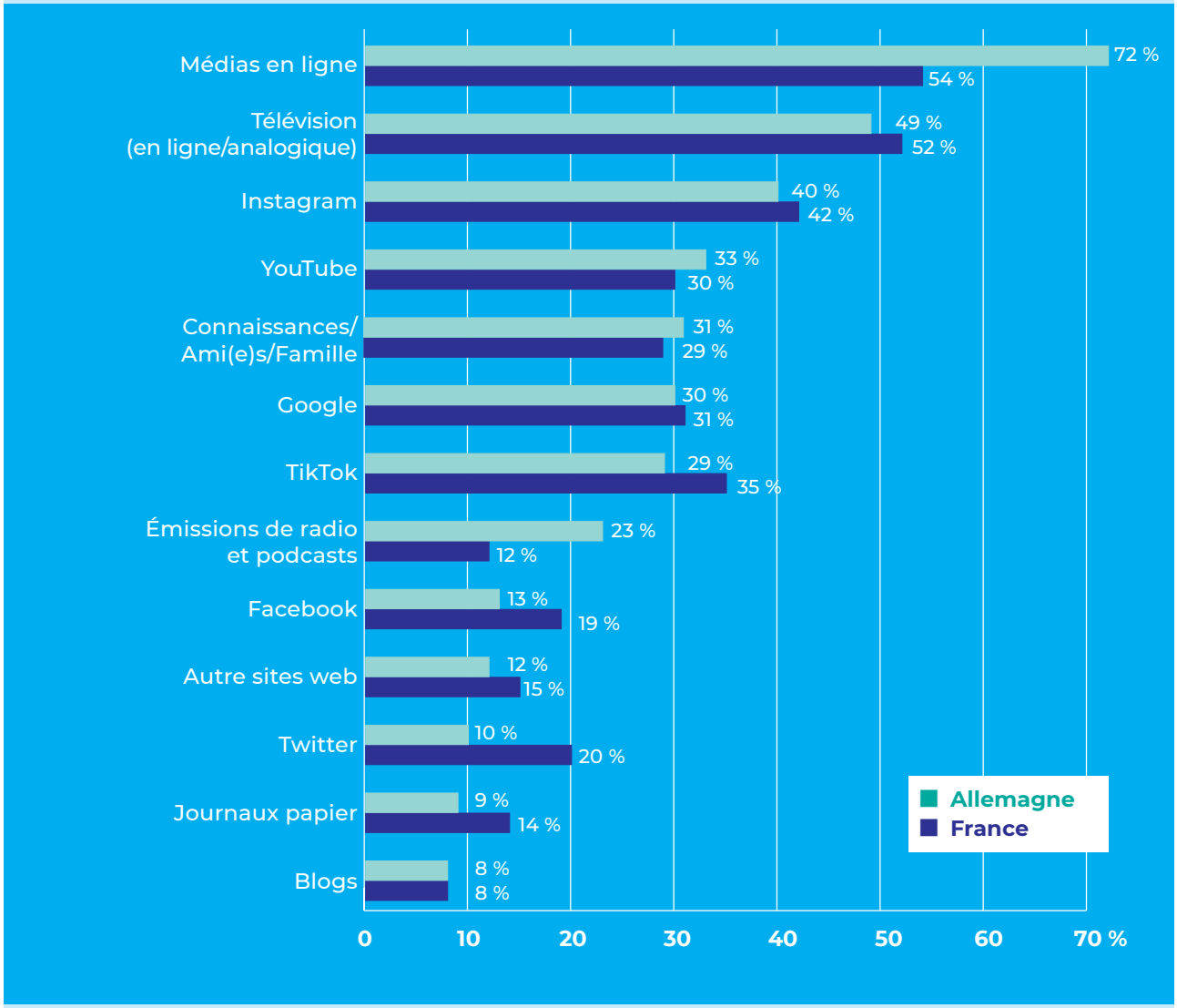


Graphique 21

Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

Les jeunes en France se procurent des informations politiques à partir d'une multitude de sources, tandis que les jeunes en Allemagne misent davantage sur les médias en ligne et la radio. La part respective de Twitter, Facebook et TikTok est plus élevée en France.

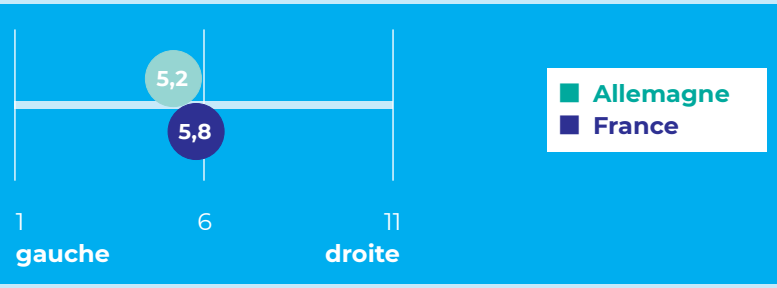
Question 13 :
Comment vous informez-vous de manière active sur l'actualité et les sujets politiques ? (Question à choix multiples)



Graphique 22
Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

Les jeunes en Allemagne se situent un peu plus au centre gauche de l'échiquier politique que les jeunes en France.

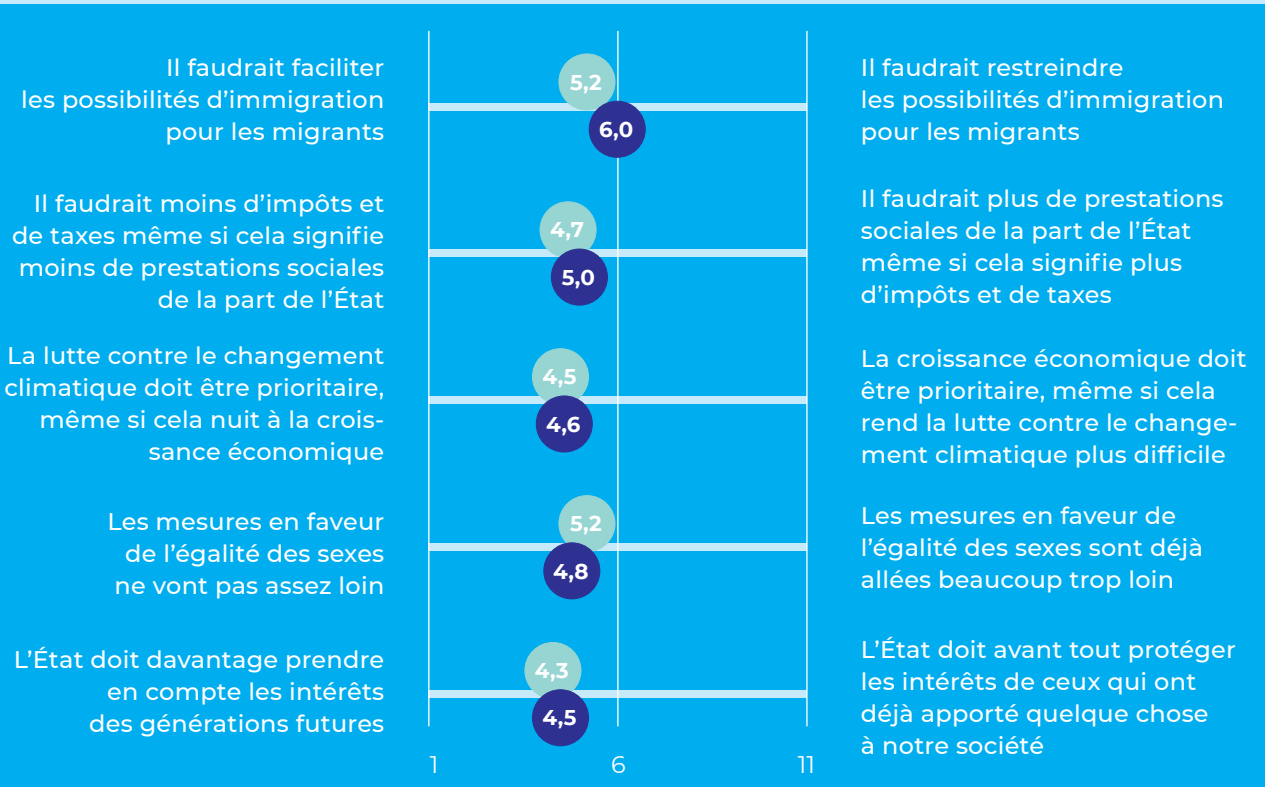
Question 27 :
En politique, les gens parlent souvent de „gauche" et de „droite" lorsqu'il s'agit de caractériser des attitudes politiques différentes. Sur une échelle de 1 (gauche) à 11 (droite), où vous situeriez-vous ?



Graphique 23
Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

Les jeunes consultés dans les deux pays ont tendance à souhaiter moins d'État, à donner une priorité à la protection du climat sur l'économie, à demander une politique lisible à l'égard de la jeune génération et à vouloir plus d'initiatives en matière d'égalité entre les sexes. Le thème de l'immigration divise, surtout en France.

Question 28 :
Voici d'autres questions politiques… Quelle est votre opinion ?

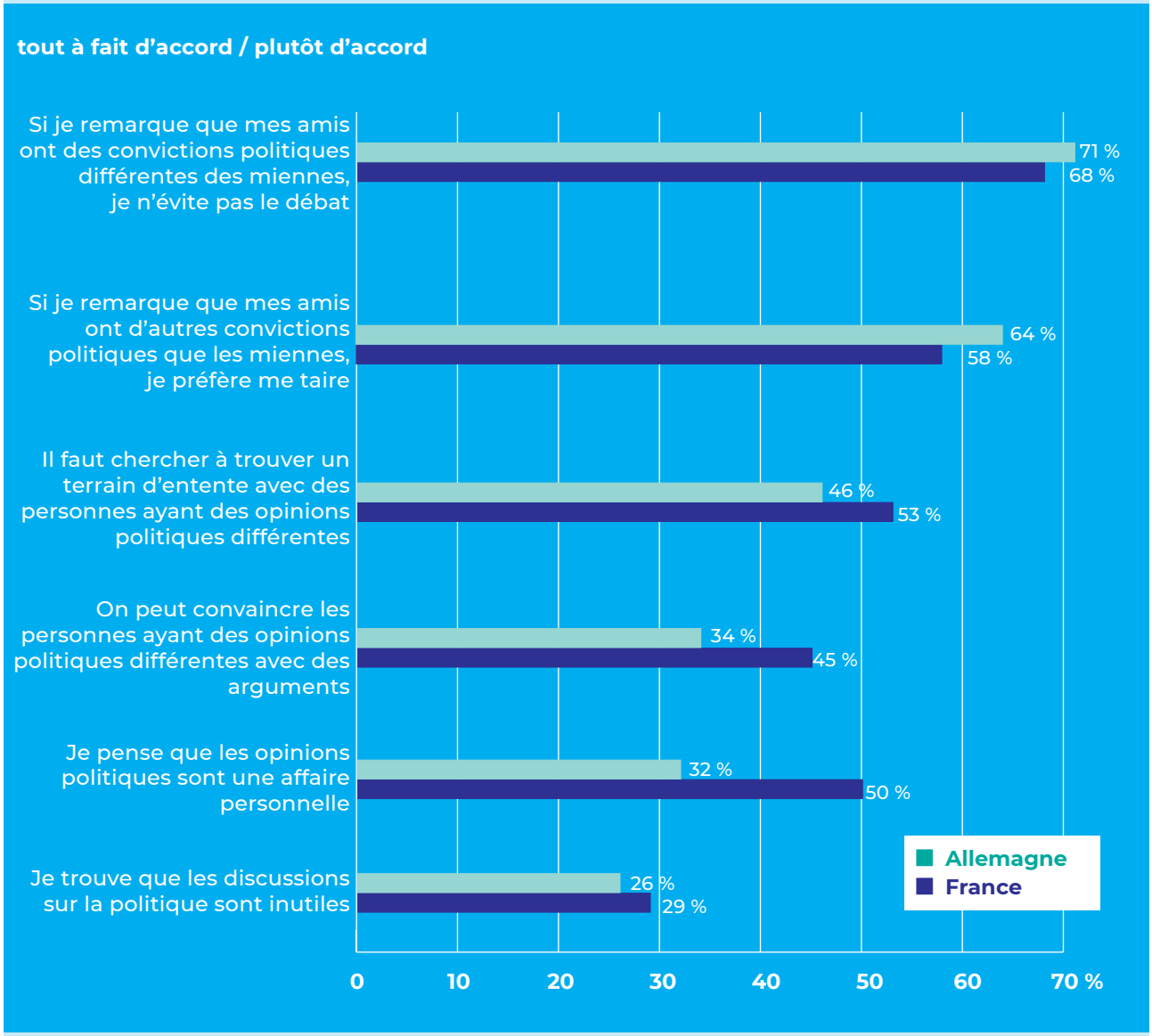


Graphique 24

Le regard des jeunes sur la politique et la démocratie

La politique est plutôt une affaire privée, surtout pour les jeunes en France. Ils se prononcent plus souvent en faveur de la recherche de compromis. En outre, les jeunes français sont plus nombreux à être convaincus qu'il est possible de convaincre ceux qui ne pensent pas comme eux par des arguments.

Question 16 :
Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes ?



La coopération franco-allemande en Europe

L'Europe évoque davantage d'associations chez les jeunes en Allemagne que chez les jeunes en France, qu'elles soient positives ou négatives.

Une bonne moitié des jeunes consultés dans les deux pays considèrent la coopération franco-allemande comme (très) importante, quel que soit le domaine politique.

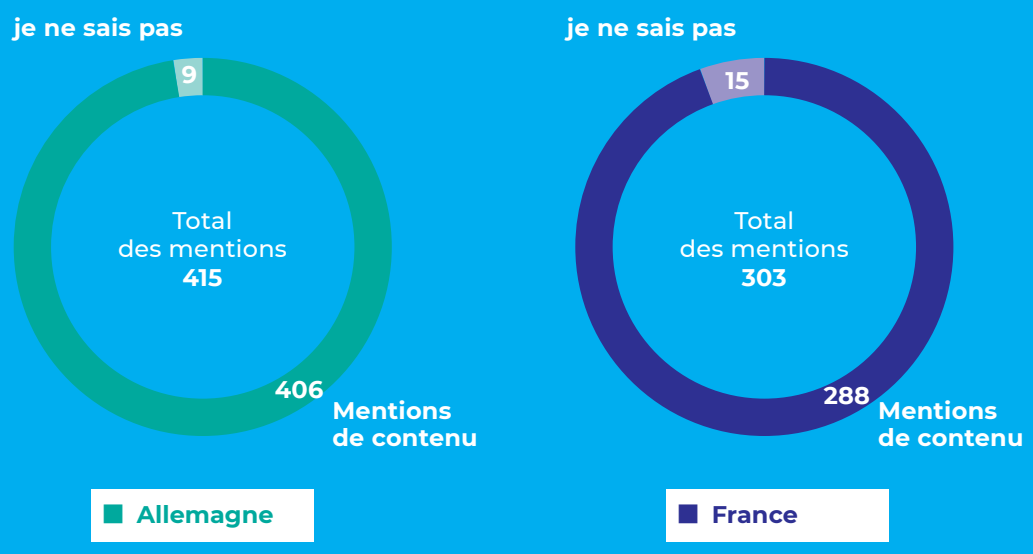
La relation entre l'Allemagne et la France est en principe associée à des attributs positifs dans les deux pays – mais moins positifs en France.

Une large majorité des jeunes consultés dans les deux pays soutiennent les missions à l'étranger de leur propre armée – en Allemagne plus souvent pour des raisons humanitaires et en France dans l'idée de vouloir soutenir des partenaires au sein des alliances.

Graphique 27
La coopération franco-allemande en Europe

L'Europe évoque davantage d'associations chez les jeunes en Allemagne que chez les jeunes en France, qu'elles soient positives ou négatives.

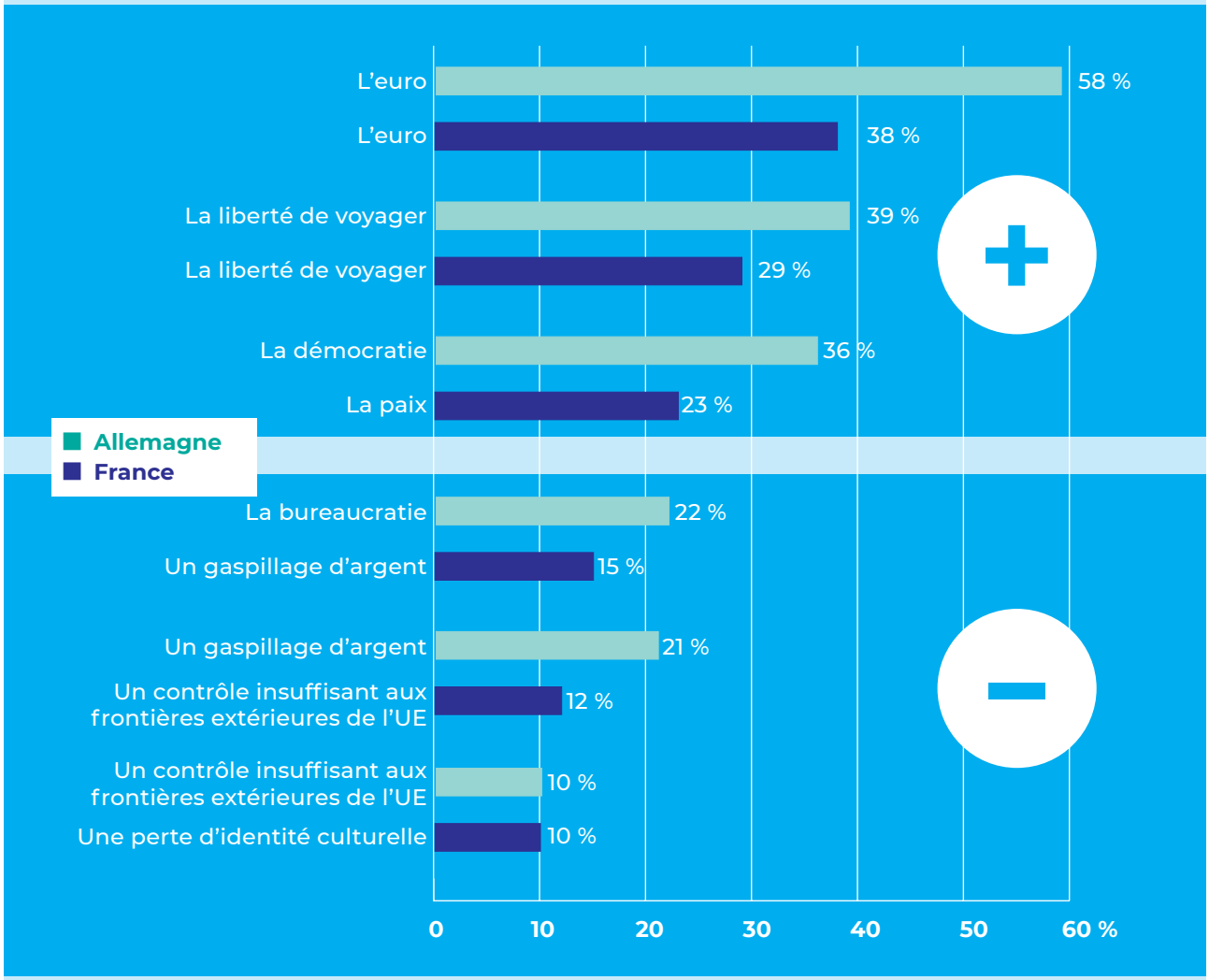
Question 33 :
On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes.
Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects que vous associez personnellement à l'Union européenne.



Graphique 28
La coopération franco-allemande en Europe

Les jeunes des deux pays ont des associations similaires, mais à des niveaux différents.

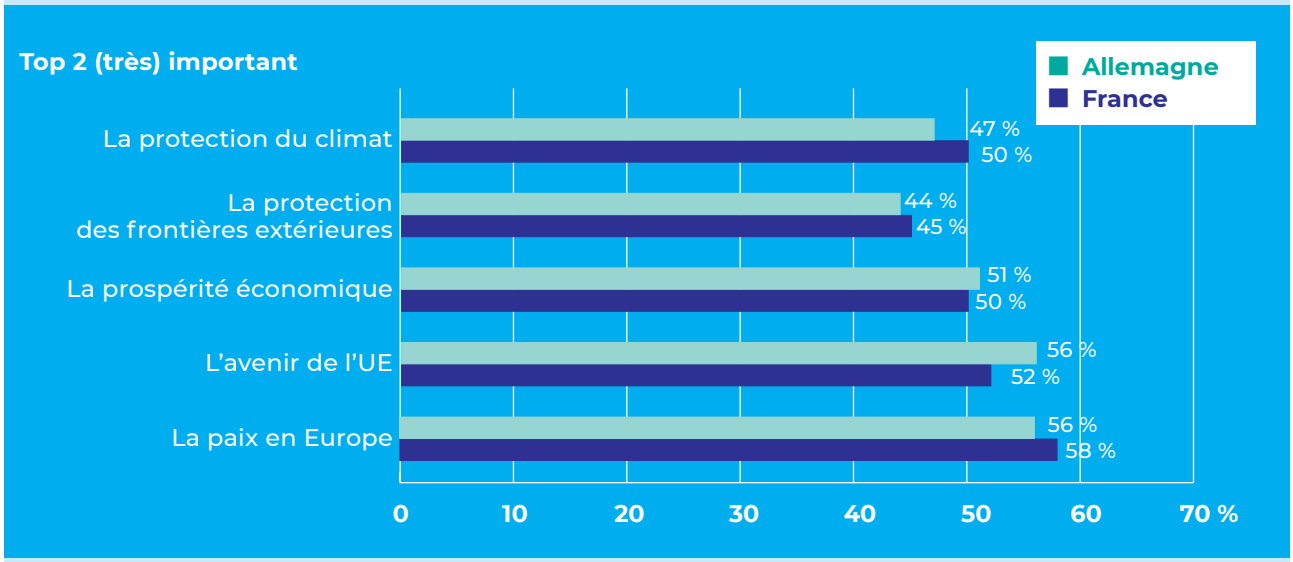
Question 33 :
On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes.
Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects que vous associez personnellement à l'Union européenne.



Graphique 29
La coopération franco-allemande en Europe

Une bonne moitié des jeunes consultés dans les deux pays considèrent la coopération franco-allemande comme (très) importante, quel que soit le domaine politique..

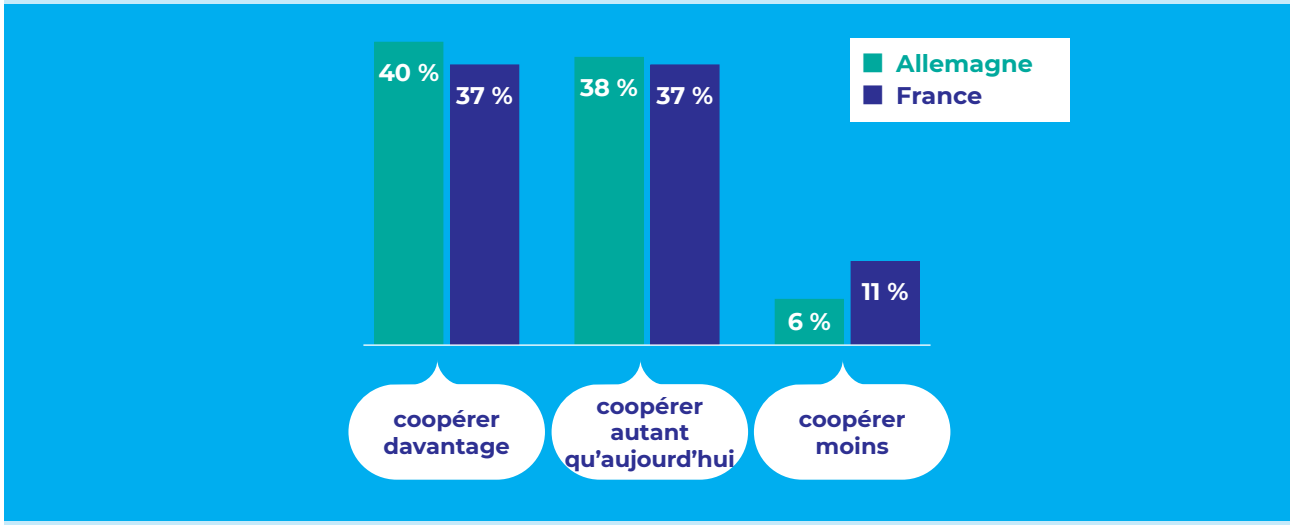
Question 34 :
Selon vous, quelle est l'importance de la coopération franco-allemande en Europe sur chacun des domaines suivants ?



Graphique 30
La coopération franco-allemande en Europe

Seule une faible proportion des jeunes estiment que les deux pays devraient moins coopérer au niveau européen.

Question 36 :
Selon vous, la France et l'Allemagne devraient elles, à l'avenir, plus ou moins coopérer au niveau européen ?



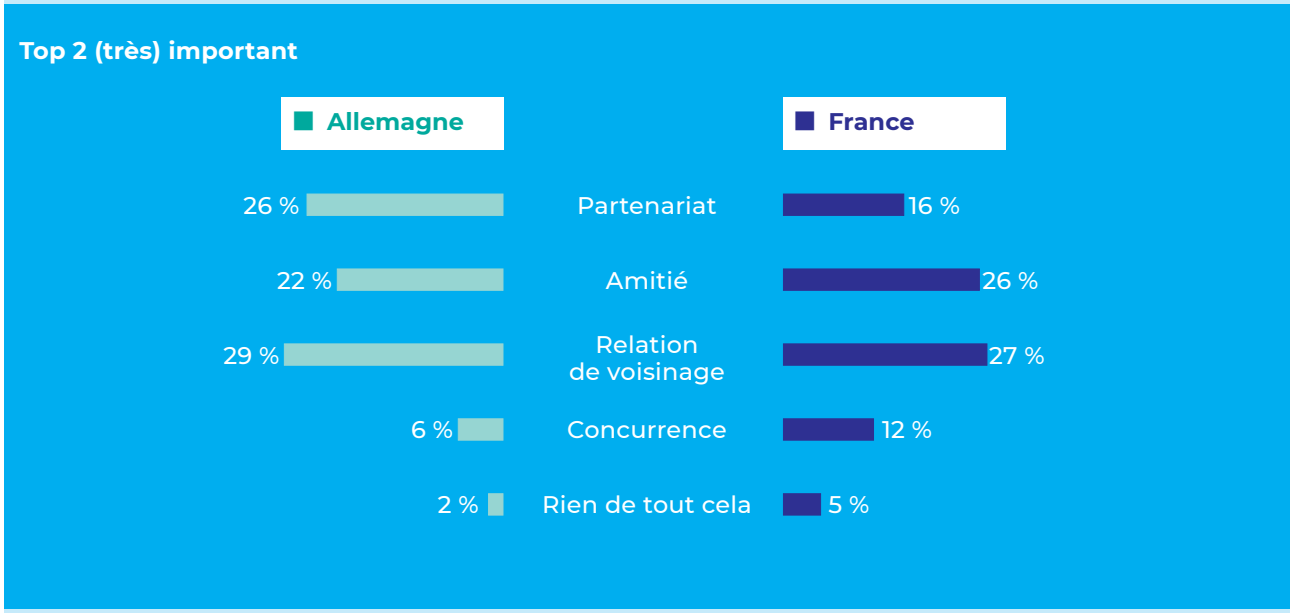
Graphique 31

La coopération franco-allemande en Europe

La relation entre l'Allemagne et la France est en principe associée à des attributs positifs dans les deux pays – mais moins positifs en France.

Question 35 :

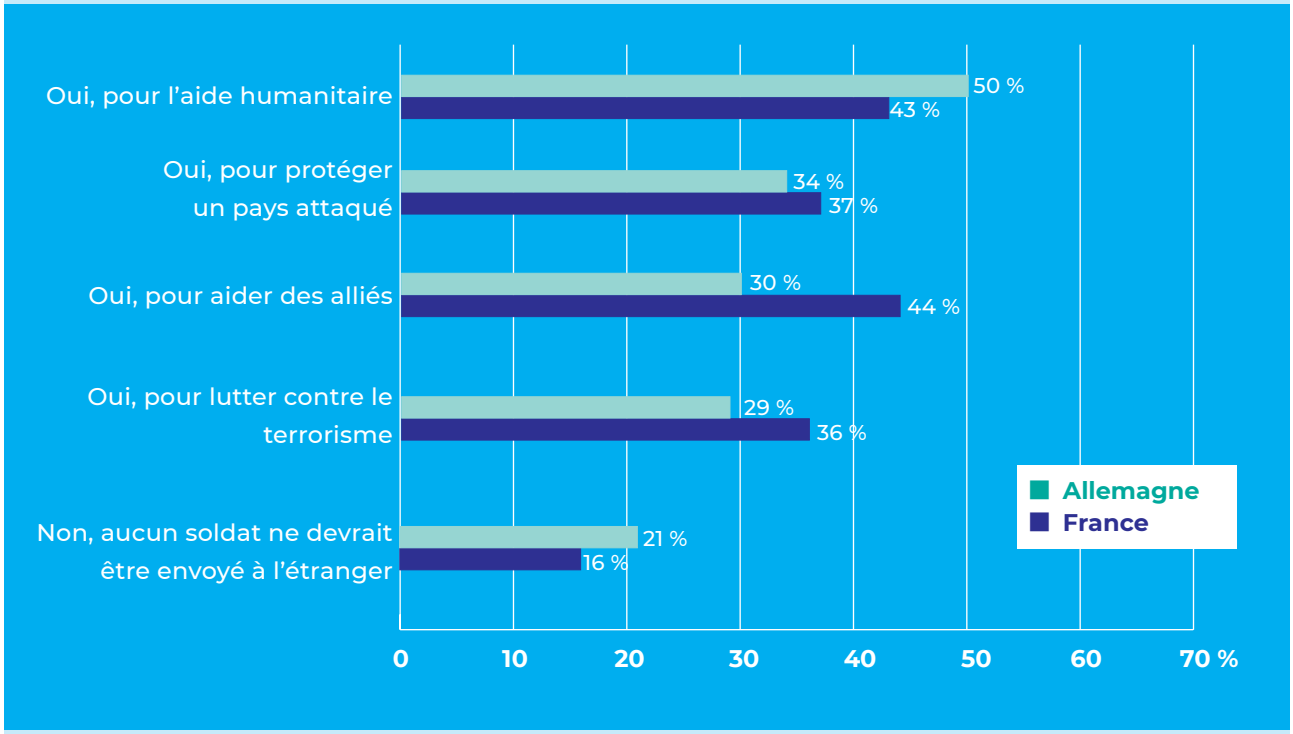
Parmi les termes suivants, lequel décrit le mieux la relation entre la France et l'Allemagne ?



Graphique 33
La coopération franco-allemande en Europe

Une large majorité des jeunes consultés dans les deux pays soutiennent les missions à l'étranger de leur propre armée – en Allemagne plus souvent pour des raisons humanitaires et en France dans l'idée de vouloir soutenir des partenaires au sein des alliances.

Question 30 :
La France devrait-elle envoyer des soldats à l'étranger ?



L’engagement des jeunes

Trois quarts (en Allemagne) et deux tiers (en France) des jeunes consultés âgés de 22 à 25 ans votent – environ un cinquième des jeunes en France disent „non“ aux élections.

En France, une majorité des jeunes consultés rejettent l’idée d’abaisser l’âge du vote de 18 à 16 ans. En Allemagne, les jeunes sont plus nombreux à se prononcer en sa faveur.

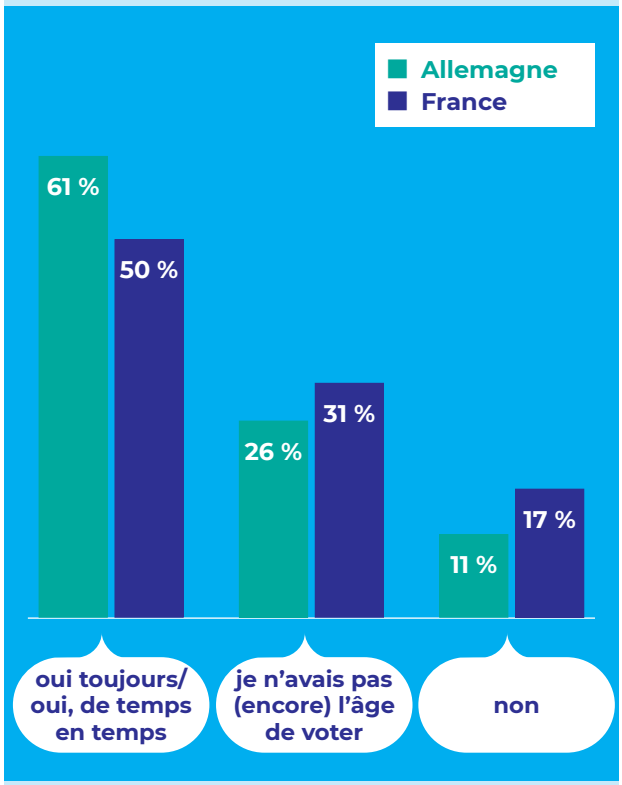
Peu de différences entre les pays concernant l’engagement politique : environ un quart des jeunes n’ont pas été actifs politiquement au cours des 12 derniers mois – dans la même proportion, ils ont essayé de convaincre leurs proches de leurs propres points de vue et ont signé une pétition. Un jeune sur cinq a acheté ou boycotté volontairement certains produits au cours des 12 derniers mois.

Changer les choses et améliorer le monde sont les motivations les plus fréquentes de l’engagement politique.

Graphique 36
L'engagement des jeunes

Trois quarts (en Allemagne) et deux tiers (en France) des jeunes consultés âgés de 22 à 25 ans votent – environ un cinquième des jeunes en France disent „non" aux élections.

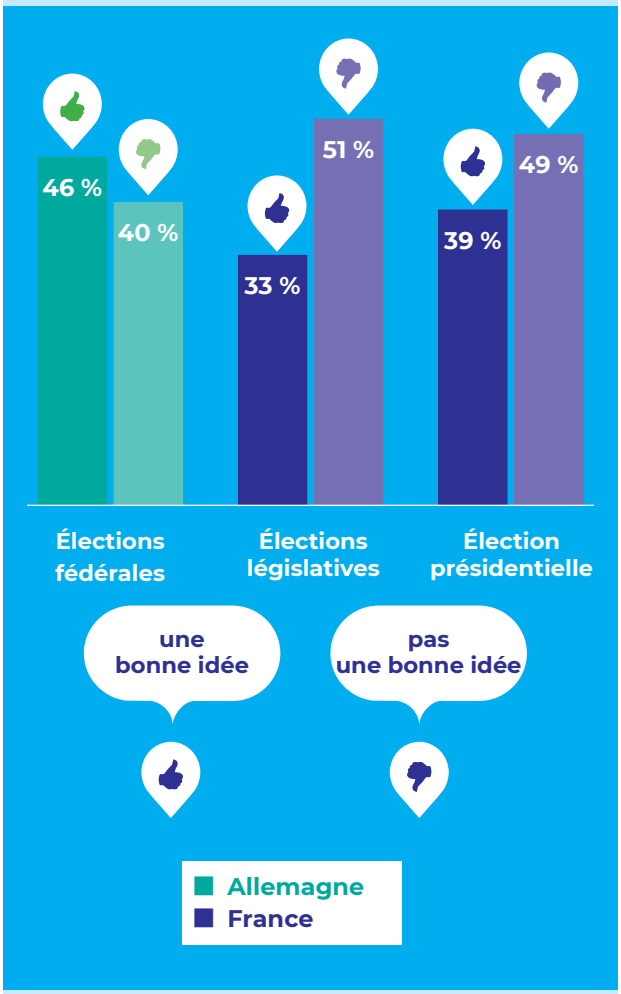
Question 19 :
Lorsqu'il y a des élections, beaucoup de gens votent, d'autres s'abstiennent pour diverses raisons. Avez-vous voté lors des élections précédentes ?



Graphique 37
L'engagement des jeunes

En France, davantage de jeunes consultés rejettent l'idée d'abaisser l'âge du vote de 18 à 16 ans. En Allemagne, les jeunes sont plus nombreux à se prononcer en sa faveur.

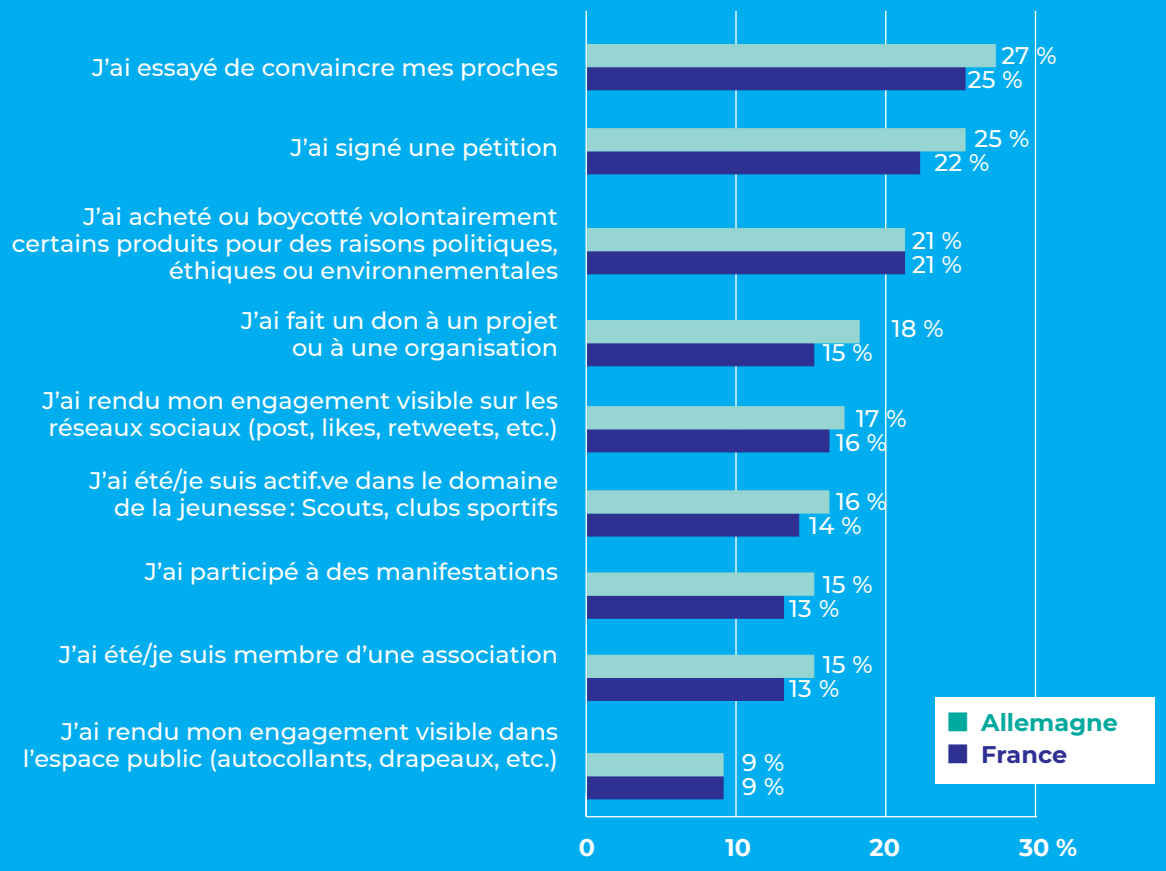
Question 21 :
Que pensez-vous de l'idée d'abaisser l'âge légal du vote en le baissant de 18 à 16 ans pour les élections suivantes ?



Graphique 38
L'engagement des jeunes

Peu de différences entre les pays concernant l'engagement politique : environ un quart des jeunes n'ont pas été actifs politiquement au cours des 12 derniers mois – dans la même proportion, ils ont essayé de convaincre leurs proches de leurs propres points de vue et ont signé une pétition. Un jeune sur cinq a acheté ou boycotté volontairement certains produits au cours des 12 derniers mois.

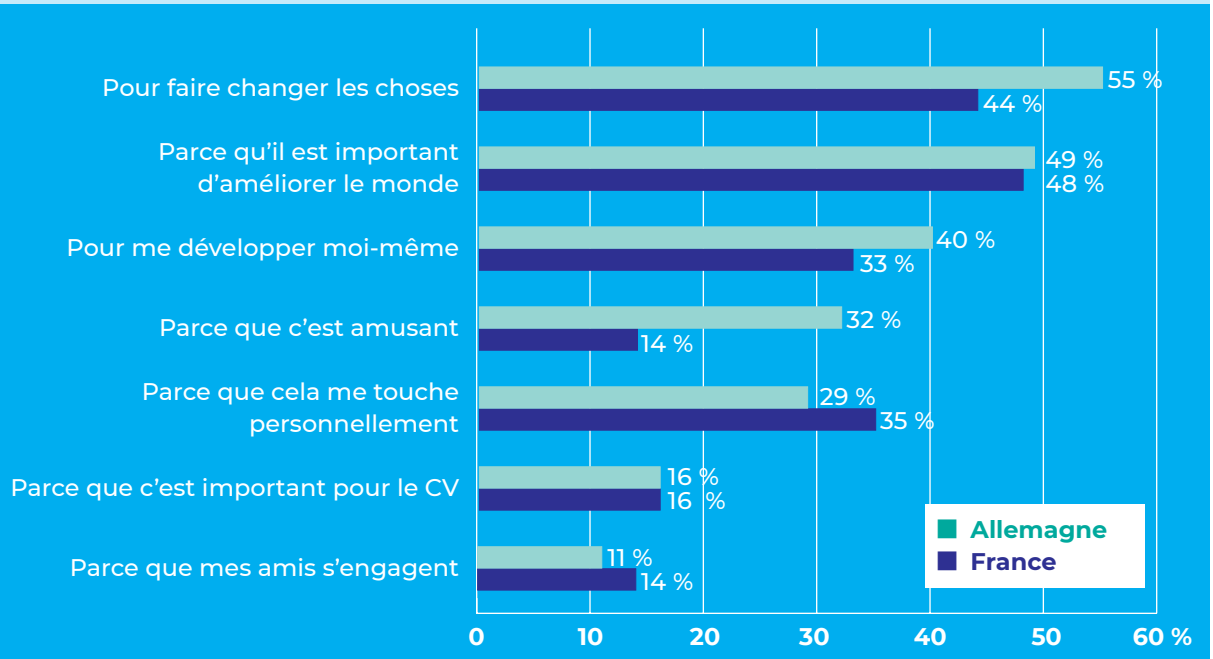
Question 22 :
Il y a différentes manières pour améliorer les choses en France ou pour empêcher que quelque chose ne se dégrade. Au cours des 12 derniers mois, avez-vous fait l'une des choses suivantes ? (Question à choix multiples)



Graphique 39
L'engagement des jeunes

Changer les choses et améliorer le monde sont les motivations les plus fréquentes de l'engagement politique.

Question 23
(si une forme d'engagement selon la question 22) :
Pourquoi vous êtes-vous engagé ?
(Question à choix multiples)



La paix et cohésion sociale

En Allemagne, la paix est très souvent associée à la liberté, au bonheur et à l'amour. En France, l'égalité et la fraternité sont deux principes sociaux fondamentaux.

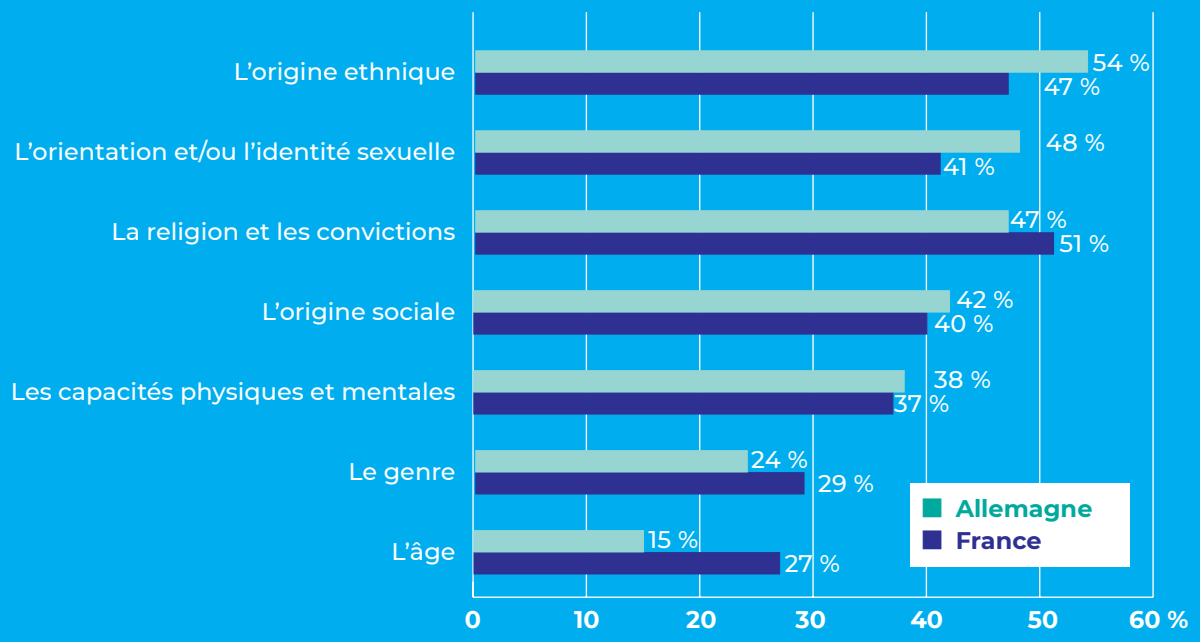
L'origine ethnique, la religion et les convictions sont des motifs d'exclusion pour environ la moitié des jeunes – en France, l'âge est plus souvent un motif d'exclusion (27 %) qu'en Allemagne (15 %), où l'orientation/identité sexuelle (48 %) est plus souvent citée qu'en France (41 %).

Peu de jeunes accordent une (très) grande confiance à certaines institutions de la société. Seule l'armée en France (56 % contre 43 % en Allemagne) recueille une majorité pour la confiance. La police (Allemagne : 47 % / France : 37 %), la justice (Allemagne : 45 % / France : 29 %) et l'école/l'université (Allemagne : 45 % / France : 28 %) jouissent d'une confiance nettement plus grande en Allemagne qu'en France.

Graphique 42
La paix et la cohésion sociale

L'origine ethnique, la religion et les convictions sont des motifs d'exclusion pour environ la moitié des jeunes – en France, l'âge est plus souvent un motif d'exclusion qu'en Allemagne, où l'orientation/identité sexuelle est plus souvent citée qu'en France.

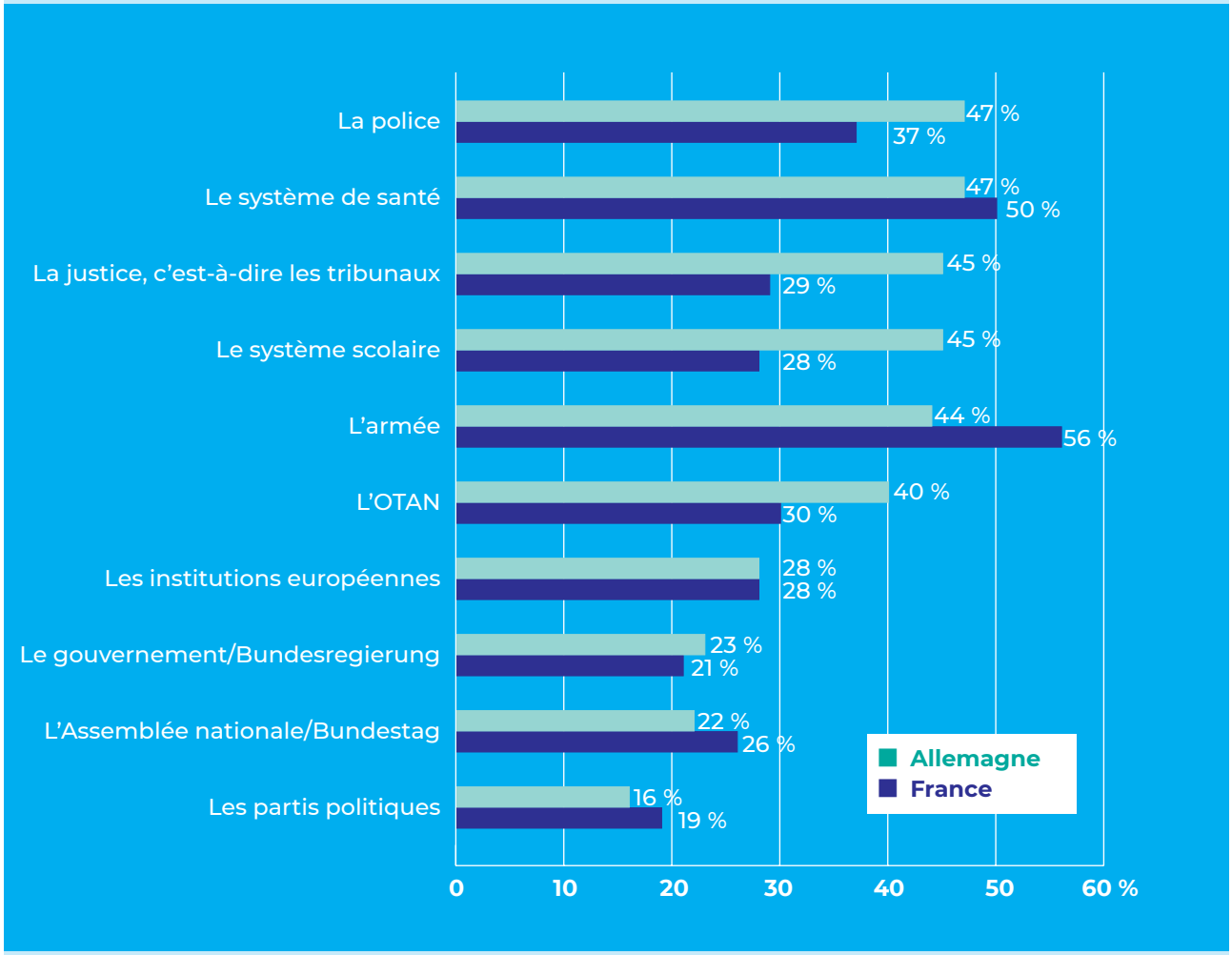
Question 32 :
Certains groupes sont socialement exclus en France.
Quelles sont les raisons de ces exclusions selon vous ?
Choisissez 3 réponses l'une après l'autre en commençant par la raison qui, selon vous, est la plus souvent à l'origine d'exclusion en en France/en Allemagne.



Graphique 43
La paix et la cohésion sociale

Peu de jeunes accordent une (très) grande confiance à certaines institutions de la société. Seule l'armée en France recueille une majorité de confiance. La police, la justice et l'école/l'université jouissent d'une confiance nettement plus grande en Allemagne qu'en France.

Question 29 :
Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants ?



Cette illustration montre la fréquence des termes cités en France
en réponse à la question suivante :
Quels sont les 3 termes qui vous viennent spontanément à l'esprit pour le mot „paix" ?

Cette illustration montre la fréquence des termes cités en Allemagne
en réponse à la question suivante :
Quels sont les 3 termes qui vous viennent spontanément à l'esprit pour le mot „paix" ?

L’importance de l’origine sociale

Malheureusement, l’origine sociale des jeunes s’avère être un facteur explicatif important à de nombreux égards.

Ainsi, dans les deux pays, les jeunes issus de milieux modestes sont nettement moins nombreux à avoir une vision positive de leur avenir.

La satisfaction par rapport à la situation de vie actuelle a également tendance à être moins bonne.

En ce qui concerne les défis sociaux, il apparaît clairement que le changement climatique est considéré comme un défi majeur, surtout par les jeunes issus de milieux plus aisés.

Les jeunes issus de milieux plus modestes ont plus souvent une vision négative de l’évolution de la société au cours des cinq prochaines années.

Par rapport aux autres classes sociales, les jeunes issus de milieux modestes sont plus nombreux à penser qu’il n’est pas (du tout) probable qu’ils s’en sortent mieux financièrement et matériellement que leurs parents.

Les jeunes issus de milieux modestes sont nettement plus nombreux à ne pas s’intéresser (du tout) à la politique et s’informent nettement moins souvent sur l’actualité ou les thèmes politiques. Par conséquent, la politique est également moins souvent un sujet de conversation au quotidien.

La satisfaction vis-à-vis de la démocratie, la participation aux élections, l’engagement politique et la confiance dans les institutions politiques sont nettement moins élevés.

Les jeunes issus de milieux modestes sont nettement moins nombreux à porter un jugement positif sur l’Europe.

Concernant la notion de classe sociale d'origine des jeunes :
La classe sociale d'origine des jeunes a été établie à l'aide d'un indice. L'indice de classe se base sur deux dimensions : Le niveau de formation de la famille d'origine et les ressources matérielles disponibles.

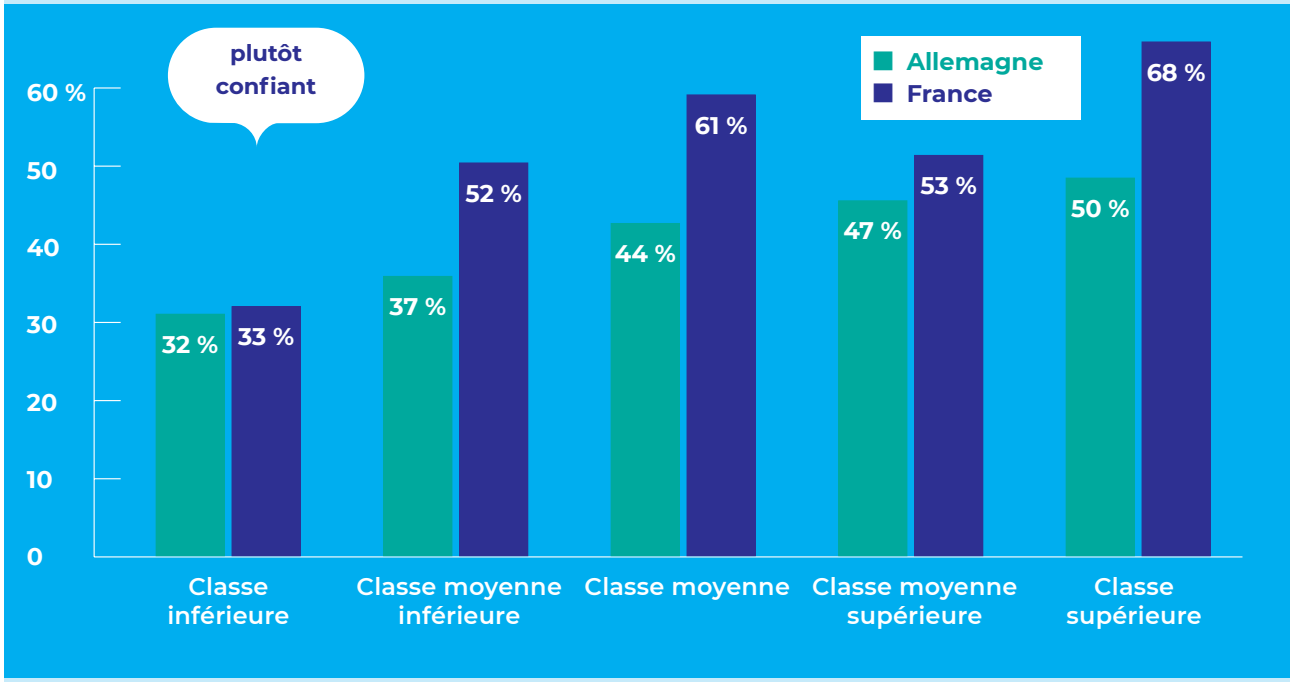
Le niveau de formation de la famille d'origine est déterminé à l'aide des indicateurs „diplôme de fin d'études générales le plus élevé du père / de la mère" et „fréquence de la lecture à haute voix pendant l'enfance". Les ressources matérielles sont mesurées à l'aide de l'auto-évaluation par les jeunes de leur degré de satisfaction quant à leur situation financière, ainsi que du type de logement des parents („propriété" ou „location").

Les scores des variables sont additionnés pour former un indice. Cet indice peut atteindre des valeurs de 3 à 14 points. Il est divisé en 5 groupes, permettant de former un indice de classes sociales.

Graphique 47
L'importance de l'origine sociale

Dans les deux pays, les jeunes issus de milieux modestes sont nettement moins nombreux à avoir une vision positive de leur avenir.

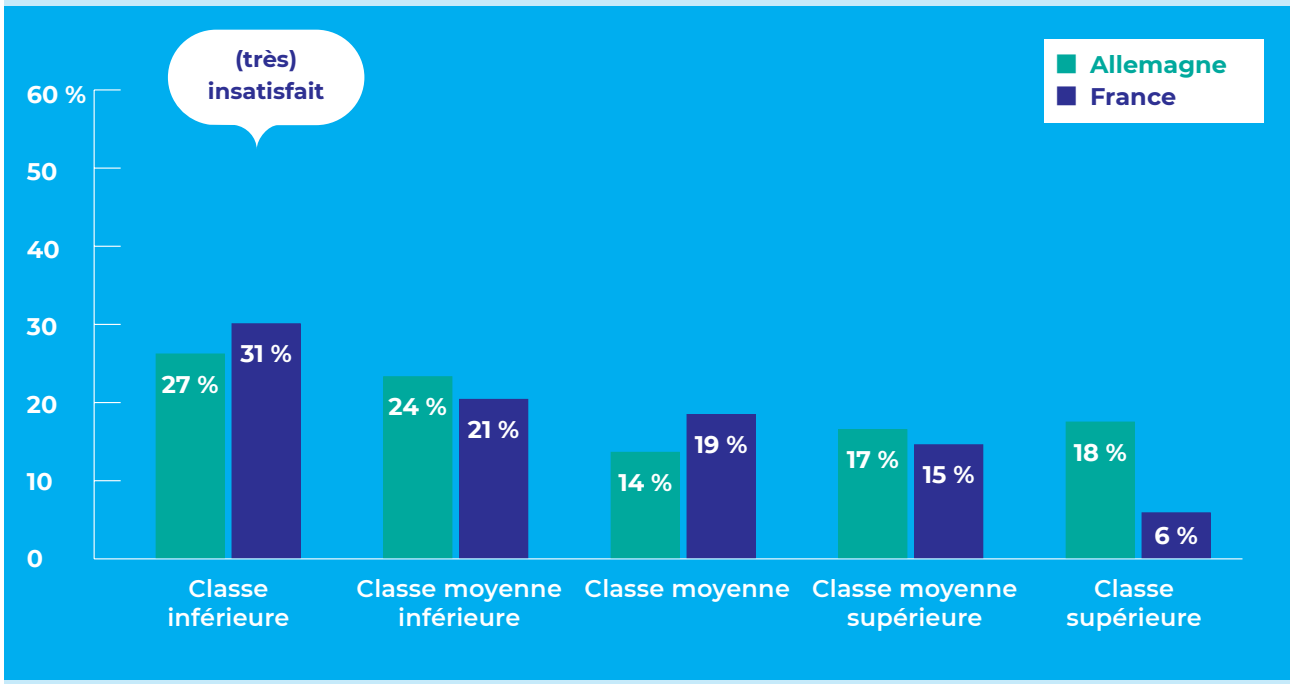
Question 2 :
Comment envisagez-vous votre propre avenir ?
En effet, on peut imaginer son avenir et la façon dont sa vie va se dérouler, de manière plutôt sombre ou plutôt confiante ?
Qu'en est-il pour vous ?



Graphique 48
L'importance de l'origine sociale

La satisfaction par rapport à la situation de vie actuelle a également tendance à être moins bonne. Les jeunes issus des classes inférieures et moyennes inférieures sont plus souvent insatisfaits quant à la possibilité de mener leur vie comme ils l'entendent.

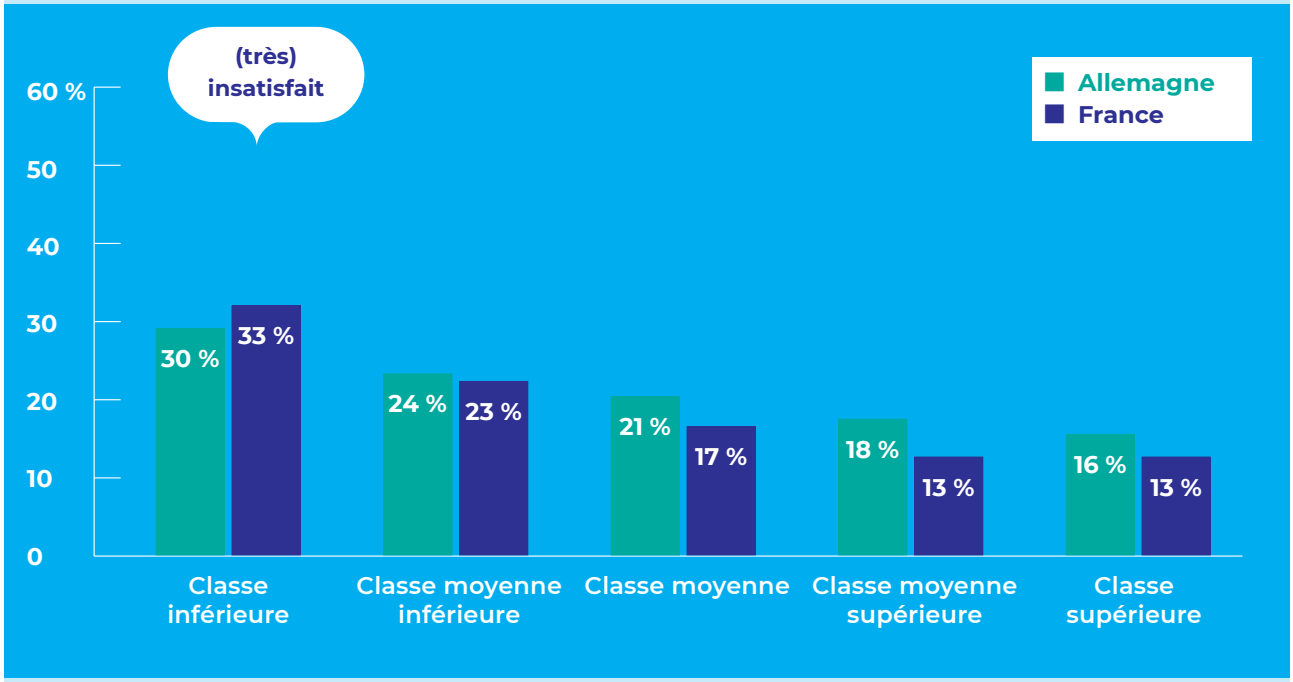
Question 1 :
Commençons par quelques questions sur votre situation actuelle.
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants ?
« Mener ma vie comme je l'entends »



Graphique 49
L'importance de l'origine sociale

Les jeunes issus des classes inférieures et moyennes inférieures sont également moins satisfaits de leurs perspectives professionnelles.

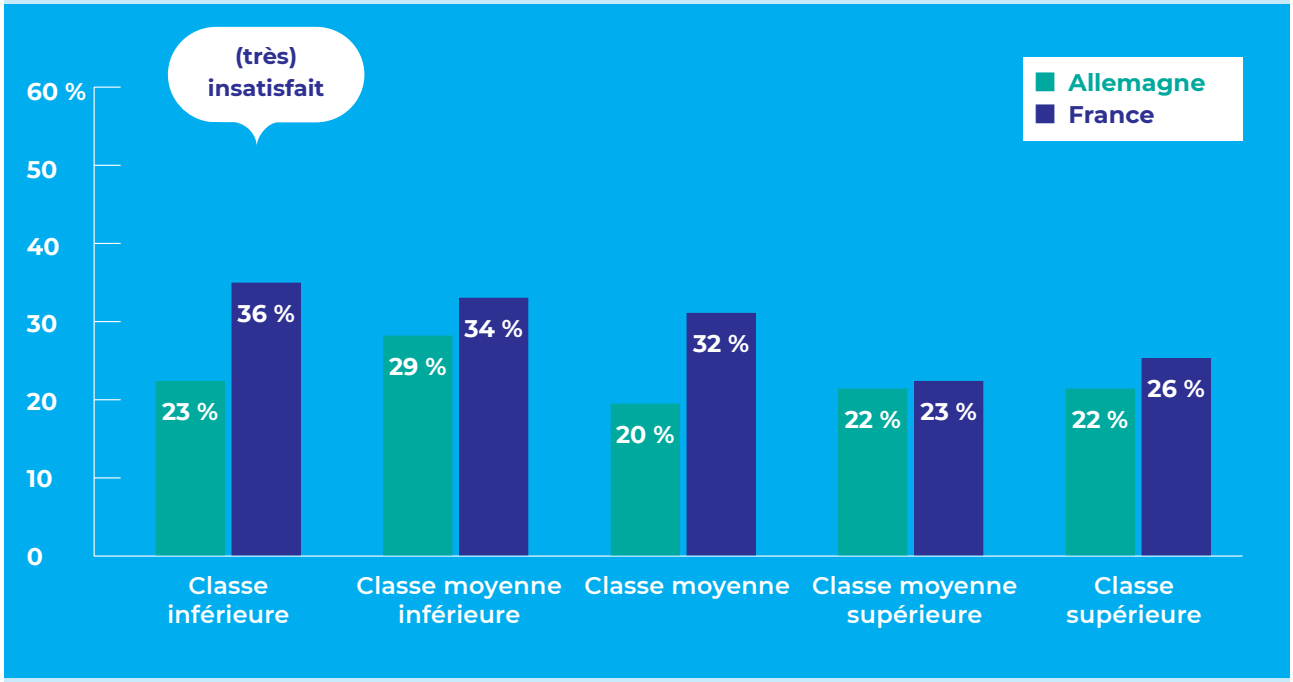
Question 1:
Commençons par quelques questions sur votre situation actuelle.
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants ?
« Mes perspectives professionnelles »



Graphique 50
L'importance de l'origine sociale

La satisfaction des jeunes issus des classes inférieures et moyennes inférieures quant à leurs possibilités de participer à la vie politique est aussi moins bonne.

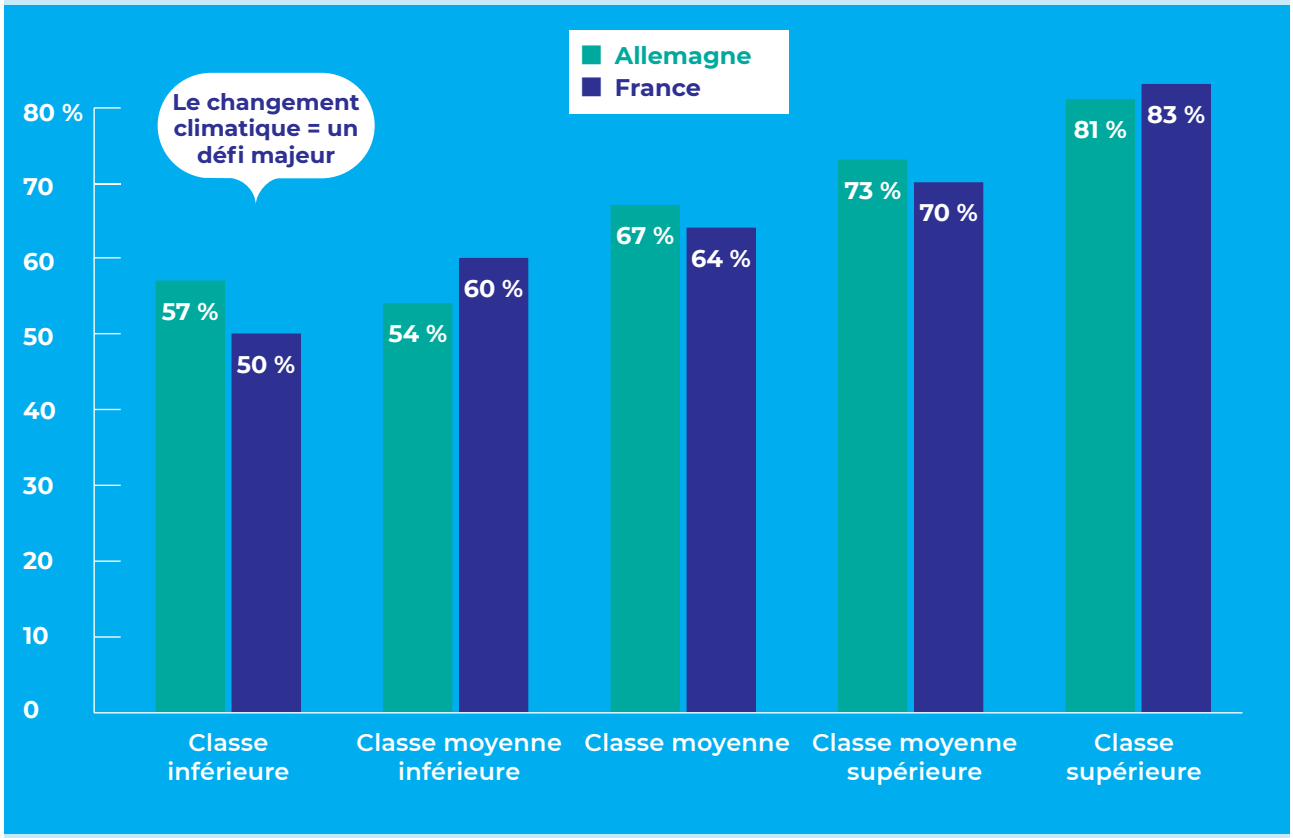
Question 1:
Commençons par quelques questions sur votre situation actuelle.
Dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de chacun des aspects suivants ?
« Mes possibilités de participer à la vie politique »



Graphique 51
L'importance de l'origine sociale

Le changement climatique est considéré comme un défi majeur, surtout par les jeunes issus de milieux plus aisés.

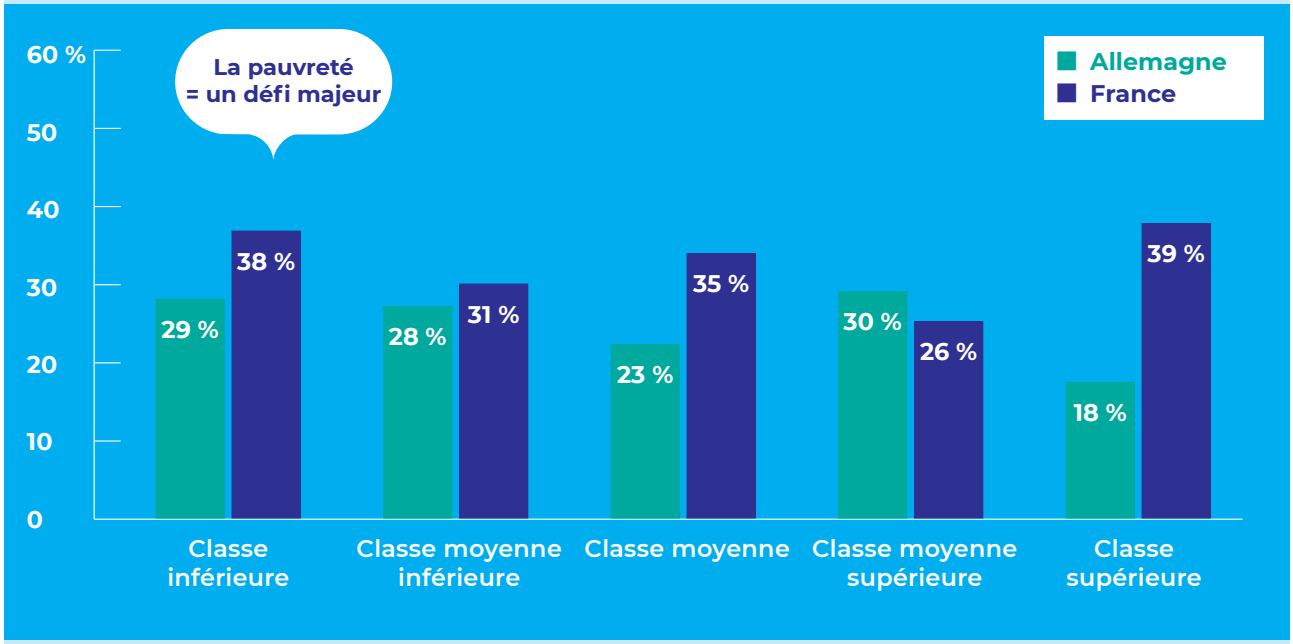
Question 6 :
Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque ?



Graphique 52
L'importance de l'origine sociale

En France, ce sont les jeunes issus des classes supérieures qui considèrent la pauvreté comme un défi majeur.

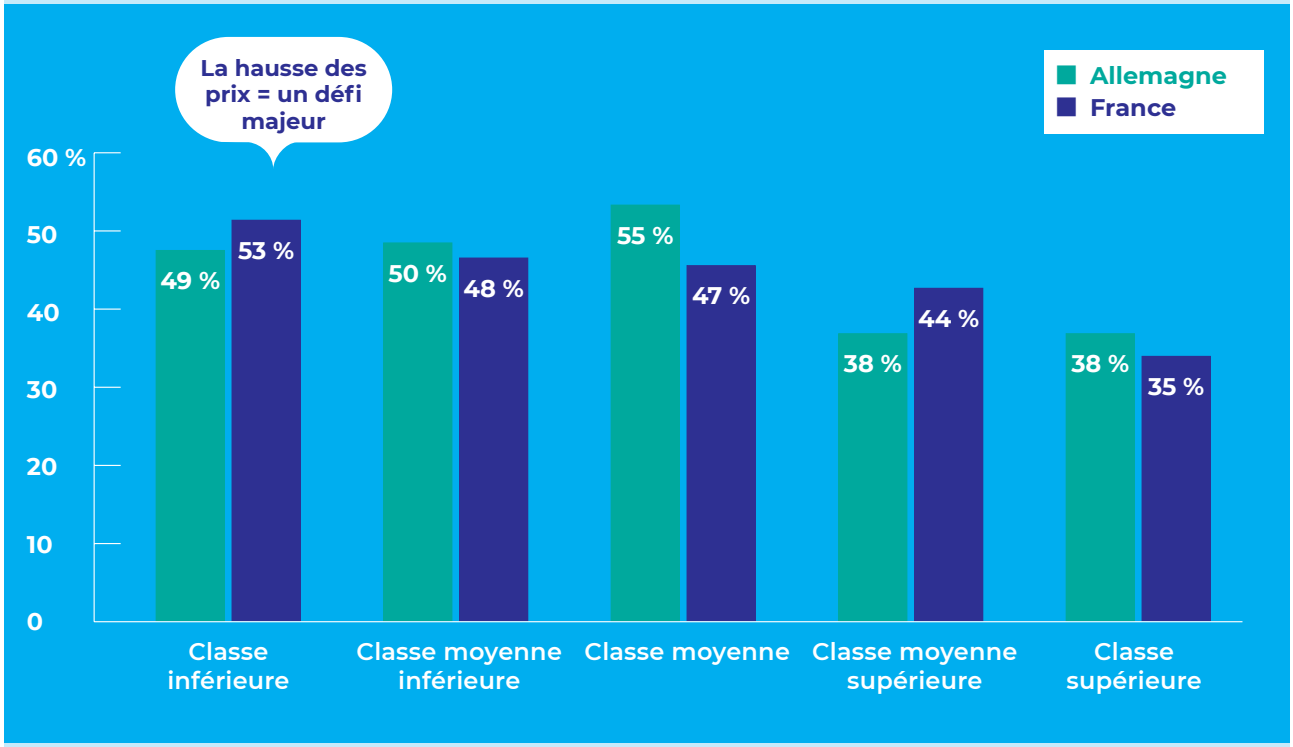
Question 6 :
Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque ?



Graphique 53
L'importance de l'origine sociale

La hausse des prix est surtout considérée comme un défi majeur par les jeunes de la classe inférieure à la classe moyenne.

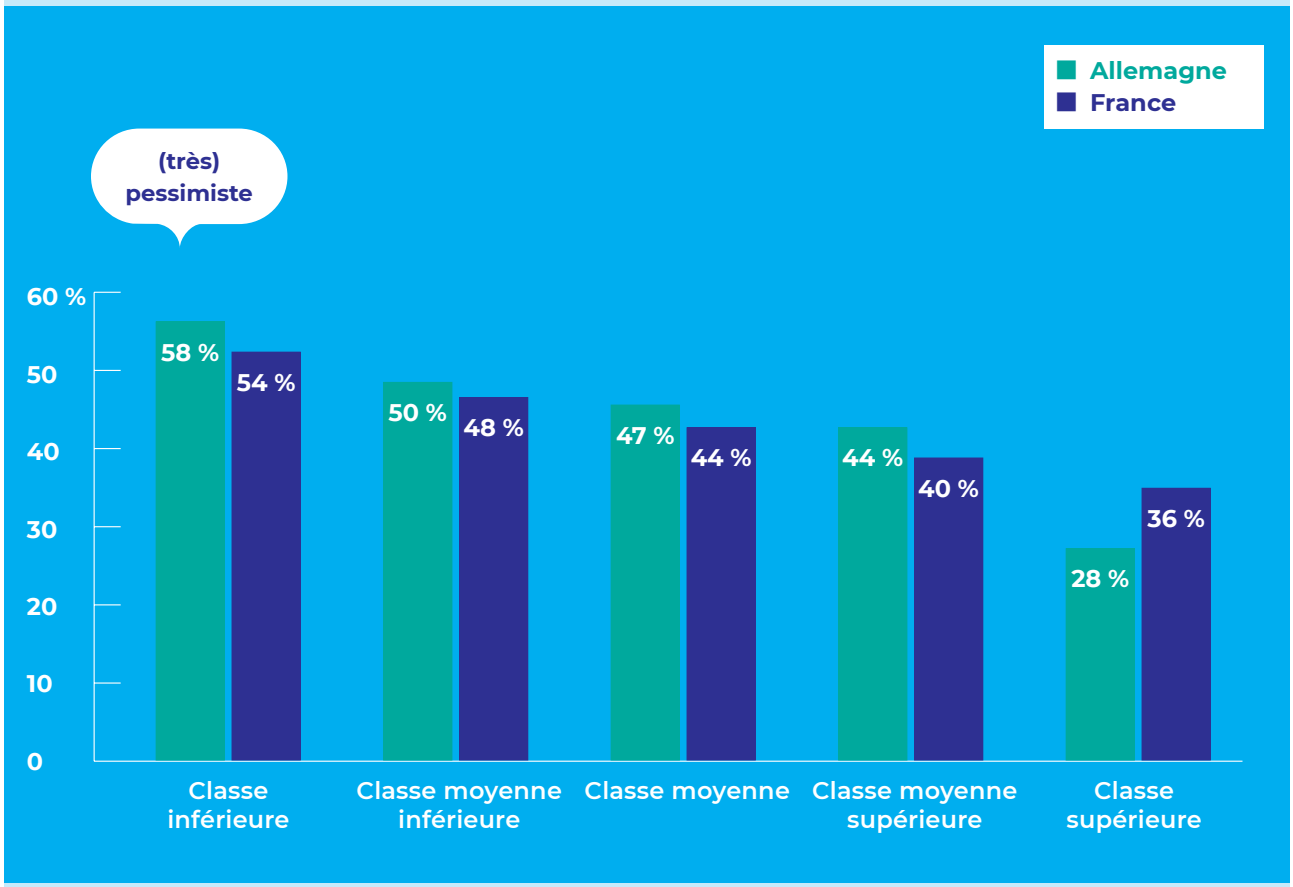
Question 6 :
Quels sont, selon vous, les trois plus grands défis de notre époque ?



Graphique 54
L'importance de l'origine sociale

Les jeunes issus de milieux plus modestes ont plus souvent une vision négative de l'évolution de la société au cours des cinq prochaines années.

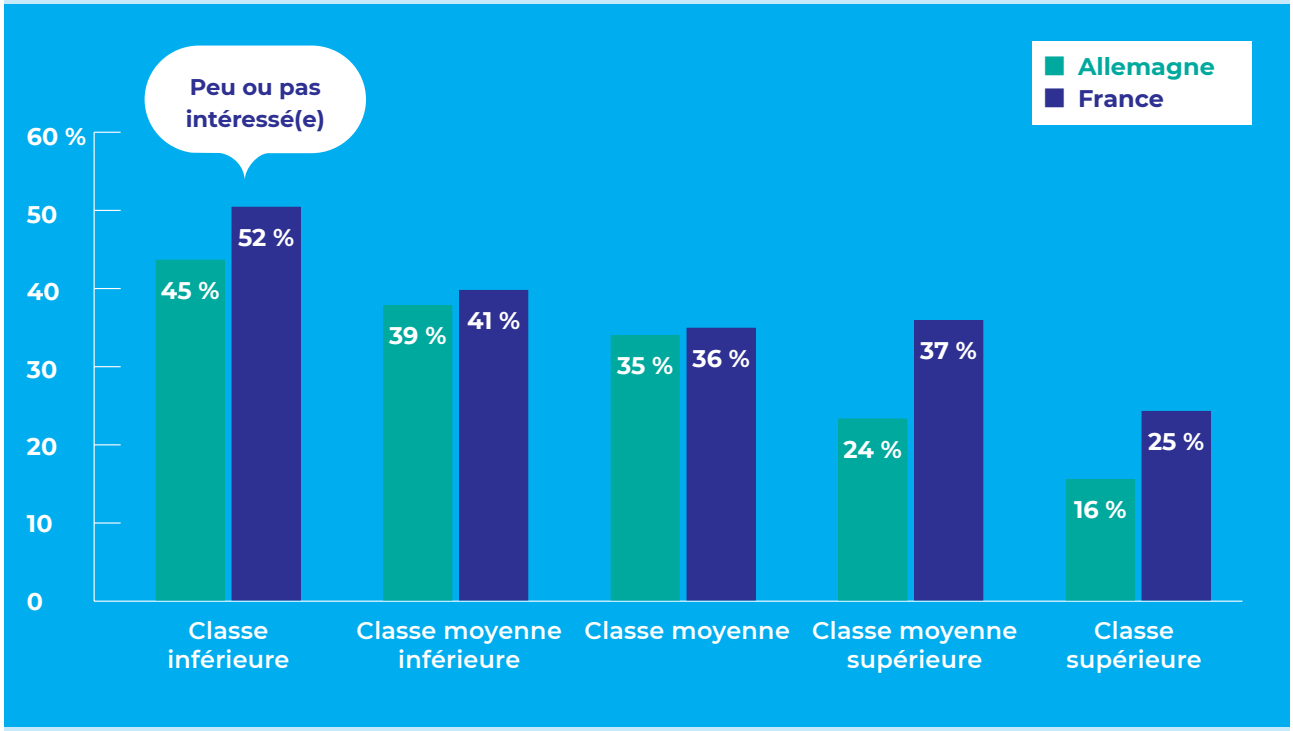
Question 7 :
Quel est votre degré d'optimisme ou de pessimisme pour les cinq à dix prochaines années quant à l'évolution (...) de la société ?



Graphique 55
L'importance de l'origine sociale

Les jeunes issus de milieux modestes sont nettement plus nombreux à ne pas s'intéresser (du tout) à la politique.

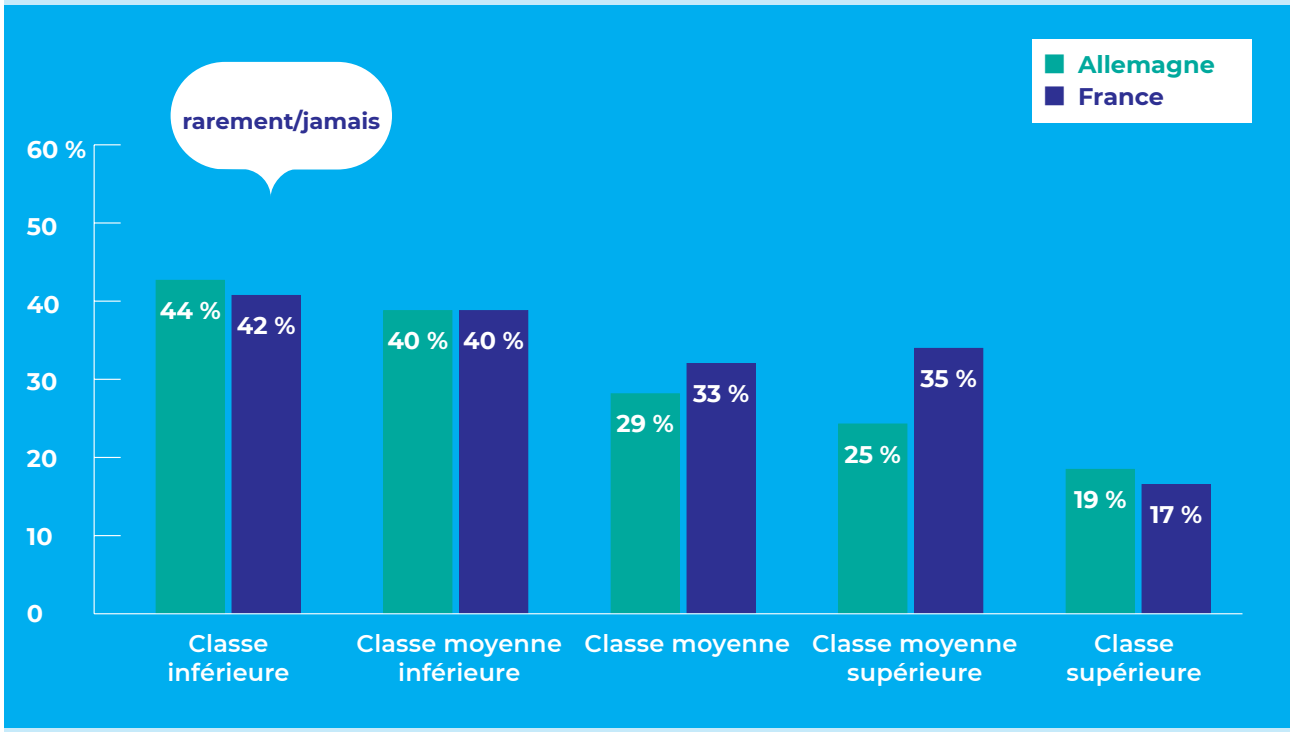
Question 11 :
Dans quelle mesure vous intéressez-vous à la politique ?



Graphique 56
L'importance de l'origine sociale

Les jeunes issus de milieux modestes s'informent nettement moins souvent sur l'actualité ou les thèmes politiques.

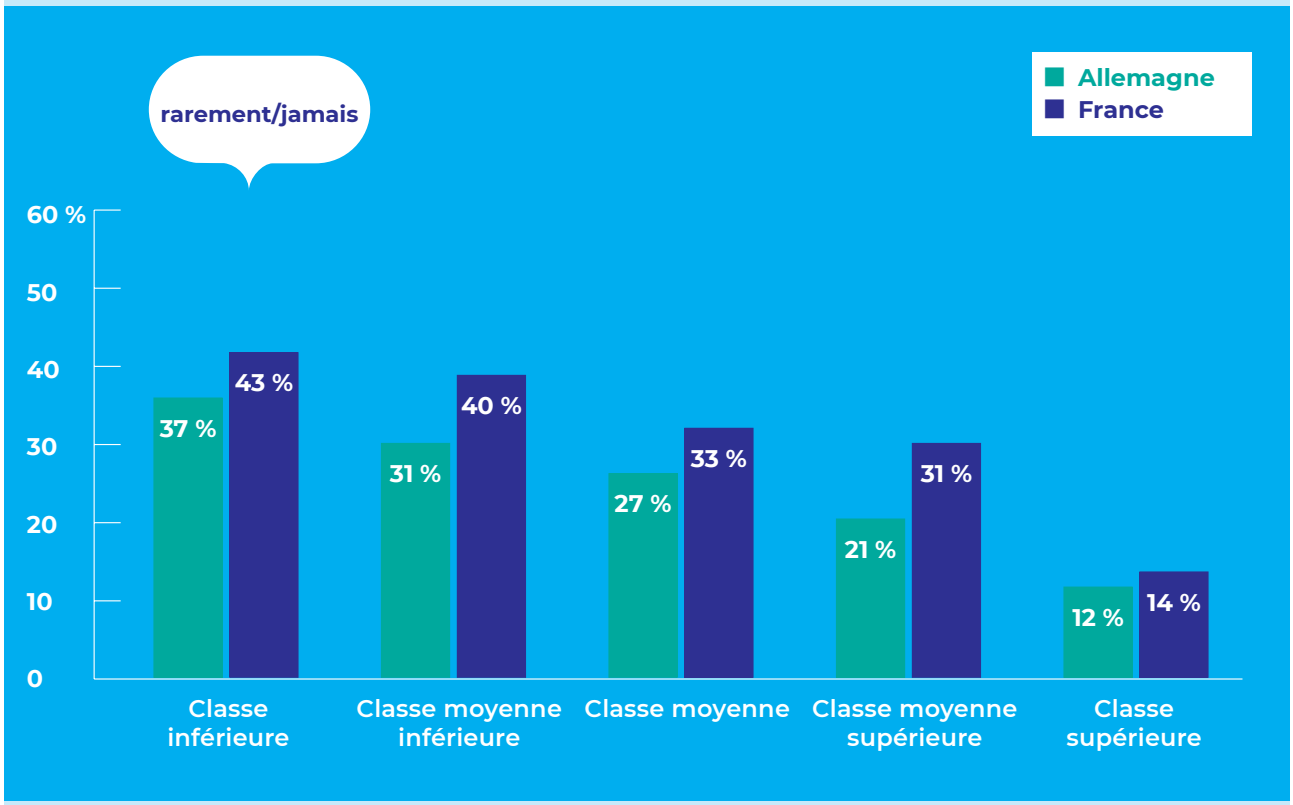
Question 12 :
À quelle fréquence vous informez-vous de manière active sur l'actualité ou les sujets politiques ?



Graphique 57
L'importance de l'origine sociale

Chez les jeunes issus de milieux modestes, la politique est aussi également moins souvent un sujet de conversation au quotidien.

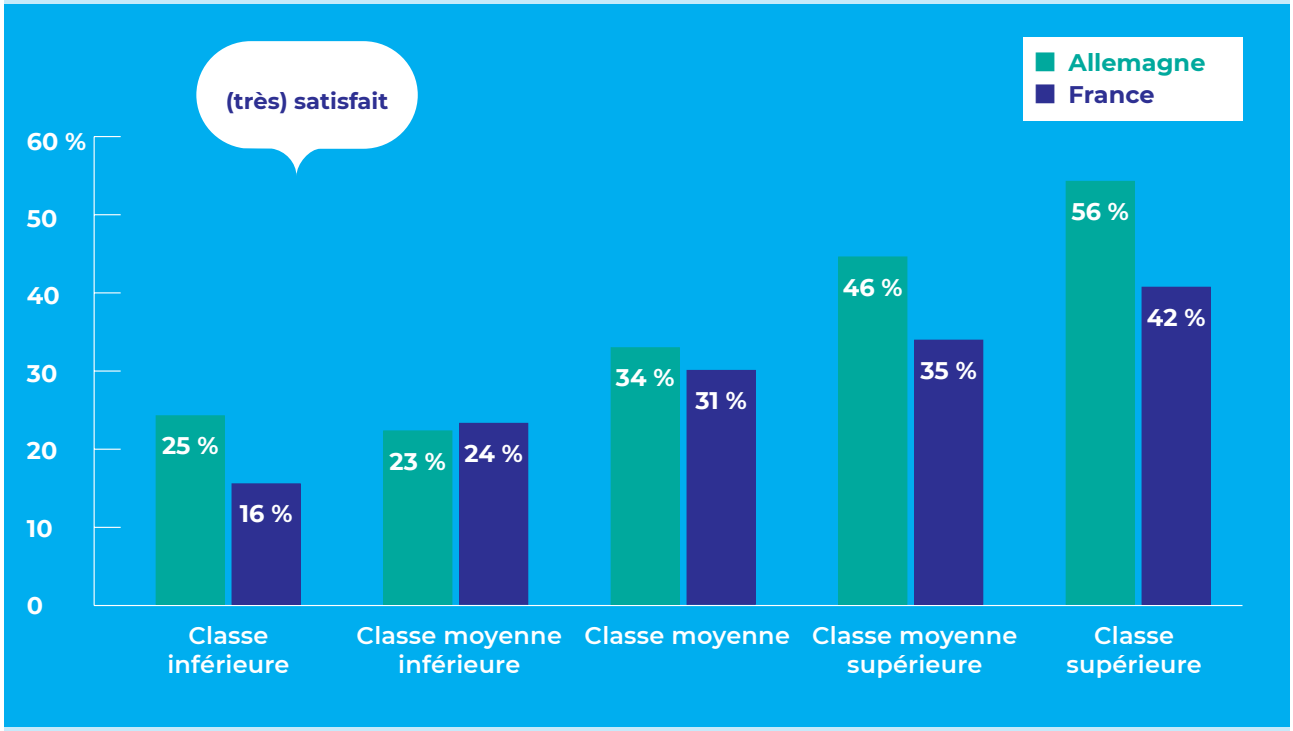
Question 15 :
À quelle fréquence discutez-vous de l'actualité politique ou sociétale à l'école/à l'université/dans votre de formation/au travail/avec vos amis/en famille ?



Graphique 58
L'importance de l'origine sociale

Chez les jeunes issus de milieux modestes, la satisfaction vis-à-vis de la démocratie est nettement moins élevée.

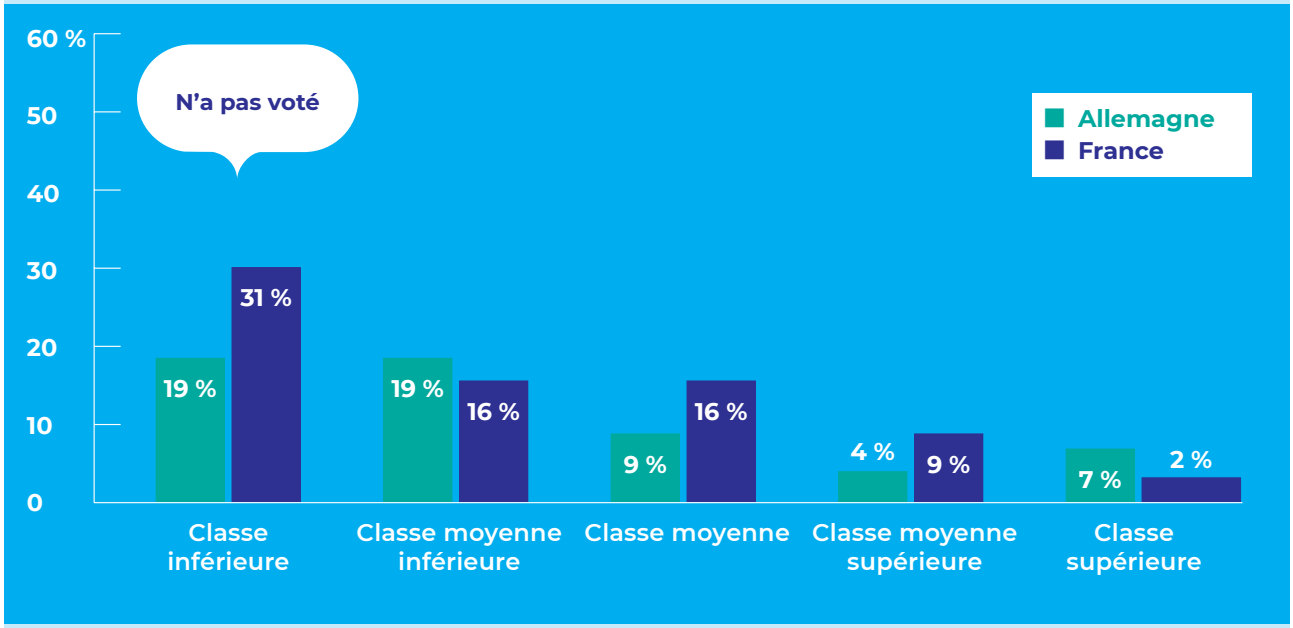
Question 17 :
D'une manière générale, dans quelle mesure êtes-vous satisfait(e) de la démocratie dans votre pays ?



Graphique 59
L'importance de l'origine sociale

Chez les jeunes issus de milieux modestes, la participation aux élections est nettement moins élevée.

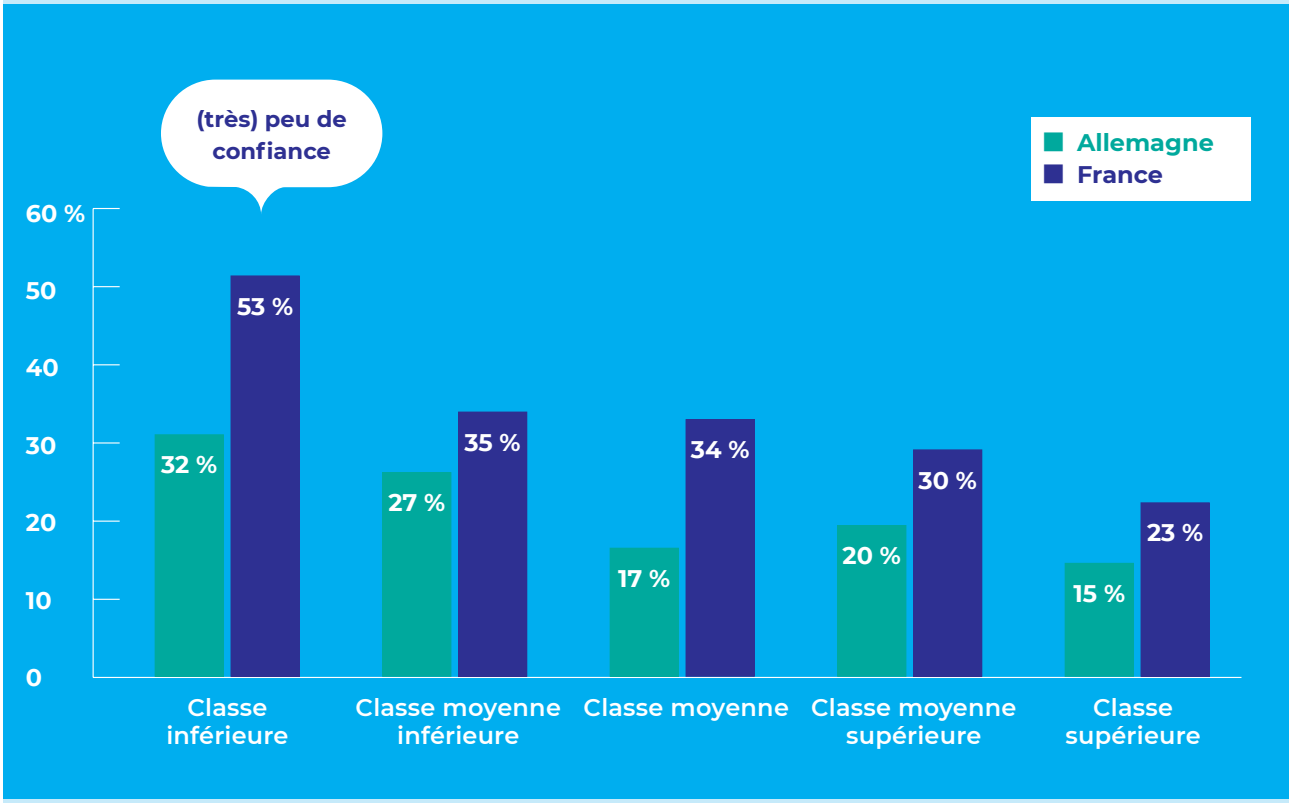
Question 19 :
Lorsqu'il y a des élections, beaucoup de gens votent, d'autres s'abstiennent pour diverses raisons. Avez-vous voté lors des élections précédentes ?



Graphique 60
L'importance de l'origine sociale

Chez les jeunes issus de milieux modestes, la confiance dans les institutions est nettement moins élevée. Notamment en France où la justice, c'est-à-dire les tribunaux, n'a pas une bonne image.

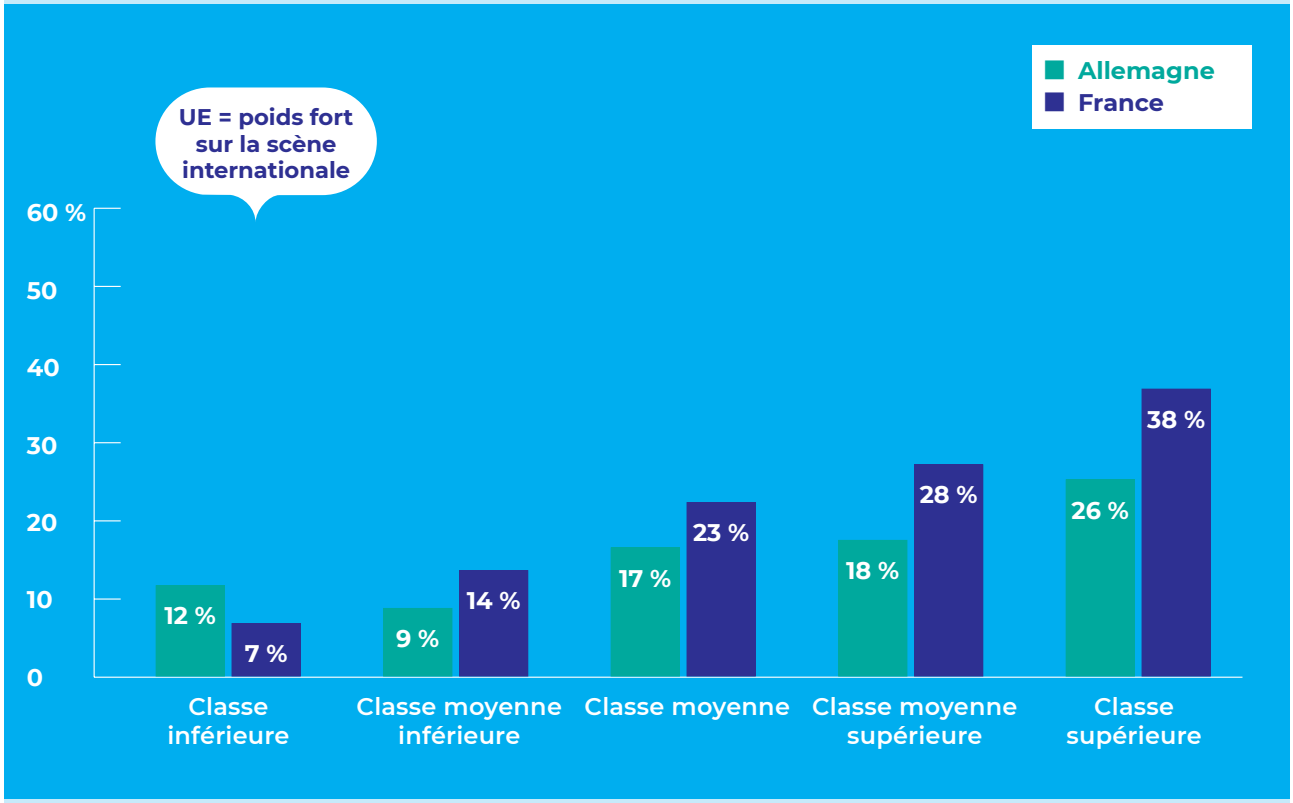
Question 29 :
Dans quelle mesure avez-vous confiance dans les acteurs ou institutions suivants : les partis politiques ; la justice, c'est-à-dire les tribunaux ; la police ; l'armée ; le système de santé ; le gouvernement ; le Parlement ; les institutions européennes ; le système scolaire ; l'OTAN ?



Graphique 61
L'importance de l'origine sociale

Les jeunes issus de milieux modestes sont nettement moins nombreux à porter un jugement positif sur l'Europe. Seule une faible proportion considère que l'Union européenne à un poids fort sur la scène internationale.

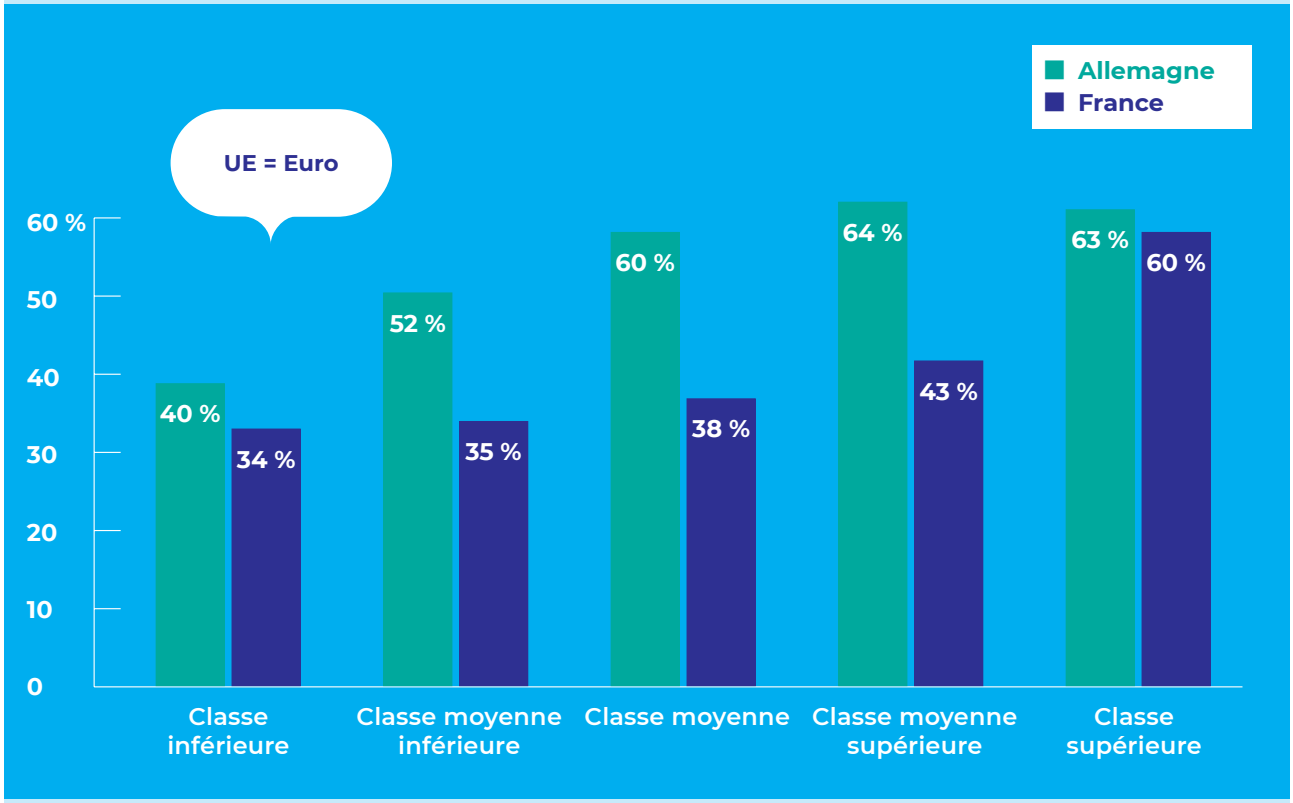
Question 33 :
On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes. Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects que vous associez personnellement à l'Union européenne.



Graphique 62
L'importance de l'origine sociale

Les jeunes issus des classes inférieures et moyennes inférieures associent moins souvent l'euro à l'Europe.

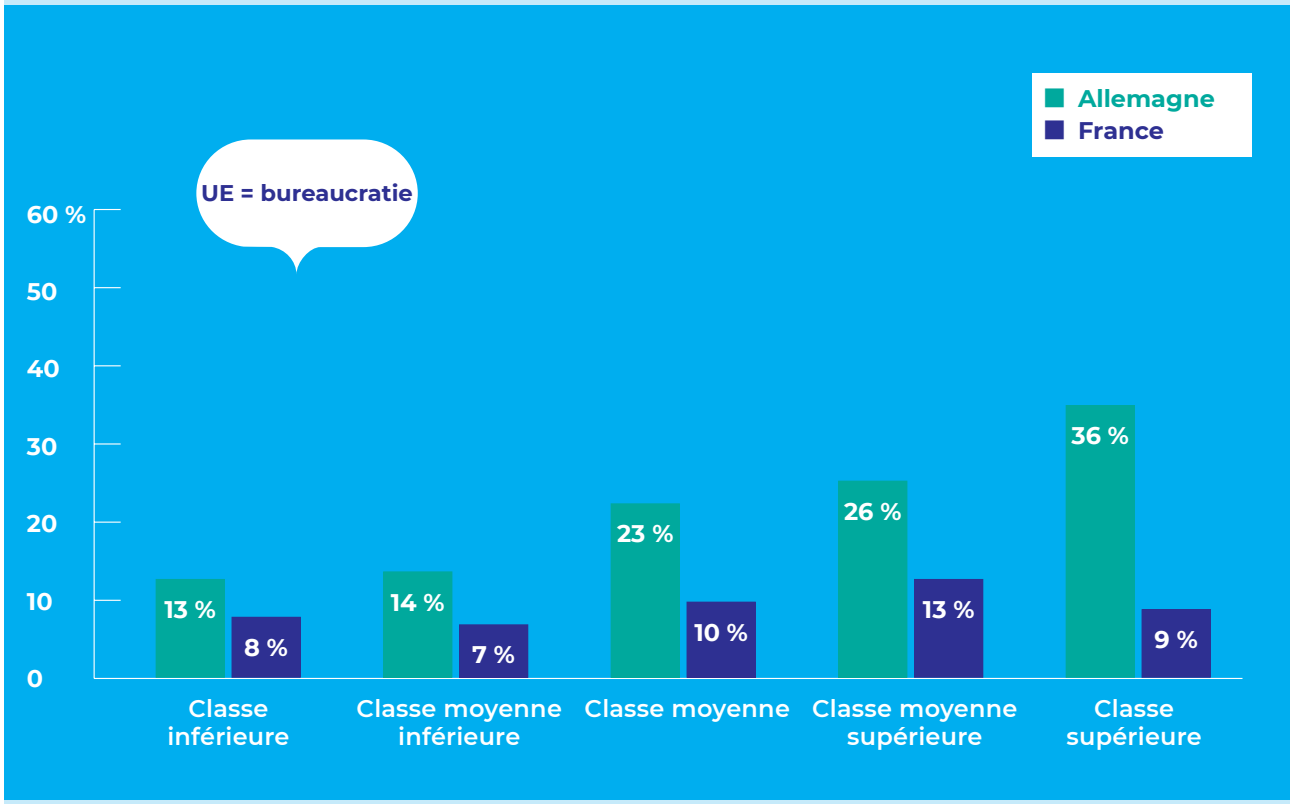
Question 33 :
On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes.
Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects
que vous associez personnellement à l'Union européenne.



Graphique 63
L'importance de l'origine sociale

Ces mêmes jeunes associent également moins souvent le terme « bureaucratie » à l'Europe.

Question 33 :
On peut associer l'Union européenne à des choses très différentes.
Veuillez choisir dans la liste suivante tous les aspects
que vous associez personnellement à l'Union européenne.



Ont contribué à cette étude

Frédéric Charillon est professeur des universités en science politique à l'Université Paris Cité et *senior adviser* pour les questions de défense et de diplomatie à l'ESSEC Business School. Il a fondé et dirigé l'Institut de Recherches Stratégiques de l'Ecole militaire, et a publié récemment *Guerres d'influence* (Odile Jacob, 2022) ainsi que *La France dans le monde* (CNRS, 2021). (Photo © Odile Jacob)

Claire Demesmay est cheffe du bureau « Formation interculturelle » à l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) et chercheure associée au Centre Marc Bloch (CMB) à Berlin. Ses sujets de recherche portent sur la coopération franco-allemande en matière de politique européenne, la politique étrangère de la France et de l'Allemagne ainsi que sur le rôle de la société civile dans les relations internationales. Elle a obtenu en 2016 le prix parlementaire franco-allemand pour son livre *Que reste-t-il du couple franco-allemand ?* (avec Cécile Calla). (Photo © DGAP, 2021)

Josephine Ehm étudie actuellement en premier semestre de master Communication interculturelle, avec option sciences économiques, à l'Université de la Sarre. Elle a achevé en 2022 son bachelor franco-allemand de Communication et coopération transfrontalières. Parallèlement à ses études, elle est très engagée dans le franco-allemand. De 2019 à 2022, elle a été Jeune Ambassadrice de l'OFAJ et participe en outre activement à plusieurs projets franco-allemands.

Olivier Galland est sociologue et directeur de recherche émérite au Centre national de recherche scientifique (CNRS). Il a publié récemment *20 ans le bel âge ? Radiographie de la jeunesse française d'aujourd'hui* (Éditions Nathan, 2022) et *Sociologie de la jeunesse* (Armand Colin, 7e édition revue et augmentée, 2022).

Frank Gröninger est arrivé en France en 1993 avec une bourse du DAAD (Deutscher Akademischer Austauschdienst), enseigne depuis 1998 à l'Institut d'Études Politiques (Sciences Po Paris) et depuis 2002 à des diplomates du Ministère français des Affaires étrangères. Ses thèmes principaux concernent les relations interculturelles, la communication à l'ère des réseaux sociaux et la pratique de la langue. En 2021, il a publié son livre *Douce Frankreich*, en 2022 *Dessine-moi un(e) Allemand(e)*, tous deux chez Alter Publishing.

Miriam Hartlapp est professeure en politique comparée, avec pour spécialité l'Allemagne et la France à la Freie Universität de Berlin (FU Berlin). Elle dirige trois cursus de double diplôme franco-allemands avec Sciences Po Paris et HEC Paris. Elle recherche et enseigne dans les domaines de l'intégration européenne et de la politique comparée, et s'intéresse en particulier aux questions de pouvoir, polarisation et conflit dans le système européen de gouvernance multi-niveaux, d'intégration économique et sociale ainsi que de représentation dans les institutions politiques. (Photo © Bettina Ausserhofer)

Patricia Loncle est professeure des universités en sociologie. Elle co-dirige le parcours de master Recherche et expertise des sciences sociales du politique. Elle enseigne notamment dans le parcours Enfance, jeunesse, politiques et prises en charge à l'École des hautes études en santé publique (EHESP). Elle est membre du conseil scientifique et d'orientation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP). Elle a notamment publié avec Tom Chevalier *Une jeunesse sacrifiée?* (Paris, PUF, 2021) et avec Andreas Walther, Janet Batsleer et Axel Pohl (eds) *Young people and the struggle for participation* (Routledge, 2019). (Photo © François Petitjean)

Jörg Müller est chercheur au Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC). Enseignant à Sciences Po, politiste, il est l'auteur de plusieurs publications dans des revues scientifiques étrangères. Avant de rejoindre le CREDOC, il a travaillé pour la Banque Mondiale, l'ONU (Programme Alimentaire Mondial) et la Commission Européenne, en tant qu'expert associé à l'élaboration des enquêtes Eurobaromètre. Ses enseignements portent sur les thématiques des inégalités sociales, des discriminations et de l'insertion socio-professionnelle. Il a développé de solides connaissances sur le sujet des jeunes sur cette thématique dont ses contributions sur « le tissu associatif et les jeunes dans les quartiers sensibles », « les comportements citoyens et politiques des jeunes d'aujourd'hui», « les jeunes et les doyens : une question d'intergénérationalité » et « les jeunes et le lien social à l'heure numérique ».

Julia Reim, diplômée d'une maîtrise, est chargée de recherche au Deutsches Jugendinstitut (DJI) et collaboratrice scientifique du projet pairfam à l'Université Ludwig-Maximilian de Munich. Les principaux axes de travail de cette sociologue et criminologue sont la recherche sur la séparation et le divorce, la recherche quantitative sur la famille et la recherche sur la violence. (Photo © Fotostudio Sessner)

Sabine Walper est depuis 2001 professeure de pédagogie générale et de recherche en éducation avec pour spécialité la recherche sur la jeunesse et la famille à l'Université Ludwig Maximilian de Munich. Elle a été de 2012 à septembre 2021 directrice de recherche et depuis octobre 2021 occupe les fonctions de directrice et présidente du Deutsches Jugendinstitut (DJI) e.V. à Munich. Ses spécialités sont l'éducation dans les systèmes scolaires et extrascolaires, l'éducation dans la famille, la recherche sur le divorce et la pauvreté, la promotion des compétences éducatives des parents, les relations de partenariat, les comportements à problèmes des jeunes ainsi que les effets des conflits parentaux sur le développement des enfants et des jeunes. (Photo © Stefan Obermeier)

Impressum

Direction de la publication : Anne Tallineau & Tobias Bütow

Rédaction en chef : Claire Demesmay

Rédaction : Anya Reichmann, Tomasz Bertram, Tiphaine Burger & Margot Dufaux

Traductions : Nathalie Heyblom

Relecture : Marielle Roubach

Coordination : Annette Schwichtenberg

Conception graphique & Design: Olaf Mühlmann · rubimann.com

© OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2023

Les membres du comité scientifique sont (par ordre alphabétique) :

Floriane Azoulay, directrice, Arolsen Archives

Stéphanie Bruel, directrice exécutive, Europäische Akademie Otzenhausen GmbH (EAO)

Claire Demesmay, cheffe du bureau Formation interculturelle de l'OFAJ et chercheure associée au Centre Marc Bloch (CMB)

Josephine Ehm, ex- Jeune Ambassadrice OFAJ – Représentante jeunesse

Olivier Galland, sociologue, directeur de recherche émérite au Centre national de recherche scientifique (CNRS)

Frank Gröninger, maître de conférence, Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po)

Miriam Hartlapp, professeure, Otto-Suhr-Institut für Politikwissenschaft, Freie Universität Berlin (FU)

Patricia Loncle-Moriceau, professeure, École des hautes études en santé publique (EHESP) et présidente de la Commission « Jeunesse et Politiques de jeunesse » à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

Jörg Müller, chercheur, Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de Vie (CREDOC)

Osée N'Tcha, Jeune Ambassadeur OFAJ - Représentant jeunesse

Anne Rolvering, présidente-directrice, Deutsche Kinder- und Jugendstiftung (DKJS)

Sabine Walper, directrice, Deutsches Jugendinstitut (DJI)

60 ANS
JAHRE

OFAJ
DFJW

OFAJ - 51 rue l'Amiral-Mouchez - 75013 Paris - www.ofaj.org
DFJW - Molkenmarkt 1 - 10179 Berlin - www.dfjw.org